





Les Intellectuels faussaires



Pascal Boniface

Les Intellectuels faussaires

*Le triomphe médiatique
des experts en mensonge*

Jean-Claude Gawsewitch Éditeur

Tous droits réservés
© Jean-Claude Gawsewitch Éditeur, 2011
130, rue de Rivoli
75001 Paris
www.jcgawsewitch.com
ISBN : 978-2-35013-277-8

Avant-propos

L'idée de ce livre me trotte dans l'esprit depuis longtemps. Combien de fois ne me suis-je pas étonné, n'ai-je pas éprouvé un sentiment de colère ou de malaise, lorsque je constatais au cours d'un débat public qu'un expert proférait une contrevérité et que celle-ci passait comme une lettre à la poste ? Je ne parle pas ici d'une erreur mais d'un mensonge volontaire et assumé par son auteur. Dans ce cas, le spécialiste invité pour éclairer le public le trahit et ne remplit pas sa mission.

Moi qui ai toujours craint de ne pas être suffisamment précis ou exact, de faire une erreur, et qui suis mortifié s'il m'arrive d'en faire une, je suis estomaqué par tous ces intellectuels et experts qui n'ont pas de scrupules à employer des arguments de mauvaise foi, à énoncer des contrevérités, afin d'emporter l'adhésion. Leur culot, leur absence totale de scrupules semblent être illimités

Les Intellectuels faussaires

et constituer un atout. Loin de subir une réprobation générale, on les acclame de plus belle. Être sans vergogne n'est pas sans avantage et semble sans risque. Le « mentir vrai » se porte à merveille. Encore une fois, je ne parle pas ici des erreurs, que chacun peut commettre. Encore que... certains les accumulent sans que leur aura n'en souffre. Un sportif qui alignerait les contreperformances cesserait d'être sélectionné. Un expert peut enchaîner les erreurs en étant toujours invité sur les plateaux. Une fois mis sur orbite médiatique, on ne redescend pas sur terre.

Plus grave que ceux qui *se* trompent, il y a ceux qui trompent : les « faussaires ». Ils recourent à des arguments auxquels ils ne croient pas eux-mêmes pour mieux convaincre téléspectateurs, auditeurs ou lecteurs. Ils peuvent croire à une cause mais emploient des méthodes malhonnêtes pour la défendre. Ce sont donc des « faussaires » qui fabriquent de la fausse monnaie intellectuelle pour assurer leur triomphe sur le marché de la conviction.

Pire encore : les « mercenaires ». Ceux-là ne croient en rien, si ce n'est à eux-mêmes. Ils vont adhérer (ou plutôt faire semblant d'adhérer) à des causes, non parce qu'ils sont convaincus de leur bien-fondé, mais parce qu'ils estiment qu'elles

Avant-propos

sont porteuses, qu'elles vont dans le sens du vent dominant.

À force de répéter les mêmes arguments, les « mercenaires » peuvent finir par s'autoconvaincre du bien-fondé de leur engagement. La frontière entre « faussaires » et « mercenaires » n'est pas étanche. Dans tous les cas, tous sont conscients qu'ils sont aux antipodes de l'honnêteté intellectuelle, et ils ne s'en soucient pas pour deux raisons.

La première est que pour eux, la fin justifie les moyens. Ils considèrent que le grand public n'est pas assez mûr pour faire la part des choses, et qu'il convient de le guider fût-ce par des méthodes peu scrupuleuses.

La seconde est qu'à partir du moment où ils défendent les thèses dominantes, leurs méthodes répréhensibles ne seront jamais sanctionnées. Pourquoi s'embarrasser de scrupules ? Dire la vérité oblige à un effort supplémentaire de conviction. Proférer un mensonge n'est pas, n'est plus disqualifiant. Il faudrait être sot pour ne pas en profiter.

Je me rappelle d'une discussion que j'ai eue au cours d'une promenade, dans l'attente d'une réunion, avec le sociologue et ami Michel Wieviorka. Nous parlions du débat d'idées en France. Je lui ai demandé s'il lui était déjà arrivé d'employer un argument qu'il savait inexact ou faux, mais qui aurait pu lui donner un avantage

Les Intellectuels faussaires

décisif dans le débat. Il m'a répondu tout de go, que cela ne lui était pas arrivé et que cela ne lui serait pas possible. Il ne se sentirait pas capable d'assumer un mensonge, fût-ce pour un objectif estimable. Je suis dans le même cas. Je n'oserai évidemment pas affirmer que je ne me suis jamais trompé, mais je peux garantir que je n'ai jamais voulu tromper le public volontairement et que je refuse de recourir à la duplicité.

Cela ne doit pas amener à penser qu'il existe une sorte de complot et que les possédants s'arrangent entre eux pour mettre en avant des coquins et copains protégeant leurs intérêts. Il n'est pas question de tomber dans le « tous pourris ». Aucune organisation clandestine ne manœuvre dans l'ombre pour promouvoir des intellectuels à sa solde afin de maintenir le public dans l'ignorance et sous domination. Néanmoins, la réfutation de la thèse complotiste ne doit pas éluder une question essentielle : Pourquoi les « faussaires » ne sont-ils pas démasqués mais bénéficient, au contraire, d'un avantage comparatif par rapport à ceux qui sont trop scrupuleux pour oser s'affranchir des règles de l'honnêteté intellectuelle ? Comment expliquer cette impunité ?

Les vertus d'honneur, de dignité, pour être toujours mises en avant, sont de moins en moins respectées. Le ridicule ne tue plus depuis longtemps,

Avant-propos

il semble même dans certains cas être un bain de jouvence permanent. L'honnêteté intellectuelle n'est plus un critère qui conditionne l'exposition médiatique. Il n'y a pas que les paroles qui s'envoient, les écrits également. Priorité est souvent donnée à celui qui assène son propos de façon péremptoire (et qui ne s'embarrasse pas avec les subtilités de la réalité), même si chacun a en mémoire les contradictions, omissions ou mensonges proférés.

Malgré Internet qui permet plus facilement qu'auparavant de retrouver des déclarations passées (d'où d'ailleurs l'hostilité de la plupart des « faussaires » à ce média qu'ils ne contrôlent pas), le travail de recherche est très rarement fait. Il exige du temps et induit le risque de se faire des ennemis puissants. Celui qui dénoncera les mensonges d'intellectuels médiatiques n'aura pas toujours accès aux médias, ces derniers ne voulant pas se critiquer eux-mêmes !

J'ai longtemps hésité à rédiger cet ouvrage. En fait, j'ai longtemps attendu qu'un autre s'attelle à la tâche. En tant que « membre » du milieu intellectuel, n'étais-je pas à la fois juge et partie dans cette affaire ? Certains ne manqueront pas de m'accuser de vouloir régler des comptes. Ils se trompent. S'il existe de nombreux livres qui prennent à partie telle ou telle personnalité, c'est en

Les Intellectuels faussaires

général pour dénoncer leurs prises de position. Or, tel n'est pas mon propos. Le débat est libre et chacun doit avoir le droit d'exprimer ses convictions et de réfuter les autres. Ce qui (me) pose problème, c'est la méthode. Ce qui ne devrait pas être toléré à mon sens, c'est la place centrale occupée par le mensonge dans le débat public. J'ai centré mon propos sur les questions internationales et stratégiques, ce n'est bien sûr pas le domaine intellectuel qui a le monopole des « faussaires », mais c'est celui que je connais et où je peux donc les démasquer.

On peut par exemple penser que la guerre d'Irak était justifiée, puisqu'elle a permis de renverser un dictateur. À titre personnel, je ne partage pas ce point de vue, une guerre de ce type venant à mon sens aggraver les problèmes plutôt que les résoudre, on n'exporte pas la démocratie par la guerre. C'est une question importante et chacun est libre d'avoir son opinion. En revanche, affirmer qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak et qu'il était donc justifié de faire une guerre pour les éliminer, alors que ce n'était pas vrai, cela ne participe pas du débat d'idées. C'est de la manipulation de l'opinion et de la désinformation.

Lorsque les élites mentent ainsi, il ne faut pas s'étonner que le public s'en détourne. Or, la

Avant-propos

coupure entre les citoyens français et les élites est de plus en plus grande. C'est un danger pour la démocratie, les « faussaires » font le lit des démagogues.

Pour participer à de multiples conférences et débats, médiatiques ou publics, je sais que les Français sont beaucoup moins ignorants ou incapables de se faire un jugement que ne le pense, avec mépris, la « France d'en haut ». Le public n'est pas dupe. Il est plus sévère avec les « faussaires » que ne le sont les élites. Le mensonge n'est pas nécessaire et il est contre-productif. Je sais également que mes positions sur de nombreux sujets irritent ceux qui ne les partagent pas. Mais ils auront du mal à me prendre en défaut de sincérité. D'ailleurs, c'est justement parce que je dis et écris ce que je pense, et non pas ce que je pense avoir intérêt à dire ou écrire, que certaines portes me sont fermées. Si j'avais voulu suivre mes intérêts, j'aurais sur de nombreux points modifié mon discours et parfois même évité d'en avoir un.

Mais les multiples témoignages de personnes que je ne connais pas, qui me remercient pour ma sincérité sont mes plus belles récompenses.



Première partie

*De la malhonnêteté intellectuelle
en général*



La France, le pays où les intellectuels sont rois

Jean Bothorel dans son savoureux *Chers imposeurs* raconte que François Mitterrand, fraîchement élu président de la République, et invité par Margaret Thatcher au Royaume-Uni, demanda à y rencontrer des intellectuels. Les services du 10 Downing Street ont répondu qu'ils pouvaient trouver des écrivains, des historiens, des philosophes et des chercheurs mais pas d'intellectuels.

Ils jouissent en France d'un prestige particulier dont on peut faire remonter l'origine au Siècle des lumières et son enracinement dans notre paysage, à Zola et l'affaire Dreyfus. Ils ne sont pas simplement, ou seulement, des savants ou des scientifiques. Certes, ils peuvent faire progresser le niveau

De la malhonnêteté intellectuelle en général

de connaissance, faire reculer les frontières de l'inconnu, mais c'est leur participation aux débats de société qui fait la différence et les fait accéder à ce statut prisé d'intellectuel.

Voltaire a une aura particulière parce qu'il a – en plus de son œuvre – pris parti pour des causes au nom de l'idée qu'il se faisait de la justice, notamment avec l'emblématique affaire Callas, ce protestant accusé à tort, en raison de sa foi, d'avoir tué son fils. L'engagement politique de Victor Hugo, qu'il s'agisse de la défense de la République, de la lutte contre la peine de mort et de l'évocation de la question sociale, fait de lui non seulement un grand auteur, mais aussi un géant du panthéon français. Le « J'accuse » de Zola en faveur d'un officier innocent et accusé parce que juif a contribué autant à sa trace dans l'Histoire que la rédaction des Rougon-Macquart. Malraux n'a pas fait qu'écrire sur les républicains espagnols, il était à leurs côtés.

Le terme lui-même est hérité de l'affaire Dreyfus. Huit jours après la publication de « J'accuse », Clemenceau écrit : « N'est-ce pas un signe, tous ces intellectuels venus de tous les coins de l'horizon qui se regroupent sur une idée ? » Barrès réagit et ironise sur « la protestation des intellectuels ». Le concept est lancé¹.

1. Jean Bothorel, *Chers imposteurs*, Fayard, 2008, p. 10.

La France, le pays où les intellectuels sont rois

À s'engager pour des causes considérées comme universelles – et non à plaider pour leur intérêt particulier –, à mettre leur notoriété au service de ceux qui n'en ont pas, bref, à se mettre au service des autres, de façon désintéressée, ils ont obtenu la reconnaissance des citoyens. Leur prestige est à la hauteur de leur dévouement et des risques encourus, car leurs combats se font alors contre les pouvoirs en place.

Ce statut si particulier, à quoi doit-il servir ? Quel rôle doivent jouer les intellectuels ? Comment réaliser leur mission ?

En 1927, Julien Benda, publie *La Trahison des clercs*. Il y dénonce l'attitude des clercs (on dirait aujourd'hui intellectuels), c'est-à-dire « tous ceux dont l'activité, par essence, ne poursuit pas de fin pratique ». Il y déplore notre siècle qui « aurait été proprement le siècle de l'organisation intellectuelle des haines politiques² ». Or, ajoute-t-il, « à la fin du XIX^e siècle se produit un changement capital : les clercs se mettent à faire le jeu des passions politiques. Ceux qui formaient un frein au réalisme des peuples, s'en font les stimulants³ ».

2. Julien Benda, *La Trahison des clercs*, Grasset, réédition 1975, p. 126.

3. *Ibid.*, p. 132.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

Benda estime que la recherche de la vérité seule doit guider le clerc. Il prône donc l'éloignement des intellectuels vis-à-vis des passions contemporaines. « C'est un fait évident que, depuis deux cents ans, la plupart des littérateurs qui, en France, parviennent à une grande gloire, Voltaire, Diderot, Chateaubriand, Lamartine, Victor Hugo, Anatole France, Barrès, prirent une attitude politique. On remarquera même que, chez certains, la vraie gloire date du moment qu'ils prirent cette attitude. Cette loi n'a pas échappé à leurs descendants⁴. » Pour lui, l'engagement conduit à être partisan, à être de mauvaise foi et à s'écarter de l'honnêteté intellectuelle, qui doit demeurer le principe absolu.

À l'inverse de la démarche de Benda, d'autres expliquent que c'est le silence, le non-engagement, l'indifférence aux questions de société, à la vie réelle, qui constituent une « trahison des clercs ». Les intellectuels sont sommés de mettre leur talent et leur notoriété au service de causes plus générales, de s'engager pour lutter contre les injustices. Paul Nizan le fait ainsi, avec force, dans *Les Chiens de garde*, publiés pour la première fois en 1932. D'emblée, il se demande si les jeunes gens qui débutent dans la philosophie peuvent

4. *Ibid.*, p. 204-205.

La France, le pays où les intellectuels sont rois

encore se satisfaire de « travailler dans la nuit sans pouvoir répondre à aucune interrogation sur le sens et la portée de la recherche où ils s'engagent⁵ ». Selon lui : « Il est grandement temps de les mettre au pied du mur. De leur demander leur pensée sur la guerre, sur le colonialisme, sur la rationalisation des usines, sur l'amour, sur les différentes sortes de mort, sur le chômage, sur la politique, sur le suicide, les polices, les avortements, sur tous les éléments qui occupent vraiment la terre. Il est grandement temps de leur demander leur parti⁶. »

En conséquence, Nizan dénonce « les hommes, qui sont la production de la démocratie bourgeoise, édifient avec reconnaissance tous les mythes qu'elle dénonce⁷ ». Et il conclut qu'« un penseur qui ne conformerait pas sa pensée au travail de libération rendrait stérile son amitié affichée pour les hommes⁸ ».

Pour Jean-Paul Sartre (qui a consacré une longue préface à un autre ouvrage « phare » de Nizan, *Aden Arabie*), les intellectuels constituent une « diversité d'hommes ayant acquis quelque

5. Paul Nizan, *Les Chiens de garde*, petite collection Maspero, 1960, p. 9.

6. *Ibid.*, p. 38.

7. *Ibid.*, p. 52.

8. *Ibid.*, p. 118.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

notoriété par des travaux qui relèvent de l'intelligence, sciences exactes, sciences appliquées, médecine, littérature⁹ » et qui *abusent* (souligné par Jean-Paul Sartre) de cette notoriété pour sortir de leur domaine, et critiquer la société et les pouvoirs établis, au nom d'une conception globale et dogmatique de l'homme. Et Sartre va chercher à incarner ce modèle d'intellectuel engagé. L'une des images les plus célèbres de lui est d'ailleurs cette photo sur laquelle on le voit vendre le journal interdit *La Cause du peuple*, devant l'usine Renault de Billancourt, siège symbolique de la classe ouvrière française.

L'opinion, sans pour autant partager la démarche jugée certainement « gauchiste » de Sartre et Nizan, serait aujourd'hui plus favorable à leur interprétation globale du rôle de l'intellectuel qu'à celle de Benda. La première est considérée comme généreuse, la seconde, comme égoïste, comme un repli sur soi et un désintérêt pour les malheurs du monde. Paradoxe, à une époque où les égoïsmes n'ont jamais été aussi développés, où les solidarités anciennes (de classe ou intergénérationnelles) sont diluées, l'attention portée aux autres est hautement appréciée et tient presque, pour ceux qui ont un

9. Jean-Paul Sartre, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Gallimard, 1972, p. 13.

La France, le pays où les intellectuels sont rois

profil public, de la figure imposée, humanitaire à l'international, associatif sur le plan interne.

Face au développement des inégalités, à la montée croissante des injustices, aux multiples violations des droits et de la dignité humaine et leur connaissance facilitée par la globalisation et la médiatisation, rester sur son Aventin, fût-il scientifique, ne paraît plus tenable. On disait autrefois qu'il valait mieux se tromper avec Sartre qu'avoir raison avec Aron, son ex-condisciple et rival en philosophie, chantre de la droite modérée. Aujourd'hui, l'opinion et les élites réunies penseraient qu'il vaut mieux se tromper avec Sartre qu'avoir raison avec Benda.

Va donc pour l'engagement. Il y a tellement de causes à défendre, d'iniquités à pourfendre, que les bonnes volontés sont les bienvenues. Des intellectuels aux vedettes du show-business, chacun y va de sa cause. Ces engagements sont-ils sincères ou destinés à façonner une image positive, gage de sympathie publique, et donc de succès ? Un chanteur exilé fiscal qui fait un concert pour les « Restos du Cœur » est-il vraiment généreux ? Ne serait-il pas plus efficace dans la lutte contre la pauvreté et plus sincère dans son élan de solidarité en payant ses impôts en France ? Un intellectuel défend-il une cause pour la servir ou s'en servir afin d'améliorer sa notoriété, sa popularité, son espace personnel dans

De la malhonnêteté intellectuelle en général

le paysage intellectuel ou encore ses ventes de livres ? Difficile de dresser une barrière étanche entre volonté d'aider et arrière-pensées personnelles. Mais à défaut de pouvoir sonder le cœur et l'esprit, il y a peut-être un critère qui permet d'en mesurer l'authenticité : pour servir la cause qu'il défend, l'intellectuel utilise-t-il des arguments sincères ou, au contraire, n'hésite-t-il pas à mentir ? Bref, respecte-t-il à la fois l'exigence de vérité d'un Benda et la nécessité d'engagement d'un Nizan ou d'un Sartre ? Il me semble que c'est seulement à cette condition qu'il est respectable.

Autre critère, celui du courage : quand Zola publie « J'accuse », il prend des risques personnels et professionnels. Hugo a été contraint à un exil douloureux à cause de ses positions. Aujourd'hui, signer une pétition pour le Dalai-Lama tout en stigmatisant le régime chinois ne met guère en danger. Les lobbys prochinois ne sont pas (pas encore ?) très puissants¹⁰. De nombreux intellectuels prennent ainsi des engagements dont la visibilité est inversement proportionnelle aux désagréments qu'ils peuvent subir. Cela ne signifie pas forcément insincérité mais relativise certains exploits.

10. On remarquera cependant que lorsque la Ville de Paris a désigné le Dalai-Lama citoyen d'honneur, les élus du 13^e arrondissement, où la communauté chinoise est nombreuse, ont voté contre, toutes tendances politiques confondues.

La faute aux médias !

Les magazines d'information consacrent de façon récurrente des dossiers au pouvoir intellectuel en France, ou plutôt au pouvoir des intellectuels en France. Celui-ci serait-il en déclin ? Et si oui, pour quelles raisons ? La question est presque aussi rituelle dans la presse française que le mal de dos, l'immobilier, ou le pouvoir des francs-maçons.

Les géants comme Aron et Sartre, lorsqu'ils s'engageaient dans le débat public, le faisaient à partir d'une œuvre conséquente. Aujourd'hui, certains ne privilégient-ils pas la présence dans les médias à la véritable production intellectuelle ? Peut-on créer une œuvre durable tout en étant omniprésent sur les plateaux télévisés ? De Bourdieu à Régis Debray, les réfutations de la télévision comme outil de réflexion, ou comme lieu au sein

De la malhonnêteté intellectuelle en général

duquel une pensée peut s'exprimer clairement, sont nombreuses et argumentées. Dans *Le Pouvoir intellectuel en France*, Régis Debray écrivait il y a plus de trente ans : « Les mass media marchent à la personnalité, non au collectif ; à la sensation, non à l'intelligible ; à la singularité, non à l'universel. Ces trois caractéristiques inhérentes aux nouveaux supports, qui n'en font essentiellement qu'une, détermineront désormais, et la nature du discours dominant, et le profil de leur porteur. Elles imposent à la fois une stratégie individuelle et une désorganisation collective. Plus besoin des codes, ni de problématiques, ni d'enceinte conceptuelle¹. »

À la télévision, le temps est court. On se rappelle cette interrogation de Bernard Pivot au grand orientaliste Maxime Rodinson à la fin d'une émission : « En trente secondes, pouvez-vous nous dire si l'islam est une religion agressive ou pas ? » Le média télévisé est chaud et réactif, la place pour la froideur de l'analyse ou la longueur du temps pédagogique n'existe pas.

L'image est favorisée par rapport au langage. Celui qui paraît avenant est privilégié par rapport à celui qui pense juste. Celui qui s'exprime bien l'est vis-à-vis de celui qui réfléchit avec pertinence.

1. Régis Debray, *Le Pouvoir intellectuel en France*, Ramsay, 1979, p. 97.

La faute aux médias !

Ces aspects ont révolutionné la hiérarchie des intellectuels. À l'heure de la télé triomphante, Aron et Sartre auraient-ils été considérés comme des « bons clients » ? L'importance de leur œuvre écrite aurait-elle percé la barrière audiovisuelle ?

Selon Régis Debray, « la position médiatique est le couronnement logique d'une carrière intellectuelle. C'est elle aujourd'hui qui maintient les principautés et fait les rois² ». Ceux que l'on appelle les intellectuels médiatiques auraient donc pris la place des intellectuels tout court. Peut-on être intellectuel et médiatique ? N'y a-t-il pas incompatibilité de forme d'expression ou de réflexion, d'aspect physique ou tout simplement d'agenda ? N'est-il pas préférable d'être photogénique qu'intelligent ? Le temps réservé à se montrer n'empiète-t-il pas sur celui passé à réfléchir ? Préfère-t-on cogiter ou se faire maquiller ?

Quelles sont les sources de ce phénomène ? Il y a différentes causes qui ne sont pas forcément reliées les unes aux autres, mais qui s'entrelacent.

Le développement des chaînes télévisées et des radios, rendent plus nécessaire qu'auparavant le recours aux experts, censés apporter un gage de crédibilité à la parole des journalistes. Les experts sont devenus une autre figure récurrente des débats

2. *Ibid.*, p. 121.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

à côté des intellectuels. La frontière est parfois floue entre les deux catégories. Les experts sont fréquemment sollicités pour éclairer le public et donc peser sur l'opinion. Ce qui leur est demandé est de la réactivité, l'adaptation au temps court des médias et une présentation didactique de leur position.

La télévision est le moyen de s'adresser au plus grand nombre. La presse écrite n'a pas le monopole de la pédagogie : elle peut succomber à la tentation de la « petite phrase » au détriment des dossiers de fond. Les émissions de débats contradictoires et ouverts, où les participants ont le temps de développer leur argumentation et de satisfaire le désir de comprendre des téléspectateurs existent et ont du succès, à l'instar de « C dans l'air ». Tout le monde n'a ni le loisir ni la volonté de lire un ouvrage érudit pour faire le tour d'une question donnée. Et les livres – malgré le respect qui leur reste attaché en ces temps numériques – peuvent aussi être des instruments de désinformation. Bref, la télé est un outil, avec ses qualités et ses limites, et rien n'interdit d'en faire un usage respectueux du public.

On dit souvent que les médias forment l'opinion. Ou qu'ils la déforment. L'idée selon laquelle ils sont là pour formater les esprits, masquer les enjeux essentiels, et laisser l'opinion dans l'ignorance est largement répandue. Nous ne sommes parfois pas très loin de la théorie du complot.

La faute aux médias !

L'ancien directeur de *Libération*, Laurent Joffrin, a consacré un livre à ce sujet intitulé *Média-paranoïa*³. Dans celui-ci, il décrit la défiance systématique à l'égard des télévisions, radios, des journaux sous un angle complotiste et agressif. Il écrit ainsi : « progressivement l'idée s'est répandue dans le public que le système médiatique n'est qu'un vaste appareil de manipulation de l'opinion mise au service d'intérêts obscurs et malfaisants, une simple région du pouvoir sans autonomie propre ni règle loyale de traitement de l'actualité ».

Adopter une telle vision des médias et de leur rôle est évidemment exagéré. Au sein de toutes les rédactions, il existe des divergences sur la plupart des sujets. De même, si l'actionnaire ou le directeur de la rédaction exercent une certaine influence, ils n'ont pas tout à fait les mains libres et se heurtent parfois à des oppositions de la part de « leurs » journalistes. Et puis, téléspectateurs, auditeurs ou lecteurs exercent leur sens critique : on ne peut pas leur faire gober n'importe quoi. « On peut mentir une fois à tout le monde, tout le temps à une personne, mais jamais tout le temps à tout le monde. » Cependant, sans tomber dans la paranoïa, on peut s'interroger sur certaines pratiques. En effet, la concurrence, la chasse au

3. Laurent Joffrin, *Média-paranoïa*, Le Seuil, 2009.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

scoop conduisent parfois à négliger la vérification des sources et à privilégier le spectaculaire sur le fondamental. La distinction entre les faits et le commentaire n'est pas toujours respectée. Des articles très « éditorialisés » se retrouvent souvent ailleurs qu'à la place des éditoriaux. Dans certains cas, on peut se demander si les médias ont pour ambition d'informer l'opinion ou s'ils cherchent à l'influencer, fût-ce pour une bonne cause ? La frontière est souvent étroite. Parfois, elle est allègrement franchie.

Si Laurent Joffrin a raison de dénoncer les thèses complotistes, on ne saurait pour autant accorder un blanc-seing aux médias. Laurent Joffrin⁴ n'a-t-il pas lui-même fait des concessions à la vérité et au respect des lecteurs en permettant à Bernard-Henri Lévy d'entrer au capital de *Libération* et en le laissant s'exprimer à volonté dans les colonnes du quotidien ? Un homme aussi informé que le directeur de la rédaction de *Libé* a dû avoir de multiples échos des accusations concernant les nombreux mensonges de BHL (voir Deuxième partie – chapitre 8). Si l'on peut comprendre que pour sauver un journal (*Libération* est en difficulté), il faut faire des concessions

4. Je le prends en exemple par rapport à son livre, et non parce qu'il serait particulièrement critiquable.

La faute aux médias !

en s'appuyant, comme dans le cas présent, sur quelqu'un d'influent, il est problématique que cela se fasse au détriment du respect des lecteurs.

Il y a en fait une interaction dialectique entre opinion et médias, ces derniers devant tenir compte des présupposés du public. TF1 est certainement le média le plus influent, de par son poids dans le paysage audiovisuel français. Mais si demain TF1 multipliait les émissions pour décrire Kadhafi sous un jour sympathique, elle n'y parviendrait pas. La chaîne perdrait au contraire sa crédibilité et ses téléspectateurs car cela irait à l'encontre de l'opinion générale.

Si des « faussaires » parviennent à avoir pignon sur écran, c'est parce qu'ils disent ce que l'on est prêt à entendre, qu'ils se coulent dans le bain amniotique de la pensée commune. Un « faussaire » sera d'autant plus crédible qu'il va dans le sens des idées reçues et des vents dominants, quitte d'ailleurs à s'autoprésenter, comme c'est souvent le cas, comme allant à l'encontre du politiquement correct. Sa fonction devrait consister à ne pas hésiter à dynamiter les idées reçues si elles sont fausses. Or, il va plutôt venir les conforter, pour assurer sa position médiatique et... être réinvité.



La morale en trompe-l'œil

L'entrée en force de la morale dans l'agenda international est la conséquence positive de la montée en puissance des peuples dans le processus de décision en politique étrangère. Désormais, ils font entendre leur voix, les affaires diplomatiques ne sont plus le monopole de cercles restreints et élitistes. De fait, l'opinion publique, sa conquête, sa non-opposition, devient un enjeu aussi bien national qu'international. Elle est certes depuis longtemps un élément important dans la décision internationale, mais la globalisation et le développement des moyens de communication sont venus renforcer son poids. Les révolutions en Tunisie et en Égypte ont ô combien illustré cela. Cette médaille a son revers : la montée en parallèle des opérations de désinformation.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

Aujourd'hui, la bataille de l'opinion fait rage, les intellectuels et experts en sont à la fois les acteurs (ils éclairent ou orientent) et un enjeu (ils ont une valeur, un prix). Ils peuvent donc être tentés de « monnayer » en récompenses symboliques ou concrètes l'accès qu'ils ont au public. Dès lors, leur objectif ne sera plus d'informer ce dernier, mais au contraire de l'influencer au profit des soutiens ou sponsors. C'est une nouvelle et fondamentale trahison des clercs. L'accès à l'opinion devient un moyen de se faire valoir. On se sert du public, on ne se met pas à son service.

C'est le revers de la médaille, de la montée en puissance de la morale dans les relations internationales. Elle peut, dans certaines conditions, masquer des objectifs moins nobles et permettre l'utilisation de méthodes immorales. Le recours aux arguments moraux, ne constituant qu'une ruse pour la puissance, est tout sauf une nouveauté. Aucun gouvernement ne justifie plus sa politique par le seul intérêt national. Un État produit toujours des « raisons légitimes » afin de donner un aspect présentable à chaque décision concernant sa politique extérieure. De l'intervention américaine à Cuba en 1898, destinée à aider un peuple à se libérer d'un joug colonial, à la guerre d'Irak de 2003 afin d'en aider un autre à se débarrasser d'une dictature insupportable, la liste de ces « raisons

La morale en trompe-l'œil

légitimes » est longue, et loin d'être close. Certes, comme dans toute manipulation, il y a un fond de vérité qui permet notamment d'emporter l'adhésion de l'opinion. On ne crée pas un mouvement de sympathie envers une cause si elle n'a aucun fondement. Le problème réside dans les motivations véritables de ceux qui popularisent telle ou telle cause. Ainsi, les Cubains voulaient vraiment se débarrasser de la tutelle coloniale espagnole, le régime de Saddam Hussein oppressait réellement sa population de façon intolérable. Mais ce sont surtout les intérêts de certaines puissances qui ont motivé leurs interventions. La morale a servi à légitimer les opérations militaires, elle n'en a pas été le motif réel. Ces interventions n'ont donc pas été conduites dans l'intérêt des peuples concernés, même si c'est ainsi qu'elles ont été « vendues » aux opinions.

De même, la morale est souvent évoquée selon une géométrie très variable. Le terme « dictateur », par exemple, n'est pas attribué en fonction de la brutalité d'un despote ou de l'ampleur de la répression menée par celui-ci. C'est la proximité ou l'éloignement stratégique vis-à-vis de la puissance qui s'oppose à lui qui conditionne, ou pas, l'emploi de ce qualificatif. Si vous affirmez que vous vous enrôlez dans la grande coalition anti-terroriste, vous pourrez réprimer sans problème

De la malhonnêteté intellectuelle en général

majeur votre population. Ben Ali et Moubarak l'ont fait impunément pendant des décennies.

Déjà lors de la guerre froide, au nom de la démocratie et de la lutte contre le communisme, les Occidentaux ont soutenu Pinochet et Mobutu, et même, un temps, le système de l'apartheid. Cette position est parfaitement résumée par la formule du président Theodore Roosevelt à l'égard du dictateur du Nicaragua, Somoza : « C'est un fils de pute, mais c'est notre fils de pute. » Sur le terrain de la morale, on retrouve toujours le problème du double standard, de l'application sélective du principe universel, du fait d'accepter dans certains cas ce que l'on condamnerait dans d'autres. La meilleure réponse apportée à cette contradiction est la présentation en blanc d'une situation, évoquer des faits sans en nommer les protagonistes et demander un jugement sur ce point. Si pour les faits similaires, vous avez des réponses différentes selon ceux qui en sont les acteurs, vous pouvez alors fortement douter de la sincérité des motivations morales invoquées. Pourquoi telle dictature est insupportable et pas telle autre ? Pourquoi la répression armée, ou le bombardement aérien de la population civile, est parfois jugée acceptable, parfois inadmissible ?

La bonne compréhension des événements peut aussi être brouillée par le recours rhétorique à la morale. Afin de mieux capter l'attention du

La morale en trompe-l'œil

public, on présente des choix limités aux notions de bien et de mal. En se rangeant du côté du bien, certains intellectuels flattent les aspirations morales du public, mais déformant les faits et les situations, ils ne contribuent pas à son information. Les visions manichéennes, ces fruits avariés de la morale, prennent une place croissante. J'avais déjà qualifié cette tendance de « disneylisation des relations internationales¹ ». Aucune situation internationale ne peut réellement être réduite à l'opposition de deux camps, le bien d'un côté et le mal de l'autre. Croit-on vraiment qu'armés d'une telle grille de lecture, nous puissions expliquer le Proche-Orient, le Liban, l'Afghanistan, les conflits africains, ceux du Caucase ou d'ailleurs ? On ne peut d'ailleurs dans ces cas opposer le sérieux de la presse écrite aux approximations de la télévision. L'une comme l'autre peuvent pécher par légèreté ou, à l'inverse, faire œuvre de pédagogie. De même, l'opposition factice entre la presse écrite qui serait « de référence » et sérieuse, et Internet qui serait un robinet à désinformation ne tient pas non plus. Si les dérives sur le Web existent, ce média sert aussi de correctif à la presse écrite, qui privilégie l'entre-soi. Les « faussaires » occupent souvent une place enviable dans la presse

1. Pascal Boniface, *La Volonté d'impuissance*, Le Seuil, 1996.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

écrite alors que leurs critiques trouvent « refuge » sur Internet. On le voit, les dérives déontologiques ne sont le monopole d'aucun type de média.

Le mensonge devient un moyen légitime du combat idéologique. Puisqu'on se met au service du bien, pour lutter contre le mal, pourquoi se préoccuper de petits arrangements avec la vérité ? Le problème est qu'ici comme ailleurs, la fin ne justifie pas les moyens. Si la cause est juste, pourquoi serait-il nécessaire de mentir pour la servir ? Parce que le public est sot ? Mais, si une partie peut être dupée provisoirement, la majorité prend vite conscience de qui fait quoi.

On se rappelle cette photo d'un homme squelettique derrière des barbelés publiée par le magazine *Time*. Elle était censée représenter un Bosniaque détenu par les Serbes dans un camp de prisonniers. Une campagne internationale de presse évoqua à cette occasion de nouveaux camps de concentration. Elie Wiesel dénonça un nouvel Auschwitz. Médecins du Monde placarda partout en France des affiches assimilant Milosevic à Hitler. Or, on découvrira par la suite que l'homme en question était un Serbe arrêté pour pillage et qui souffrait depuis dix ans de tuberculose, ce qui expliquait son extrême maigreur.

Un autre danger réside dans l'évocation abusive d'arguments moraux. Il faut éviter de se laisser

La morale en trompe-l'œil

déborder par l'émotion. L'enfer peut être pavé de bonnes intentions et une politique de bons sentiments ne fait pas nécessairement une bonne politique. On commence, par exemple, par dénoncer un génocide au Darfour et on finit avec l'affaire de « l'Arche de Zoé » où, au nom de la morale, des « zozos » voulaient envoyer des enfants tchadiens ayant toujours des parents, en Europe, en les faisant passer pour des orphelins du Darfour.

Il y a pire encore, quand le moralisme se mue en véritable maccarthysme. Certains peuvent en effet être tentés de considérer un contradicteur comme un être immoral dont les arguments ne doivent pas seulement être contrecarrés mais aussi combattus voire même interdits. Des intellectuels, professionnels du moralisme en relations internationales, ont ainsi tendance à voir leurs opposants comme des ennemis au nom de la morale. En agissant ainsi, ils quittent le débat intellectuel pour entrer dans une forme de terrorisme intellectuel. Bernard-Henri Lévy a en partie inauguré ce cycle avec son article « Adieu Régis » publié dans *Le Monde* du 14 mai 1999. Régis Debray n'était pas d'accord avec BHL qui réclamait l'entrée en guerre contre la Yougoslavie à cause de la répression menée au Kosovo. Mais le « nouveau philosophe » ne souhaitait pas seulement réfuter les arguments de Debray, il exigeait

De la malhonnêteté intellectuelle en général

sa mise à mort sur la scène publique. Pour lui, il n'y avait pas lieu à débattre mais urgence à faire taire Régis Debray, au nom de la morale. Par son opposition politique à BHL, il s'était exclu de la communauté intellectuelle française. Lorsque l'on porte ainsi la morale en bandoulière, il n'y a évidemment que les barbares qui s'opposent à vous, et on ne discute pas avec les barbares : on les élimine. Le procédé est loin d'être nouveau.

Quelques années plus tard, BHL reprit le procédé pour exclure et disqualifier Tariq Ramadan. Celui-ci avait publié une tribune sur le site du Forum social européen le 5 octobre 2003 dans laquelle il reprochait à un certain nombre d'intellectuels juifs, à propos du Proche-Orient, de délaisser une approche universaliste pour une ligne communautaire. L'article comportait quelques erreurs factuelles, mais on reprocha exclusivement à son auteur d'être antisémite car il établissait des « listes de juifs ». BHL réclama qu'il soit désinvité du Forum social européen. Il échoua sur ce point, mais la campagne contre Ramadan entraîna son « blacklistage » de la plupart des médias français. Là encore, plutôt que de débattre et de combattre des idées, on préféra la censure, le bannissement. Et pourtant, alors que les lois françaises sur la condamnation du racisme sont très sévères et que les organisations communautaires juives sont promptes à faire des

La morale en trompe-l'œil

procès pour antisémitisme, aucune plainte ne fut déposée contre Tariq Ramadan. Si condamnation il y a eu, elle a été médiatico-politique et au nom de la morale, d'une certaine morale, seulement.

En 2007, un auteur proposa aux éditions Flammarion, un livre sur Tariq Ramadan, censé dénoncer ses ruses. Mais enquête faite, le journaliste n'est pas parvenu à démontrer ce double langage. Son enquête aboutit surtout à reprocher un certain « dandysme » à Ramadan, osant même une comparaison entre lui et... BHL, les deux hommes étant présentés comme plus médiatiques que travailleurs sur le fond des dossiers. Le livre fut refusé par l'éditeur parce que ses conclusions n'étaient pas celles souhaitées. L'ouvrage sera publié par la suite en Suisse.

Autre danger enfin, en matière de morale, celui du triomphe des apparences. On met en avant un symbole qui ne reflète qu'une petite partie de la réalité. L'arbre moral vient cacher la forêt des atrocités. On raconte de belles histoires, non pas pour modifier la réalité dans un sens positif, mais pour la masquer. Il s'agit en somme de créer de « fausses causes » ou d'en grossir de réelles pour assécher le marché de l'émotion. Ingrid Betancourt résume-t-elle à elle seule le sort des femmes dans le monde et la violence politique en Colombie ? Il y a des massacres de masse et des crimes de guerre au

De la malhonnêteté intellectuelle en général

Darfour et la situation y est sans conteste inacceptable, mais l'empressement de certains à en faire LA cause majeure a quelque chose de curieux, surtout lorsqu'on s'aperçoit que la plupart d'entre eux sont des inconditionnels d'Israël². Au nom de la morale, ces belles âmes condamnaient, parfois violemment, ceux qui ne voulaient pas les suivre dans leurs préconisations de va-t-en-guerre au Darfour. Mais est-ce bien moral de mettre en avant une cause pour mieux en dissimuler une autre, parler du Darfour pour éviter l'exposition médiatique concernant la Palestine ?

Dans *La Volonté d'impuissance*, j'écrivais en 1996 : « On peut cependant constater que la vive compassion éprouvée par nos flamboyants intellectuels à l'égard du peuple bosniaque, n'a d'égale que leur indifférence silencieuse, aussi ancienne que constante, vis-à-vis d'un autre peuple subissant lui aussi une injustice par la force, à savoir le peuple palestinien. La sensibilité au drame bosniaque, présentée comme la défense de principes universels, n'est souvent que le fruit d'un remords inavoué ou inavouable, d'un silence face à une répression musclée. » Je ne changerai pas une ligne à ce constat.

2. Cf. sur ce point Pierre Péan, *Carnages*, Fayard, 2010, 570 pages.

La morale en trompe-l'œil

Pour finir, il y a aussi les causes « faciles », celles qui sont visibles et ne heurtent pas des intérêts trop puissants dans votre champ d'activité. Chœvez ou Castro sont des figures extrêmement importantes sur la scène internationale. S'attaquer à eux donne donc une grande exposition. Mais dans le cas français, le lobby pro-cubain ou pro-vénézuélien dispose de moyens très limités de rétorsion. Le poids politique, économique et médiatique des défenseurs de ces deux personnages n'est pas très puissant, il n'y a donc aucun risque à s'attaquer à eux. Sont-ils pour autant les moins recommandables des dirigeants internationaux ? Ceux dont l'action d'un point de vue moral est la plus condamnable ? C'est loin d'être une certitude...



SOS pour le monde occidental

Depuis la fin du XV^e siècle, le monde occidental a dominé le monde, fixé l'agenda international et les règles de bienséance à respecter par tous. Il s'est imposé, lui et ses règles, aux autres civilisations. Si l'Europe a décliné au début du XX^e siècle, elle a transmis le flambeau du leadership mondial aux États-Unis, prolongeant ainsi le monopole occidental de la puissance. Une carte du monde au début du XX^e siècle était une carte où les Occidentaux contrôlaient à peu près l'ensemble de la planète. À l'apogée de la colonisation, seules quelques taches échappaient à leur emprise, mais pas réellement à leur domination. Les Occidentaux ont lutté pied à pied après la Seconde Guerre mondiale contre l'Union soviétique et le bloc communiste ; ils en ont triomphé pacifiquement,

De la malhonnêteté intellectuelle en général

le système communiste implosant sous le poids de ses contradictions. George Bush senior put célébrer le nouvel ordre mondial après sa double victoire contre l'Union soviétique, puis contre l'Irak lors de la guerre du Golfe. La théorie de la fin de l'histoire énoncée par Francis Fukuyama, donne une vision optimiste, du point de vue américain, de la suite des événements. Le modèle occidental de démocratie et d'économie de marché a triomphé. Il n'y a plus de concurrent, c'est sa victoire absolue. Cela ne doit effrayer personne : les valeurs occidentales sont universelles, leur application à l'échelle mondiale ne peut être que bénéfique pour tous les peuples. C'est le début de l'*hubris* américain, la croyance dans le « moment unipolaire ». Rien ne peut, rien ne doit s'opposer aux États-Unis, supérieurs stratégiquement, et moralement. L'existence de cette domination occidentale n'est remise en cause ni par ses responsables politiques ni par ses intellectuels, qu'ils s'en félicitent ou qu'ils la regrettent.

Huntington va développer une théorie moins optimiste pour le monde occidental, dominant mais en récession, qui doit faire face à la menace du monde musulman, pour le moment dominé mais en expansion. Monde musulman dont, nous dit Huntington, les « frontières sont sanglantes ».

SOS pour le monde occidental

C'est, après le communisme, le nouveau défi pour le monde occidental.

L'illusion d'un monde unipolaire s'est dissipée rapidement. Lancée sur ce postulat, la guerre d'Irak – et son échec – démontre combien il était erroné. Il n'y a peut-être pas encore d'équivalent à la puissance américaine, mais cela ne permet pas pour autant aux États-Unis de faire ce qu'ils veulent.

Les autres pays du monde se sont développés sans nous demander notre autorisation. Ils n'attendent pas nos conseils, n'écoutent pas nos recommandations et font fi de nos exigences. Les pays émergents ne peuvent se résumer à la seule catégorie des « BRIC » (Brésil, Russie, Inde, Chine), mais concernent en fait, à des titres divers, des dizaines de pays dans le monde. Économiquement, stratégiquement, démographiquement, la part relative du monde occidental diminue.

Il n'y a plus de tiers-monde. Le clivage Nord/Sud n'existe plus. À côté des pays anciennement développés, il y a une cinquantaine d'États faillis qui s'enfoncent dans le chaos, la misère et l'absence d'autorité gouvernementale (de l'Afghanistan à Haïti, en passant par le Zimbabwe, la République démocratique du Congo, etc.) et un nombre encore plus important d'États qui se développent, qui sont dynamiques. Les deux inquiètent les Occidentaux pour différentes raisons.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

On pourrait en penser qu'il n'y a rien de grave dans ce processus. Notre avance, en terme de puissance, reste très forte. Le développement des autres ne vient pas nous appauvrir car la croissance économique mondiale n'est pas un phénomène de vases communicants. Le fait que d'autres s'enrichissent plus que nous, ou plutôt sortent de la misère, ne doit pas nécessairement nous y plonger. En dehors de la satisfaction morale de voir la misère reculer sur la planète, cela peut même justifier de nouvelles sources de croissance chez nous.

Ceux que nous appellerons les « occidentalistes » refusent cette perspective. Ils estiment que le monde occidental doit dominer le reste du monde. Cette domination est légitime parce qu'il est, selon eux, moralement supérieur. La montée en puissance des autres apparaît comme une menace. Menace démographique avec la peur de flux migratoires incontrôlés ; menace stratégique avec la peur de l'islam radical ; menace économique avec la peur des délocalisations et des importations en masse de produits bon marché qui viennent tuer les emplois nationaux et nos équilibres sociaux. Il est dès lors réconfortant de penser que notre civilisation est supérieure, que nous avons l'avantage d'incarner la démocratie, le respect des droits de l'homme et des garanties

SOS pour le monde occidental

sociales essentielles. Au nom de ces principes, il serait bienvenu que les autres nations restent à une distance respectueuse. Si ce n'est pas le cas, on se rassure en disant qu'on est certes en perte de vitesse sur bien des points, mais que nous restons incontestablement supérieurs moralement. Nous conservons également une supériorité stratégique et, dès lors, nous serions habilités à user de notre pouvoir de contrainte pour nous faire respecter, nous et nos valeurs. Les experts qui vont jouer sur la peur, tout en flattant le sentiment de supériorité, seront les bienvenus. Ils inquiètent et ils rassurent en même temps, développent un double sentiment d'arrogance et d'angoisse.

L'occidentalisme est une manière de se rassurer. Si nous devons nous défendre, y compris par la force, ce n'est plus comme à l'époque coloniale lorsque nous voulions dominer les autres tout en leur faisant le cadeau de la civilisation, mais parce que nous sommes menacés et que nous n'avons pas le choix. Les occidentalistes ont l'intelligence de ne pas glorifier la colonisation, mais sont intransigeants sur le refus de tomber dans la « repentance ». Celle-ci n'est considérée que comme une excuse grossière derrière laquelle les pays du Sud cachent leurs propres échecs et leurs turpitudes.

Pour eux, nos valeurs ne sont pas partagées par une grande partie du reste du monde, les dictateurs

De la malhonnêteté intellectuelle en général

continuent à fleurir en dehors de notre civilisation. Nous avons le devoir de tenir bon, pour protéger les droits de l'homme, que nous incarnons et qui sont trop souvent foulés aux pieds ailleurs. C'est donc dans l'intérêt général que nous défendons nos intérêts particuliers.

Les néoconservateurs avaient d'ailleurs poussé jusqu'au bout la logique de cette argumentation. Selon eux, les États-Unis, qui incarnent la démocratie et les droits de l'homme, n'avaient pas le droit de vouloir conserver pour eux seuls ses bienfaits. Cela aurait été égoïste et... immoral. Ils devaient, au contraire, les partager avec le plus grand nombre. Était-il soutenable de laisser les Irakiens sous le joug du sanguinaire Saddam Hussein ? Pouvait-on dormir l'âme en paix en le laissant opprimer son peuple ? Non. C'est pour la liberté des Irakiens que la guerre a donc été lancée. L'originalité des néoconservateurs est de justifier des politiques de force – que l'on aurait autrefois qualifiées d'agression – par des principes moraux. Ils appliquent dans toutes ses conséquences le principe d'ingérence.

Les néoconservateurs ont des relais en France, relais qui demeurent vigoureux même s'ils sont en perte de vitesse aux États-Unis. Ces relais ne cessent de dénoncer, sous des motifs divers, les pays émergents qui ont l'impudence de vouloir

SOS pour le monde occidental

des droits égaux à ceux des Occidentaux, le toupet de ne plus se plier à leurs injonctions, l'indécence de revendiquer leurs propres systèmes de valeurs, le cynisme de ne pas admettre que l'action du monde occidental a toujours été généreuse, pacifique et démocratique. Si, en prime, certains de ces pays réclament des comptes, exigent que les Occidentaux opèrent leur autocritique, cela devient inadmissible. Heureusement qu'il y a toujours des experts moralistes pour mettre un peu de baume sur ces agissements douloureux...

Daniel Lindenberg compare les néoconservateurs américains, passés du libéralisme au néoconservatisme, aux intellectuels juifs issus de la gauche, devenus défenseurs inconditionnels d'Israël et désillusionnés de l'anticolonialisme et de l'antiracisme¹. Effectivement, les occidentalistes, dont certains prédécesseurs historiques versaient pourtant aisément dans l'antisémitisme, vont opérer une alliance avec les soutiens d'Israël. Pour les uns et les autres, il existe un lien entre les menaces qui pèsent sur Israël et celles qui pèsent sur le monde occidental. Et ce lien tient en cinq lettres : I.S.L.A.M.

L'enjeu pour certains, la pente naturelle pour d'autres, le piège pour les derniers qui ne

1. Daniel Lindenberg, *Le Rappel à l'ordre*, Le Seuil, 2002, p. 11.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

mesurent pas toutes les conséquences de leurs positions, c'est que le monde occidental projette ses relations avec le monde musulman et/ou le monde arabe, en fonction de la seule politique israélienne.

Israël en danger

Les attentats du 11 septembre 2001 sur New York et Washington ont provoqué la stupeur. Des terroristes, avec des moyens limités, avaient réussi à frapper en plein cœur l'hyperpuissance américaine. L'horreur du World Trade Center pouvait se répéter. Elle a provoqué l'anxiété en Israël, pourtant habitué à être confronté au terrorisme. Comment allaient réagir les États-Unis ? Quelle réponse allait être apportée à la question de George W. Bush : « Pourquoi nous haïssent-ils tant ? » Il ne fallait surtout pas que les Américains puissent penser, comme le diagnostiquaient de nombreux spécialistes du monde arabe ou de géopolitique, que le soutien, considéré comme aveugle, apporté à Israël par les États-Unis était à l'origine de la haine antiaméricaine chez de nombreux musulmans.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

Le 20 octobre 2001, avant de se lancer dans la guerre d'Afghanistan, Bush affirmait d'ailleurs qu'un État palestinien faisait partie de sa vision des choses. C'était la première fois qu'un président américain s'exprimait ainsi.

Mais, le Hamas procéda à une vague d'attentats-suicides qui allaient ensanglanter Israël et créer une spirale de violences. L'armée israélienne s'engagea alors dans une politique d'éliminations ciblées de leaders du Hamas. Plutôt que de faire pression sur Israël pour ramener ses dirigeants à la table des négociations, Bush décida de rompre avec l'Autorité palestinienne, coupable à ses yeux de ne pas lutter efficacement contre le Hamas. Désormais, la défense d'Israël passait par la diabolisation des Palestiniens et plus largement celle des Arabes et des musulmans, indissociablement liés au terrorisme.

La dénonciation du terrorisme devint l'alpha et l'oméga de l'analyse stratégique. L'argumentation était facile. Qui pouvait soutenir le terrorisme ? Par ailleurs, dans un monde où la supériorité militaire occidentale restait incontestable, le terrorisme constituait sa principale – bien que très relative – fragilité. Le terrorisme a certes fait de nombreuses victimes en Occident, mais leur nombre reste très limité par rapport à celui des morts occasionnés par les conflits internationaux

Israël en danger

ou les guerres civiles ailleurs dans le monde. Pourtant, le terrorisme demeure assez largement, pour ne pas dire unanimement, présenté comme le premier facteur d'insécurité dans le monde.

Lors d'une rencontre avec Nissim Zvili, ambassadeur d'Israël en France, l'attaché de presse qui assistait à l'entretien me dit au cours de la conversation, qu'à la fin 2001 - début 2002, après la reprise de l'Intifada et des affrontements israélo-palestiniens, les chaînes de télévision et les grands médias français qui organisaient des débats se tournaient vers l'ambassade d'Israël pour leur demander s'il était possible de leur fournir le nom et les coordonnées d'experts non juifs susceptibles de défendre la politique d'Israël. Cette demande surprenante me paraît révélatrice : les médias voulaient diversifier les avocats d'Israël et ne surtout pas limiter ce rôle aux seuls représentants de la communauté juive, communauté qui fournissait, par ailleurs, des débatteurs critiques à l'égard d'Israël. Ils estimaient, comme les instances représentatives de la communauté concernée, que les juifs étaient forcément associés à Israël et que le plaidoyer d'un juif français en faveur des positions israéliennes n'aurait pas l'apparence de l'objectivité ou de la neutralité. Dès lors, un non-juif défendant Israël pouvait être certain de bénéficier d'un espace médiatique élargi. Si, de surcroît, il était arabe et

De la malhonnêteté intellectuelle en général

musulman, et se faisait le critique de son supposé camp d'origine, sa cote monterait en flèche. Par sa seule présence, un tel expert démontrait qu'en réalité l'affrontement n'était ni entre Juifs et Arabes, ni même entre occupants et occupés, mais entre les tenants de la démocratie et les partisans du fondamentalisme islamique.

Pour que le tableau soit parfait, le candidat potentiel devait se présenter comme laïc et de gauche. Quelqu'un s'affirmant de droite pouvait être soupçonné *a priori* de soutenir une politique coloniale et de répression. À l'inverse, l'affirmation de son appartenance à la gauche évitait cette disqualification intellectuelle et permettait ainsi de donner une nouvelle légitimité au soutien à Israël. Historiquement, la gauche socialiste a en effet toujours soutenu Israël. Les pères fondateurs du pays étaient eux-mêmes de gauche et ils durent affronter l'hostilité de régimes arabes réactionnaires. Certes, la guerre du Liban en 1982, l'échec du processus d'Oslo et la reprise des affrontements en 2000-2001 avaient créé une perte de légitimité de la politique israélienne au sein de la gauche. Avec Chirac comme président, Israël ne pouvait pas espérer pouvoir compenser à droite le capital de sympathie perdu à gauche, comme cela pourra être le cas ensuite avec Nicolas Sarkozy. De même, Israël était depuis longtemps habitué à

Israël en danger

la condamnation de sa politique par l'extrême gauche et le Parti communiste. Mais le Parti socialiste demeurait un soutien essentiel et central.

En avril 2001, dans une note interne au PS, dont j'étais alors membre, je mettais en avant la contradiction entre les principes de gauche et le soutien à l'occupation de territoires et à la répression d'un peuple. Cette note avait pour ambition d'entrouvrir un débat jusqu'ici interdit. Mais je fus immédiatement accusé d'antisémitisme. Outre la sanction à mon égard¹, il apparut essentiel à certains d'allumer des contre-feux. Il fallait trouver des voix qui soutiendraient la politique d'Israël, à la fois d'un point de vue de gauche et d'un point de vue non communautaire.

Là encore, il était essentiel de justifier ce soutien à travers une approche morale. Un discours ouvertement antimusulman ou anti-arabe serait passé pour ce qu'il était : raciste. En revanche, un discours présenté comme « de gauche » (et donc censé être dénué de nostalgie coloniale) serait plus fédérateur. Si, en prime, il était motivé par la défense de la laïcité, c'était parfait ! Il fallait combattre la menace de l'islam, comme il a fallu vaincre autrefois l'Église catholique en France.

1. Sur ce point, cf. Pascal Boniface, *Est-il permis de critiquer Israël ?*, Robert Laffont, 2003.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

Il est pourtant difficile de comparer le poids de l'Église catholique en France à la fin du XIX^e siècle et celui de l'islam dans notre pays à la fin du XX^e.

Par conviction pour les uns, par intérêt pour les autres, la dénonciation du terrorisme s'est ainsi transformée en interdiction de réfléchir à ses causes. Ceux qui tentaient de le faire étaient invariablement dénoncés comme les complices objectifs du terrorisme ou les idiots utiles des islamistes. Ils étaient au choix accusés d'être atteints du syndrome de Stockholm ou... d'être des nouveaux muni-chois.

Israël étant au premier rang de cette lutte contre la barbarie et l'obscurantisme, ceux qui osaient critiquer sa politique étaient bien sûr antisémites. Directement ou indirectement, ils soutenaient ce mal moral absolu qu'est le terrorisme. C'est une position pour le moins confortable : en jouant ainsi le vertueux – le terrorisme est inadmissible, on ne discute pas avec ceux qui le pratiquent ou le soutiennent car ce serait le légitimer –, on cesse de critiquer l'occupation et la répression des Palestiniens.

Dans le même temps, subrepticement, les amalgames vont se multiplier : musulman égale islamiste égale islamiste radical égale terroriste. Ou encore, si tous les musulmans ne sont pas terroristes, tous les terroristes sont musulmans...

L'islamofascisme, un concept creux en vogue

Le renforcement de la solidarité entre le monde occidental et Israël passe donc par la fabrication d'un ennemi commun. Cela peut permettre de ressouder des liens non évidents *a priori*. Manifester sa solidarité avec Israël à une période où ce petit État, créé par un peuple qui a échappé de peu à l'extermination, est menacé par des États arabes dont aucun n'est démocratique, cela allait de soi. Défendre une superpuissance militaire régionale, dotée du monopole de l'arme atomique au Proche-Orient et qui, au mépris des règles du droit international, occupe un territoire qui ne lui appartient pas et réprime la population qui s'y trouve, c'est beaucoup moins évident. Inventer un ennemi

De la malhonnêteté intellectuelle en général

commun permet de conférer une nouvelle légitimité au lien Israël/Occident. Pour les orphelins de la guerre froide, il s'agit de dénoncer l'essor d'un nouvel adversaire, comparable à l'ancien et justifiant le maintien voire l'augmentation des dépenses militaires. Mais comment frapper au mieux les esprits et emporter l'adhésion du plus grand nombre ? En imaginant un nouveau concept aussi creux intellectuellement que clinquant dans la formulation, certains vont parvenir à enraciner dans le débat public une formule qui permet de lier la sécurité d'Israël à celle du monde occidental. C'est ainsi que sont apparus les termes contradictoires et pourtant interchangeables d'« islamo-gauchisme » ou d'« islamo-fascisme ».

Le fait que les deux termes soient employés de façon indifférenciée montre que l'on n'est pas à une nuance près. Associe-t-on l'islam au fascisme ou au gauchisme ? Peu importe ! Ce qui compte, c'est d'attaquer l'islam et de le disqualifier. Certes, nous répètent la main sur le cœur nos « belles âmes », il ne s'agit *que* de l'islam radical, pas des musulmans dans leur ensemble. Mais l'amalgame joue forcément. Les autres religions ne sont pas dépourvues d'extrémistes, mais cette association de mots, en passe d'entrer dans le langage commun, est réservée au seul islam. On ne parle ni de « christiano-gauchisme » – pourtant il y a

L'islamofascisme, un concept creux en vogue

des chrétiens qui sont d'extrême gauche – ni de « judéo-fascistes » – il existe bien des juifs extrémistes de droite, y compris au sein du gouvernement israélien !

Ces appellations, bizarroïdes, servent avant tout à marquer les esprits par le caractère paradoxal de leur association. L'originalité du concept pourrait plaider en sa faveur mais c'est en réalité un non-sens, comme l'étaient par le passé les expressions « hitléro-trotskistes » ou « judéo-bolcheviques ». Elles aussi se voulaient disqualifiantes. Elles aussi ne reposaient que sur des fantasmes.

On peut vouloir combattre le fascisme et l'islamisme radical. On peut aussi, pourquoi pas, vouloir combattre le gauchisme et l'islamisme. Mais le fait-on efficacement en fusionnant ces notions ? L'amalgame ainsi créé fait-il sens politiquement ?

Dans *La Tyrannie de la pénitence*, Pascal Bruckner évoque l'islamo-gauchisme, fusion de l'extrême gauche athée et du radicalisme religieux, incarné selon lui par le terroriste Carlos. Il affirme : « Deux courants de pensée nouent des liens temporaires contre un ennemi commun¹. » En juin 2010, Alain Finkielkraut dénonce aussi

1. Pascal Bruckner, *La Tyrannie de la pénitence*, Grasset, 2006, p. 39-40.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

le danger d'un mouvement « islamo-gauchiste » ostensiblement indifférent à la mémoire de la Shoah. Pour lui, il s'agit de l'union des gens issus de l'immigration et d'intellectuels progressistes.

De son côté, Éric Denécé², du Centre français de recherche sur le renseignement, considère que la tentative d'attentat de décembre 2008 contre le Printemps Haussmann à Paris, revendiqué par un mystérieux Front révolutionnaire afghan, témoigne de l'émergence d'une menace « islamo-gauchiste ». Le raisonnement qui sous-tend son argumentation, si l'on peut dire, ne manque pas de sel : l'opération a été revendiquée par des djihadistes, mais ils ne doivent pas en être à l'origine, du fait du mode opératoire. L'enquête doit plutôt conduire à regarder vers le côté de l'ultra-gauche française. « L'ultra-gauche et les salafistes ayant un objectif commun, détruire la société capitaliste occidentale, ils pourraient nouer des relations logistiques voire opérationnelles communes³. » Une fausse revendication est la preuve d'une coopération stratégique. On nage en pleine théorie du complot.

2. Il s'était notamment distingué en produisant un rapport alarmiste et fumeux sur l'emprise des islamistes à l'intérieur de l'aéroport de Roissy, donnant ainsi de la matière à Philippe de Villiers pour dénoncer les mosquées de Roissy.

3. *Le Figaro*, 23 décembre 2008.

L'islamofascisme, un concept creux en vogue

Aujourd'hui on utilise peu, sauf dans des cercles de la droite dure, ce terme d'« islamo-gauchisme ». C'est la notion d'« islamo-fascisme » qui s'impose de plus en plus sur la scène publique. La victoire de cette expression sur la première ne s'explique pas par une réalité plus forte, mais par la conviction qu'il y a plus à gagner, surtout en France, à dénoncer le fascisme que le gauchisme. C'est en effet surtout à gauche que peuvent faiblir les soutiens d'Israël.

Déjà en 1977, Gilles Deleuze dénonçait la pensée nulle des nouveaux philosophes. « Ils peuvent faire des mélanges grotesques, des dualismes sommaires, la loi et le rebelle, le pouvoir et l'ange⁴. » La dénonciation de « l'islamo-fascisme » est le nouveau credo des ex-nouveaux philosophes. Dans son livre *La Pureté dangereuse*, BHL n'expliquait-il pas déjà que « l'islamisme n'est que la troisième modalité d'un dispositif dont le communisme et le nazisme avaient été les précédentes versions⁵ » ?

Le terme d'« islamo-fascisme » implique une philosophie commune de l'islam radical et des mouvements islamistes avec les mouvements fascistes du début du XX^e siècle. C'est le président

4. Cité par Stefan Durand, « Fascisme, islam et grossiers amalgames », *Le Monde diplomatique*, novembre 2006.

5. Bernard-Henri Lévy, *La Pureté dangereuse*, Grasset, 2004.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

américain George Bush lui-même qui le premier a assuré la promotion politique du terme dans un discours prononcé le 7 août 2006, probablement inspiré par l'orientaliste néoconservateur Bernard Lewis. À cette occasion, Bush a expliqué qu'en Irak, les États-Unis étaient en guerre contre le « fascislamisme ». Après avoir évoqué Al-Qaïda, le Hamas et le Hezbollah (un mouvement athée), il a lancé : « Malgré leurs différences, ces groupes forment un mouvement unique, un réseau mondial de radicaux qui utilisent la terreur pour tuer ceux qui se mettent sur le chemin de leur idéologie totalitaire. La guerre que nous livrons aujourd'hui est plus qu'un conflit militaire. C'est la lutte idéologique décisive du XXI^e siècle. »

Lancée en mars 2006, la revue *Le Meilleur des mondes* réunit les néoconservateurs français, ardents défenseurs de Bush et de la guerre d'Irak, et vaillants partisans de Sharon. Dans le premier éditorial, un parallèle était établi entre la lutte contre le communisme lors de la guerre froide et celle contre l'islamisme aujourd'hui. Au même moment, l'hebdomadaire *Charlie Hebdo*, qui venait de publier un numéro spécial sur les caricatures de Mahomet diffusé à plus de 500 000 exemplaires (ce qui constitue un succès sans précédent pour ce journal), lançait le manifeste « Ensemble contre le nouveau totalitarisme ». On peut notamment y lire

L'islamofascisme, un concept creux en vogue

la phrase suivante : « Après avoir vaincu le fascisme, le nazisme et le stalinisme, le monde fait face à une nouvelle menace globale de type totalitaire : l'islamisme. »

Ainsi, fascisme, communisme, islamisme, tous ces ennemis sont les mêmes, ils n'ont des différences que chronologiques dans leur opposition aux démocraties occidentales. Mais, heureusement, face à cette hydre, de courageux résistants se dressent, toujours constants dans l'héroïsme.

Bernard-Henri Lévy va ainsi multiplier les références au « fascislamisme ». Dans un article intitulé « La guerre vue d'Israël », publié le 27 juillet 2006 dans *Le Monde*, il soutient la guerre israélienne contre le Liban, BHL écrit : « [...] ce fascisme à visage islamiste, ce troisième fascisme, dont tout indique qu'il est à notre génération ce que furent l'autre fascisme puis le totalitarisme/communisme, à celle de nos aînés... » Il compare la guerre du Liban à la guerre d'Espagne, faisant jouer à Israël le rôle des républicains espagnols. Le même n'avait pas jugé utile de placer l'Armée de libération du Kosovo (UCK) dans ce courant « islamo-fasciste », malgré les méthodes violentes et proches du terrorisme, de cette organisation séparatiste.

Évidemment, ceux qui émettent des réserves sur la pertinence du concept « islamo-fascisme » sont très vite qualifiés d'« idiots utiles » voire de

De la malhonnêteté intellectuelle en général

compagnons de route de l'islamisme. BHL jugera même utile de consacrer un chapitre entier à ce sujet dans son livre *Ce grand cadavre à la renverse*⁶.

Au final, peut-on véritablement enfermer dans un même sac le Hamas, le Hezbollah, les salafistes algériens ou les mollahs iraniens ? Un régime totalitaire se distingue en général par un parti unique imposant une idéologie officielle, ayant le monopole des moyens d'information, la mainmise sur la justice et exerçant un contrôle policier de chaque instant. Rien de tel avec n'importe lequel des mouvements islamistes. Mais, ceux qui dénoncent le « fascislamisme » disent que les organisations qui ne sont pas encore au pouvoir imposeront un ordre totalitaire dès qu'elles y parviendront. À voir. La vie quotidienne connaît certes des contraintes dans la bande de Gaza, tenue par le Hamas (restrictions moindres que celles liées au blocus du territoire par Israël), mais peut-on dire qu'il n'y a aucun espace de liberté ?

6. Bernard-Henri Lévy, *Ce grand cadavre à la renverse*, Grasset, 2007. Selon Thierry Fabre, « on retrouve tous ces lieux communs, toutes les formules et slogans, en un mot toute la logorrhée qui sert à justifier la guerre des civilisations. Nul ne peut contester le danger, le caractère liberticide des mouvements djihadistes... Les formules de type fascislamisme font écran et ne permettent pas d'avoir une intelligence du monde », *La Gauche déboussolée*, La pensée de midi, Actes Sud, 2008, n° 23, p. 155.

L'islamofascisme, un concept creux en vogue

Pour Stefan Durand⁷, « si la dimension paramilitaire, le sentiment d'humiliation et le culte du chef charismatique peuvent être communs à l'islamisme et au fascisme traditionnel, toutes les autres dimensions (nationalisme, expansionnisme, corporatisme, bureaucratie, culte du corps) fondamentales du fascisme font défaut ».

Par ailleurs, les mouvements islamistes sont initialement transnationaux et, de ce fait, très éloignés du nationalisme caractéristique des fascismes européens. Le chercheur Stefan Durand rappelle ainsi que les mouvements fascistes étaient par nature impérialistes et expansionnistes. Or, si les cellules d'Al-Qaïda opèrent dans de nombreux pays, ou rêvent d'une reconquête de l'Andalousie et de la restauration du califat, le Hamas et le Hezbollah sont, eux, en lutte contre des occupations territoriales. Les mouvements islamistes ne sont généralement pas au pouvoir et lorsqu'ils le sont comme en Iran, ils font face à de nombreux contre-pouvoirs. Même en Iran, la répression souvent féroce n'a pas complètement désarmé les citoyens. Le contrôle policier est certes puissant mais il n'est pas total, comme dans les régimes totalitaires. À la limite, ce sont plutôt certains régimes d'Asie centrale, avec lesquels les

7. Stefan Durand, *op. cit.*

De la malhonnêteté intellectuelle en général

Occidentaux sont liés dans la lutte contre le terrorisme, qui pourraient s'apparenter le plus aux partis fascistes, ou encore l'Irak de Saddam Hussein, un régime avec lequel le monde occidental s'est longtemps entendu. Remarquons aussi que les talibans n'ont pas changé d'idéologie au cours des dix dernières années. Pourtant, les États-Unis et une partie des pays européens les ont initialement soutenus.

L'expression « fascisme islamique » est surtout utile en raison de sa charge émotionnelle. Elle permet d'alimenter la peur en accréditant l'idée que l'Occident combat un nouveau fascisme et de nouveaux Hitler. Ce concept permet de préparer l'opinion à accepter l'idée que la guerre peut et doit être préventive. Mais peut-on honnêtement comparer ainsi ces deux « menaces », celle avérée d'hier et celle supposée, fantasmée, d'aujourd'hui. Si les djihadistes qui veulent détruire l'Occident existent, ils n'ont pas les moyens de leur projet et ne sont que quelques centaines. Où sont les *panzer-division* et les centaines de milliers de soldats de l'Allemagne nazie ? Où sont les milliers d'armes nucléaires et les dizaines de milliers de chars de l'URSS ? Sans appartenir aux mêmes cercles, les dénonciateurs du « fascislamisme » viennent, en réalité, au secours du complexe militaro-industriel

L'islamofascisme, un concept creux en vogue

qui a triomphé en développant la course aux armements notamment durant la guerre froide.

Fabriquer de faux concepts : voilà encore une nouvelle trahison des clercs. Au lieu de permettre au citoyen de réfléchir à des phénomènes complexes, on simplifie à l'extrême, on fournit à l'opinion publique des produits intellectuellement frelatés et toxiques et on fabrique des leurres idéologiques.



L'islam fait peur

À l'occasion de l'élection de Barack Obama à la présidence américaine en 2008, l'IFOP a réalisé pour le compte du *Journal du Dimanche*¹, un sondage pour savoir si les Français étaient prêts à choisir un président issu des minorités ethniques. À la question : « Pourriez-vous un jour voter à l'élection présidentielle pour un candidat noir ? », 80 % des Français répondaient positivement ; « Un candidat d'origine asiatique ? », 72 % et seulement 58 % pour un candidat d'origine maghrébine. On peut certes considérer que 58 % des Français qui sont prêts à voter pour un candidat d'origine maghrébine est déjà un succès et un progrès – un tel sondage vingt ou trente ans auparavant aurait

1. 2 novembre 2008.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

donné un score bien inférieur. On ne peut cependant que constater que, si les Français exprimaient une certaine tranquillité par rapport à la diversité, il y a quand même une différence importante entre Noirs, Asiatiques et Maghrébins. Ces derniers font l'objet d'une suspicion ou d'un rejet plus marqué. Ce n'est pas nouveau et cela ne date pas du 11 Septembre. En octobre 1985, *Le Figaro Magazine* titrait : « Serons-nous encore français dans trente ans ? » avec photomontage d'une Marianne portant un foulard islamique. Le 5 janvier 2011, un sondage publié dans *Le Monde* indiquait que l'islam est considéré comme une menace par 40 % des Français.

L'héritage de la colonisation est le premier élément d'explication. Ces peuples ont été conquis, les considérer comme inférieurs et les traiter comme tels permettait de légitimer la colonisation.

La décolonisation, pour avoir été douloureuse, particulièrement avec la guerre d'Algérie, a laissé d'autres cicatrices. La victoire du Front de libération national (FLN), le rapatriement forcé et précipité des Français vivant en Algérie, le niveau de violence au cours de la guerre d'indépendance, explique que, chez certains, le ressentiment est venu s'ajouter au mépris. La vague d'immigration maghrébine postérieure à la guerre d'Algérie est venue faire jouer la thématique « ils viennent

L'islam fait peur

prendre notre pain », la concurrence pour les emplois les moins qualifiés nourrissant un racisme populaire.

On a beaucoup dit que les Arabes, physiquement présents en France depuis deux ou trois générations, ne peuvent s'intégrer, parce qu'ils sont musulmans à la différence des précédentes vagues d'immigrés, espagnole, italienne, polonaise, etc. Si le constat est exact (les problèmes d'intégration et la difficulté dans les banlieues), il y a erreur sur les causes du phénomène. L'explication n'est pas religieuse et ethnique mais sociale. Les précédentes générations d'immigrés ont subi le choc du rejet et du racisme, avant de s'intégrer au bout d'une ou deux générations grâce à l'école et au travail. La vague d'immigrés musulmans est arrivée en période d'explosion du chômage. La machine à intégrer était abîmée, d'où la tentation chez certains d'ethniciser les questions sociales.

Le plafond de verre existe en haut de l'échelle sociale, pour les députés, chefs d'entreprises, hauts fonctionnaires. L'intégration qui est en train de réussir suscite de nouvelles tensions. De plus en plus de jeunes Arabes réussissent dans leurs études, s'intègrent très bien professionnellement, et revendiquent très tranquillement leur place dans leur société. Il y a de plus en plus de médecins, d'avocats, arabes ou musulmans. Leur réussite fait

De la malhonnêteté intellectuelle en général

peur à ceux qui voient arriver une nouvelle concurrence.

Les déclarations de Marine Le Pen de décembre 2010 comparant les prières des musulmans dans la rue à l'occupation nazie de la Seconde Guerre mondiale ont provoqué un tollé. Mais elles s'inscrivent dans un ensemble, Marine Le Pen est en effet loin d'être la seule à tenir un discours d'exclusion ou de suspicion à l'égard des musulmans.

La gauche a été colonisatrice. Les arguments liés à l'époque coloniale et à la décolonisation sont aujourd'hui majoritairement marqués à droite. Pour qu'une opinion de gauche puisse ressentir les Arabes/musulmans comme une menace, il faudra jouer sur d'autres ressorts : les atteintes aux libertés des femmes et la défense de la laïcité vont permettre de développer un discours antimusulman politiquement correct, et acceptable par une partie de l'opinion de gauche. La défense de la laïcité glisse parfois vers la défense d'une identité judéo-chrétienne dont les musulmans sont exclus.

Le conflit du Proche-Orient vient amplifier le problème. Certains des plus fervents partisans d'Israël peuvent être tentés de transposer la figure de l'ennemi sur le plan intérieur.

L'approche stratégique du « conflit des civilisations » a des répercussions internes. Faisant la

L'islam fait peur

place belle au sensationnalisme, on a vite fait d'incarner le musulman en terroriste sur le plan international et en délinquant sur la scène intérieure. Bien sûr, pour éviter de prêter le flanc à la critique pour racisme, on affirme bien nettement la séparation entre les musulmans modérés et les islamistes radicaux.

Mais cette distinction n'est qu'un trompe-l'œil. Les musulmans modérés sont souvent modérément musulmans. Pour être considéré comme modéré, un musulman devrait à la limite ne pas respecter les principes de l'islam, et ne pas être croyant. Faire sa prière, faire le ramadan sont considérés comme des preuves de radicalisme religieux.

Certains font de la dénonciation de l'islam et/ou de l'islam radical leur combat prioritaire, si ce n'est leur raison d'être. Il n'y a qu'à voir comment l'ex-députée néerlandaise Ayaan Hirsi Ali, d'origine somalienne, ayant renié l'islam, a été célébrée et portée au pinacle malgré un discours favorable au choc des civilisations.

Les Arabes et/ou musulmans devenus les champions de la dénonciation du terrorisme seront chaleureusement accueillis. Leur discours paraît légitime. Ils ne peuvent être soupçonnés de racisme. Mais ils ne dénoncent que le terrorisme musulman. Cela permet un point de passage en faveur d'Israël, démocratie menacée par le

De la malhonnêteté intellectuelle en général

terrorisme islamiste. Un musulman qui prend parti dans le conflit au Proche-Orient contre Israël n'est pas considéré comme modéré. Un juif peut s'exprimer comme il le souhaite sur ce conflit et les juifs français représentent sur ce sujet le plus large spectre politique qui va de l'antisionisme au soutien le plus inconditionnel aux différents gouvernements israéliens.

Avant 1967, les juifs français craignaient de s'exprimer sur le conflit israélo-arabe, de peur d'être accusés de parti pris. Ce tabou ne pèse plus sur eux. Il pèse encore sur les Arabes et musulmans.

La peur de l'accusation d'antisémitisme pèse doublement. Un Arabe en est facilement « naturellement » suspecté. Celui qui critique Israël le serait encore plus rapidement. Si un Arabe veut être tranquille, il évitera de s'exprimer sur le Proche-Orient, sauf à prendre « courageusement » parti en faveur d'Israël, unique-démocratie-du-Proche-Orient-menacée-par-le-terrorisme.

J'ai encore en mémoire cette rencontre avec un intellectuel musulman présenté comme « modéré », et très en vue dans les médias. Nous étions dans un colloque à l'étranger, et il vint bavarder avec moi, me parla de la polémique dont j'ai été l'objet en 2001. Il tenait un langage offensif contre les positions d'Israël, tellement offensif que je le jugeai

L'islam fait peur

excessif. Le lendemain, je le retrouve à l'aéroport. Je lui parle d'un colloque sur le conflit au Proche-Orient que l'IRIS comptait organiser. Toutes les sensibilités françaises sur le sujet ainsi qu'Israéliens et Palestiniens devaient être représentés. J'ai vu le visage de mon interlocuteur changer, et pour toute réponse il s'en alla vers la douane à si grandes enjambées que je pense qu'il aurait à ce rythme distancé Usain Bolt lui-même. S'exprimer en public sur le conflit lui semblait certainement prendre un risque de nature à mettre en péril sa carrière.

La distinction modérés/radicaux n'existe de façon significative que pour les musulmans. Les « barbus » s'attaquent aux piliers de notre civilisation. Le voile, la burqa, l'édification de mosquées ne sont que des ruses destinées à tester notre résistance. Et leur céder sur ces points serait trahir les musulmans modérés qui se battent. Ils veulent opprimer les femmes – polygamie, voile –, mettre en cause la liberté d'expression – affaire des caricatures – et incarnent la délinquance au niveau interne, le terrorisme sur le plan international. Ce que fait, par exemple, avec son sens habituel de la mesure, André Glucksmann dans *L'Express* du 17 novembre 1994, en pleine polémique sur le foulard : « Le voile est une opération terroriste. En France, les lycéennes zélées savent que leur foulard

De la malhonnêteté intellectuelle en général

est voile de sang. » Comme l'analyse Thomas Deltombe : « Cette logique constitue la matrice de la médiatisation de l'islam en France : les journalistes ne cessent de répéter que les musulmans de France pratiquent massivement un "islam tranquille", mais leurs reportages sont massivement consacrés aux musulmans "contaminés"². »

La dénonciation du racisme est en retard sur ses manifestations. Aujourd'hui, la lutte contre l'antisémitisme est considérée comme prioritaire. L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) proposait en 2003 d'en faire une cause nationale. L'antisémitisme a failli aboutir à l'extermination d'un peuple entier.

Il était puissant en France au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle. Il resta vivace jusqu'à la fin des années soixante. Aujourd'hui, il n'a pas disparu, mais il est résiduel. Aucun homme politique juif ne subirait les attaques qu'ont vécues Blum et Mendès France. Les sondages montrent d'ailleurs que les Français, encore majoritairement réticents il y a trente ou quarante ans à voter pour un candidat à la présidence juif, ou à voir leur enfant épouser une personne de confession juive, n'ont plus ces préventions aujourd'hui.

2. Thomas Deltombe, *L'Islam imaginaire*, La Découverte, 2005.

L'islam fait peur

Il existe une législation très développée permettant de punir les manifestations de racisme et il existe un large consensus dans les médias pour ne pas transiger avec l'antisémitisme. La mobilisation médiatique et politique lorsqu'il y a des actes d'antisémitisme est sans proportion aucune avec les réactions comparables en cas de violences faites contre les Arabes ou les musulmans.

Il est parfaitement normal que les organisations juives fassent de la lutte contre l'antisémitisme une priorité. C'est leur fonction même, leur raison d'être. Mais que les intellectuels censés analyser la société de façon globale et universelle en fassent le cheval de bataille prioritaire peut paraître plus curieux. Est-ce le racisme le plus virulent aujourd'hui ? La source majeure de discrimination ? Non. Ils arrivent en retard. Ils combattent plus les fantômes du passé que les dérives du présent. Ils s'engagent pour une cause juste mais déjà largement gagnée. Un peu comme s'ils se déclaraient ardents républicains à une époque où seule une poignée de nostalgiques réclame le retour à la monarchie. L'insistance de certains à distinguer la lutte contre l'antisémitisme des autres formes de racisme peut, dans certains cas, paraître suspecte. Comme s'ils portaient du principe que les juifs étant puissants, il fallait être de

De la malhonnêteté intellectuelle en général

leur côté, ce qui est le produit d'un raisonnement antisémite.

Cette attitude a un double avantage : prendre une posture noble – qui peut ne pas partager la volonté de combattre l'antisémitisme ? – tout en allant dans le sens du courant majoritaire. Car nos « faussaires », non contents d'utiliser le mensonge comme instrument de travail, aiment à prendre ce type de postures. Dès que l'un d'entre eux critique d'une façon ou d'une autre les musulmans, il est aussitôt salué par les autres pour son « courage ». Le terme « courageux » revient en boucle dans les exercices d'autosatisfaction et d'admiration mutuelle auxquels ils aiment se livrer. Tzvetan Todorov qui, pour sa part, a réellement été opprimé par le totalitarisme, trouve curieux que ceux qui sont très critiques vis-à-vis des musulmans s'assimilent à Voltaire. Ce dernier combattait non pas une minorité cherchant à s'intégrer, mais la toute-puissance de l'Église dominant la société. « L'amalgame devient choquant lorsque ces combattants pour la liberté s'assimilent eux-mêmes aux dissidents des pays communistes en Europe de l'Est. Ceux-ci payaient leur audace par plusieurs années de déportation ou goulag. Ceux-là “risquent” de se voir accueillis à la table du chef de l'État. Il est un peu excessif, avouons-le, de vouloir bénéficier à la fois

L'islam fait peur

de l'honneur réservé aux persécutés et des faveurs accordées par les puissants³. »

Ces mêmes intellectuels sont, en revanche, beaucoup moins militants dans la lutte contre le racisme anti-arabe ou l'islamophobie. Certains réfutent même le terme d'islamophobie, car il serait censé recouvrir une interdiction de critique de la religion musulmane, et donc être contraire aux libertés. La dénonciation de l'islam, ou des Arabes, passe par le filtre masquant de la lutte contre le terrorisme, la censure religieuse, la défense de la laïcité, ou la liberté des femmes. Bizarrement, les seules femmes qui méritent qu'on se mobilise pour les défendre sont musulmanes. Mais qui pourrait affirmer que les violences conjugales en France sont le monopole des musulmans ? Que sur le plan international, seules les femmes du monde islamique font l'objet de mariages forcés ou sont victimes de crimes d'honneur ? Jamais de tels actes, commis en Inde par exemple, ne feront l'objet de campagnes médiatiques. Comme le souligne Esther Benbassa, « L'islam est l'obsession du XXI^e siècle comme le judaïsme l'était au XIX^e et au début du XX^e siècle⁴. »

3. Tzvetan Todorov, *La Peur des barbares*, Robert Laffont, 2008.

4. *Respect Magazine*, 1^{er} septembre 2008.

De la malhonnêteté intellectuelle en général

Comment ne pas s'apercevoir en fait que les reproches aujourd'hui faits aux musulmans et/ou Arabes étaient ceux autrefois faits aux juifs : « Ils ne sont pas comme nous ; la religion nous différencie totalement ; ils ne peuvent ou ils ne veulent pas s'intégrer ; ils sont une menace pour notre identité et notre sécurité » ?

L'affaire des caricatures a été présentée comme un combat pour la liberté. À juste titre, Tzvetan Todorov⁵ y voit plutôt un conflit intérieur aux pays européens, entre deux attitudes par rapport à leurs populations musulmanes et aux velléités fondamentalistes de celles-ci : pousser à la confrontation en exacerbant le conflit ou chercher avant tout à ménager les susceptibilités. Peut-on dire, comme l'affirment certains, que la critique de l'islam est devenue interdite pour des questions de « politiquement correct » ? Le chercheur Jean-Yves Camus s'inscrit en faux : « Les faits prouvent que, dans la France actuelle, la critique de l'islam est largement répandue, qu'elle ne nuit en rien à l'audience ou à la position sociale et intellectuelle de celles et ceux qui s'y livrent et qu'en ce sens, l'idée selon laquelle il serait interdit de critiquer l'islam est sans aucun doute l'une des grandes impostures intellectuelles de cette dernière décennie. »

5. Tzvetan Todorov, *op. cit.*

L'islam fait peur

Les télégrammes diplomatiques de l'ambassade américaine en France révélés par WikiLeaks dénotent une fine analyse politique sur les difficultés de la France à intégrer sa minorité musulmane. Il s'agit d'un défi majeur pour l'équilibre de notre société. Enjeu fondamental également pour lui permettre de continuer à exercer un rayonnement qui dépasse son seul poids démographique et économique. Espérons que les déclarations de Marine Le Pen auront au moins le mérite de montrer où conduit la perpétuation d'un climat antimusulman, fût-il présentable, entretenu par des gens de gauche et développé au nom de la laïcité radicale.

C'est peu dire que « le printemps arabe » a pris nos « faussaires » à contre-pied. On nous avait déjà expliqué que le retard sans doute congénital de ces pays les rendait hermétiques à la démocratie. Cela justifiait le recours à la guerre pour libérer ces peuples de leurs tyrans, comme on l'avait fait en Irak. En Tunisie et en Égypte, les peuples se sont libérés de leurs dictateurs tout seuls. C'est la seconde mort des néoconservateurs. Cela prouve une fois de plus que les démocraties se constituent de l'intérieur et non par une intervention militaire – extérieure de surcroît.

Les dictateurs étaient justement soutenus par les Occidentaux parce qu'ils étaient présentés

De la malhonnêteté intellectuelle en général

comme des remparts contre l'islamisme. On peut, au contraire, penser que les méthodes de ces régimes autoritaires (immobilisme politique, népotisme, corruption, répression, absence de liberté, etc.) étaient les matrices de l'islamisme radical. Ils sont tombés sans que les islamistes – qui seront légalisés – prennent le pouvoir. L'islamisme se combat mieux par les urnes que par les armes.

On nous présentait les Arabes comme génétiquement violents. Les révolutions ont été pacifiques et les femmes y ont pris une part importante. Face aux révolutions arabes, nos « faussaires », d'habitude si prolixes, ont été muets ou critiques.

BHL fut, une fois de plus, plus habile que les autres. Après avoir exprimé ses craintes de voir les islamistes prendre le pouvoir en Égypte, il comprit qu'il n'était pas judicieux de paraître s'opposer à ces révolutions démocratiques. Il fonça au Caire et en rapporta un reportage pour *Libération*, puis se rendit en Libye. *Le Journal du Dimanche* s'empressa de consacrer deux pages à cette visite historique. Trois passages radio et télé suivirent, BHL se mettant en scène avec Égyptiens et Libyens, dont il se faisait le porte-parole.

Conclusion

On s'inquiète beaucoup de la montée en puissance de Marine Le Pen et du « populisme » en France. Son entrée dans le débat sur la définition de « populisme » a fait réaliser que le rejet des élites se nourrit des mensonges de ces dernières. Nos intellectuels « faussaires », dont les mensonges ne trompent plus le grand public, mais qui continuent de prospérer grâce à la connivence dont ils bénéficient, contribuent à la montée de l'extrême droite.

Tzvetan Todorov considère que « dans les pays totalitaires, la vérité est systématiquement sacrifiée à la lutte pour la victoire. Dans un État démocratique, le souci de vérité doit être sacré¹ ». Pour lui, ce sont les fondements mêmes du régime qui sont en jeu. Nos « faussaires » sapent subrepticement la démocratie. Leurs commentaires et préconisations

1. Tzvetan Todorov, *op. cit.*

De la malhonnêteté intellectuelle en général

peuvent conduire à une vision étriquée de la France sur la scène internationale, une France repliée sur elle-même mais immodeste pour ce qui est des leçons à donner aux autres.

L'image d'une France en contradiction avec elle-même, qui prêche les droits de l'homme, et de la femme, avec fermeté à ceux qu'elle voit comme des rivaux et adversaires, tout en développant de façon ouverte ou subliminale des réflexes de peur face au monde extérieur en général et au monde musulman en particulier, est pour le moins problématique. Ce comportement n'est ni dans notre tradition d'ouverture et de rayonnement, ni dans notre intérêt futur. Oui, la domination occidentale du monde est une époque révolue. Non, il ne suffit pas de se lancer dans des croisades théoriques – qui peuvent déboucher sur des guerres réelles – et des condamnations oratoires ou écrites pour enrayer ce phénomène. On risque au contraire de l'accentuer et de l'accélérer.

Deuxième partie

*De quelques « faussaires »
en particulier*



Avertissement

J'ai, dans une première partie, évoqué en termes généraux le comment et le pourquoi du triomphe des « faussaires ». Dans cette seconde partie, je vais décliner concrètement quelques exemples.

Mon différend principal avec les personnes citées ne tient pas à leurs idées mais bien à leur recours au mensonge. Je ne leur reproche pas de penser ce qu'ils pensent, c'est leur droit et il m'arrive, en outre, de ne pas être en désaccord avec eux. En revanche, l'utilisation régulière d'arguments falsifiés est quelque chose qui ne devrait pas être admis. Je ne parviens pas à l'accepter.

De nombreuses personnes, lorsque j'évoquais le projet de ce livre, m'ont dit : « tu vas te faire des ennemis et des ennemis puissants » et elles me déconseillaient de poursuivre ce travail. Il est vrai qu'il aurait été plus confortable de ne rien dire et de continuer, par mon silence, à participer

De quelques « faussaires » en particulier

au mouvement de complicité générale. Dans l'Empire romain, les augures ne pouvaient s'empêcher de rire en se voyant car ils étaient conscients de collectivement raconter des sornettes. L'entre-soi qui conduit de nombreux intellectuels ou experts à s'épargner mutuellement, même lorsqu'ils ont conscience des énormités que les uns ou les autres prononcent, n'est pas admissible. La principale victime est le public, qui a droit à de véritables débats contradictoires et une information sincère.

Certains s'étonneront peut-être de l'absence de certains intellectuels que je n'ai pas épargnés par ailleurs. Mais une fois encore, mon propos n'est pas dans ce livre de critiquer ceux avec lesquels je suis en désaccord, mais de démasquer ceux que je considère comme étant des imposteurs. Par exemple, j'ai de profonds désaccords intellectuels avec Alain Finkielkraut. Je pense qu'il a, de façon particulièrement dommageable, contribué à alimenter la peur d'une grande partie de la communauté juive en grossissant de façon démesurée l'antisémitisme en France – jusqu'à évoquer une « année de cristal » – et qu'il stigmatise trop facilement les jeunes des banlieues et les musulmans. Mais je dois lui reconnaître la sincérité. Finkielkraut croit profondément à ce qu'il dit. Il est parfois même littéralement habité par ses convictions.

Avertissement

Pascal Bruckner est à peu près dans un cas similaire. J'ai constaté une notable exception dans son livre *La Tyrannie de la pénitence* dans lequel il m'avait attribué le raisonnement, dans une note rédigée en 2001, selon lequel il fallait être pro-palestinien parce qu'il y avait plus d'Arabes que de Juifs. Je n'ai évidemment jamais tenu de tels propos. C'est une façon commode de jouer sur les angoisses de la communauté juive d'être submergée, et de ne pas répondre à la question que je posais : pourquoi n'appliquons-nous donc pas au conflit israélo-palestinien les mêmes critères d'analyse qu'aux autres conflits ? Je prônais au contraire d'appliquer des principes universels et non le poids des communautés comme avaient tendance à le faire trop de responsables politiques. Nous nous sommes croisés un jour chez Clara et Marek Halter et il m'avait avoué qu'il n'avait pas lu la note lorsqu'il avait écrit son livre, mais qu'il s'était basé sur des sources « de seconde main ». Je lui ai fait parvenir la note et les jugements du tribunal d'instance et de la cour d'appel de Paris qui me rendaient justice, aussi ai-je été très étonné lorsque dans la réédition de ce livre il reprit cet argument d'un « théorème Boniface devenu en politologie une appellation pour qualifier les pratiques clientélistes ». Il pouvait déjà paraître léger de sa part de me citer dans une première

De quelques « faussaires » en particulier

édition sans m'avoir lu, mais le fait de réitérer la méthode dans une seconde, tout en ayant des éléments d'information montrant que son propos est faux, démontre une véritable malhonnêteté intellectuelle.

Je ne parlerai pas non plus d'Éric Zemmour, qui doit sa fortune médiatique à ses propos, dont certains, sur les Noirs et les Arabes, ont été condamnés en justice. Ses affirmations me paraissent répréhensibles, ses idées malsaines, et lui qui se dit attaché à la France renvoie plutôt à une France moisie et rabougrie. Mais il est sincère, y compris dans ses excès.

Nous avons besoin en France de débats contradictoires qui font le sel de la vie intellectuelle. Pour ma part, j'ai toujours accepté ce type de débats et n'ai jamais refusé de participer à un colloque, une émission pour cause de désaccord avec l'un des participants. Un des points communs de la plupart des « faussaires » mentionnés dans les pages qui suivent, c'est justement qu'ils refusent ce débat et essaient de faire taire ceux qui ne partagent pas leur opinion. Alors qu'ils agitent en permanence des principes voltairiens, ils se conduisent en censeurs impitoyables.

**Alexandre Adler,
les merveilleuses histoires
de l'oncle Alexandre**

« Un merveilleux conteur » : c'est ainsi que le présentait Laure Adler (sans lien de parenté avec lui), lorsqu'elle l'a embauché à France Culture. C'est exact. L'ami Alexandre a un formidable talent pour parler sans notes et évoquer savamment tous les sujets internationaux. C'est un spécialiste des cinq continents et de toutes les thématiques.

Adler est hypermnésique. Il enregistre tout ce qu'il lit. Il est doté d'une mémoire phénoménale. Tous ceux qui l'ont côtoyé ont pu le vérifier. Problème : Alexandre profite de ses talents oratoires et de la véritable bibliothèque logée dans son cerveau, pour souvent raconter des histoires.

De quelques « faussaires » en particulier

Des orateurs moins talentueux, des experts dont le savoir ne semble pas aussi conséquent, ne pourraient en faire de même sans prendre de risques. Mais Alexandre Adler est tellement sûr de son expression, de l'impression qu'il produit sur ses interlocuteurs, que personne ne se risque à le contester.

Grâce à son sens confirmé de la mise en scène, il raconte les événements comme s'il en avait été le témoin direct. À l'écouter, il était dans la pièce dans laquelle les différents dirigeants des grandes puissances ont pris leurs décisions, parce qu'il en décrit les débats internes. Adler, c'est « *The fly on the wall* ». Il a, par ailleurs, de façon paradoxale pour quelqu'un ayant reçu une formation marxiste, un art consommé pour expliquer la grande Histoire par des petites histoires personnelles. Untel était le cousin de l'aide de camp du ministre, Machin a été à l'école du parti il y a cinquante ans avec Trucmuche, etc.

Il a su séduire de multiples responsables politiques, de nombreux journalistes, et une grande partie du public. Tous se laissent bercer par ses propos, écoutent une musique envoûtante, sans trop vérifier si les paroles distillées sont en accord avec la réalité. C'est par ailleurs un excellent compagnon et un joyeux convive, du moins si vous avez un poids social réel, sinon il vous ignore

Alexandre Adler, les merveilleuses histoires...

superbement. Alors pourquoi aller chercher la petite bête, pourquoi relever les mensonges de quelqu'un de si agréable ?

Non seulement Alexandre Adler impressionne physiquement et intellectuellement, mais il est aussi d'une très grande fidélité politique. Ainsi, depuis 1981, il a toujours été en faveur de la majorité présidentielle. Il s'est rallié à Chirac sans états d'âme, après avoir été « chevènementiste », « séguiniste », « fabiusien ». Tenté en vain d'être « jospinien », il s'est converti au « sarkozysme ». Il est prêt à devenir « strausskhanien » si DSK l'emporte en 2012, et si c'était Martine Aubry, il se découvrirait une âme de Ch'ti.

Pourtant, les positions de Jacques Chirac sur le Proche-Orient étaient aux antipodes des convictions personnelles d'Alexandre Adler, surtout après 2001. Il a pris sur lui de résister à la tentation de les critiquer, tout en étant d'une extrême sévérité avec ceux qui reprenaient des analyses proches de celles du chef de l'État, mais qui n'étaient pas en position de pouvoir.

Lui qui parlait à maintes reprises de l'hystérie anti-israélienne de la politique étrangère française (dans *J'ai vu finir le monde ancien*, il évoque « la France, ennemie déclarée d'Israël ») ne semblait pas considérer que le chef de l'État ait pu avoir une influence sur cette dernière. Il est vrai que sa

De quelques « faussaires » en particulier

femme, Blandine Kriegel, avait elle aussi fait le grand saut de gauche à droite et était conseillère à l'Élysée. La proximité du couple avec le président de la République n'a pas eu d'effets nuisibles sur leurs carrières respectives.

Pourtant, malgré son omniscience, Alexandre Adler n'est pas toujours très doué pour les pronostics. Il avait, entre autres, prédit l'élection de John Kerry en 2004 comme président des États-Unis, celle de Khatami en 2005 comme président en Iran et avait même osé affirmer en mars 2003 que la guerre d'Irak n'aurait pas lieu. Dans *Le Figaro* du 8 mars 2003, il écrivait en effet : « La guerre n'aura peut-être tout simplement pas lieu. Cette conviction que nous avons reposée sur une observation minutieuse de certains faits, sur certaines hypothèses que tout le monde ne partage pas, mais aussi sur des intuitions et des appréciations psychologiques. » Son article a dû échapper à George Bush qui deux semaines plus tard lançait la guerre d'Irak.

Dans son livre, *J'ai vu finir le monde ancien*, publié peu avant cette guerre, il annonçait aussi un divorce franco-allemand (« L'Allemagne de Schröder se montre de plus en plus réticente à reconduire un couple avec la France, couple qui lui semble inutile et incertain. ») et une rupture entre les États-Unis et la Grande-Bretagne (« Les

Alexandre Adler, les merveilleuses histoires...

États-Unis de Bush, tournés culturellement vers l'Amérique latine et économiquement vers l'Asie, répugnent, malgré les efforts désespérés de Tony Blair à reconduire si peu que ce soit "les relations d'antan" ». Alexandre envisageait l'alliance de la Turquie et de l'Iran avec les États-Unis et Israël et prévoyait également le ralliement de la Russie à la cause américaine et la naissance d'une nouvelle alliance russo-américaine. Il affirmait d'ailleurs que cette coopération américano-russe allait « se traduire assez vite dans le domaine de la prospection pétrolière et gazière, notamment dans la mer Caspienne et en Sibérie. Cette politique de symbiose énergétique et de rééquilibrage géopolitique nous pousse vers la première alliance égalitaire que les États-Unis aient contractée depuis 1945 ». D'après lui, la résurrection de la puissance russe allait devenir un objectif de la stratégie américaine, ce qui permettrait « à la Russie d'adhérer à l'OTAN et aux Américains d'accepter dans un divorce à l'amiable que les Européens s'assument et deviennent une puissance militaire indépendante ». Presque dix ans après ses prévisions, aucun de ces événements n'est encore survenu. Et rien des évolutions récentes ne peut laisser penser qu'ils surviendront un jour...

Au-delà des pronostics loufoques, il y a les affirmations péremptoires qui peuvent étonner le

De quelques « faussaires » en particulier

lecteur qui s'attacherait aux faits. Citons-en quelques-unes tirées du même ouvrage pour mieux comprendre : « Il suffirait de deux coups de tournevis pour que le Japon fabrique trois à cinq mille ogives nucléaires dans l'année. » Au-delà de la formule de style et quelles que soient les capacités technologiques incontestables du pays, on voit mal comment une telle production d'armes nucléaires puisse être possible. Il affirme également que Saddam Hussein s'est intéressé à Oussama ben Laden et que l'ambassadeur d'Irak en Turquie a reçu les hommes d'Al-Qaïda. « Koussai, l'un des fils de Saddam semble particulièrement intéressé par Al-Qaïda, c'est pourquoi certains thèmes islamistes sunnites apparaissent depuis plusieurs années en Irak. La laïcité des années soixante-dix est un lointain souvenir. » Après avoir perdu la guerre du Golfe de 1990-1991, Saddam Hussein a effectivement agrémenté son discours de références à l'islam pour restaurer une partie de sa légitimité. Mais qu'il ait noué des liens avec Al-Qaïda est contraire à toute vérité. C'était un des arguments idéologiques de certains journalistes ultras aux États-Unis pour justifier la guerre contre l'Irak mais certainement pas un fait avéré. Le même Adler reprendra d'ailleurs à son compte la rumeur colportée par les mêmes propagandistes selon

Alexandre Adler, les merveilleuses histoires...

laquelle Mohamed Atta, leader des kamikazes du 11 Septembre, aurait effectué deux fois le voyage depuis New York jusqu'à la République tchèque pour y rencontrer le chef local du renseignement irakien. Ce qui lui permet de soutenir que Saddam Hussein est bien derrière les attentats contre le World Trade Center.

De même, très au fait de l'activité de Ben Laden (qui sans doute le tient directement au courant de ses projets), Adler explique que les attentats du 11 Septembre se préparaient depuis l'été 1999 et que Ben Laden avait mis dans la confiance un certain nombre de financiers malais et indonésiens. Ces mêmes financiers ont sans doute confié leur lourd secret à Alexandre Adler. On le voit, cet ouvrage prête davantage à sourire qu'à de réelles réflexions géopolitiques. Il a pourtant eu un beau succès en librairie. Il a été salué quasi unanimement par les médias et a même reçu le prix du Livre politique en 2003.

S'il y a un monde ancien qui a disparu ces dernières années, c'est celui où Alexandre Adler avait une vision non communautariste des relations internationales. Depuis la reprise de l'Intifada et le 11 Septembre, il est devenu un défenseur acharné et inconditionnel d'Israël et le pourfendeur intransigeant de tous ceux qui osent émettre des doutes sur la politique d'Ariel Sharon. Et il le

De quelques « faussaires » en particulier

revendique : « Depuis le 11 Septembre, je suis en guerre. [...] Dans ce combat qui n'était pour moi pas seulement intellectuel, je dus quitter *Courrier international* et *Le Monde*, le second avec regret, le premier avec regret mêlé de soulagement. [...] Je ne pouvais guère, en ces temps de radicalisation, me retrouver coude à coude avec ceux qui combattent la mondialisation, la démocratie américaine et Israël¹. » Imaginons un instant qu'un éditorialiste fasse le même type de déclaration militante en faveur, par exemple, de la Palestine ou contre les pays en faveur desquels Adler s'engage. Combien de temps resterait-il chroniqueur sur France Culture ? Adler a, lui, réussi à résister à toutes les tentatives des directeurs de France Culture qui ont succédé à Laure Adler pour le virer, non pas à cause de ses positions d'ailleurs mais pour sa légèreté, ses retards, ou son absence fréquente du studio. Si certains auditeurs l'apprécient, d'autres sont lassés par son comportement pas toujours aimable avec la rédaction, au point que le Syndicat national des journalistes (SNJ) a demandé publiquement qu'il respecte

1. Cité par Acrimed, « Les facéties d'Alexandre Adler : expert en variations et médiacrate tout terrain », 13 janvier 2004.

ses engagements ou qu'il cesse de collaborer à l'antenne².

Alors qu'il trouve insupportable la « diabolisation » d'Ariel Sharon, il n'hésite pas, lui, à qualifier « d'épouvantable³ » le Premier ministre espagnol Zapatero. L'élection de celui-ci après les attentats de Madrid en 2004, était selon lui, « une combinaison explosive de pacifisme munichois et de bonne conscience de gauche⁴ ». Dans la même veine, au micro de France Culture, le 11 mai 2005, il compare Hugo Choevez à un « gorille ou un primate ». Il n'hésite pas à l'accuser d'être un semi-dictateur, pour avoir incarcéré plusieurs opposants, dont l'ancien président social-démocrate Carlos Andrés Pérez (3 mars 2005). Faut-il rappeler que celui-ci vivait en exil à Saint-Domingue et avait été destitué de la présidence de la République du Venezuela en 1993 pour des malversations financières aggravées. Il expliquait aussi qu'Al-Qaïda avait manipulé des nazis américains à Oklahoma City. Alors que cet attentat était revendiqué par l'extrême droite, Alexandre Adler affirmait : « Plus de trente

2. Le SNJ, dans son journal, recense les multiples manquements professionnels d'Adler pour conclure : « n'importe quel confrère serait viré sur-le-champ s'il faisait le dixième de telles fautes professionnelles », *Flash info SNJ*, septembre 2009.

3. « Ce qui menace Israël », *L'Arche*, octobre 2006.

4. *Le Figaro*, 17 mars 2004.

De quelques « faussaires » en particulier

témoignages crédibles de témoins sur place qui ont vu des personnes d'origine moyen-orientale, présentes sur les lieux de l'explosion⁵. » Sur France Culture, le 2 mai 2006, commentant une décision d'Evo Morales, nouveau président bolivien, il lançait : « Le trafiquant de drogue Morales vient d'annoncer la nationalisation totale des hydrocarbures en Bolivie. »

S'inquiétant de la révolution démocratique en Égypte, il qualifie l'opposant égyptien et ex-directeur de l'AIEA, qui s'était opposé à la guerre d'Irak, de « pervers polymorphe⁶ ».

Le Jerusalem Media and Communications Centre avait réalisé un sondage en 2004 selon lequel le nombre de Palestiniens souhaitant la destruction totale d'Israël était de 11 %, 57 % des Palestiniens se disant favorables à l'instauration de deux États voisins. Au même moment, Alexandre Adler déclarait : « La majorité des Palestiniens continue à souhaiter la destruction totale d'Israël. »

Sur Radio J, le 20 septembre 2001, à la question de savoir si la France va être après les attentats solidaire des États-Unis, il expliquait : « Non, je ne le pense pas, je pense qu'un pays comme la

5. « Qui prête main-forte à Al-Qaïda », *Le Figaro*, 17 mars 2004.

6. *Le Figaro*, 29-30 janvier 2011.

Alexandre Adler, les merveilleuses histoires...

France, qui est si fortement engagé derrière les Palestiniens et les Arabes, ne jouera pas du tout le jeu de la solidarité. » Dans la même interview, il déclarait : « Dieu ne nous abandonnera pas, il ne nous a jamais abandonnés, et espère que par l'intensité de notre prière et de notre amour d'Israël, nous repousserons l'arrêt mortel, et que nous aurons une meilleure année. »

Le 13 octobre, sur le site *Proche-Orient.info*, Alexandre Adler allait encore plus loin : « Au fond, Tariq Ramadan n'est ni affreux ni sympathique, je suis beaucoup plus choqué par des traîtres juifs comme les Rony Brauman et autres. Alors évidemment Daniel Mermet, le journaliste brejnévien, Bernard Langlois, le chef de *Politis*, et quelques autres, ils savent dire les choses autrement, et c'est comme ça qu'on ne peut pas les coincer ceux-là, ces gens-là me semblent infiniment plus méprisables, infiniment plus répugnants. » Il ira d'ailleurs témoigner au procès intenté à Daniel Mermet en octobre 2003, par l'UEJF, la Licra et l'association Avocats sans frontières. Seule sa générosité l'empêche de réclamer le sort réservé habituellement aux traîtres comme Rony Brauman. Car pour Adler, si on est juif, on soutient inconditionnellement Israël, c'est tout.

Alexandre Adler est en fait un véritable talent gâché. Son intelligence, sa mémoire, ses capacités

De quelques « faussaires » en particulier

auraient pu faire de lui l'un des plus grands intellectuels de notre époque. Si, seulement, il avait un peu mieux encadré l'immensité de ses talents par davantage d'honnêteté et de rigueur.

**Caroline Fourest,
« sérial-menteuse »**

Selon moi, Caroline Fourest est au débat intellectuel ce qu'est Marion Jones à l'athlétisme. L'apparence est parfaite, les performances exceptionnelles. Mais, heureusement pour Caroline Fourest que le dépistage des « faussaires » est moins bien organisé que les contrôles anti-dopage. Si Marion Jones a été sanctionnée, Caroline Fourest truste toujours les plateaux télévisés. Caroline Fourest a fondé la revue *Prochoix* avec Fiammetta Venner en 1997. L'objet de cette publication au tirage confidentiel est la protection de la laïcité, des droits des femmes et des homosexuels. Les deux femmes ont écrit un ouvrage en 1998, *Le Guide des sponsors du FN*. Les deux amies connaîtront un

De quelques « faussaires » en particulier

nouveau succès d'estime avec *Les Anti-Pacs ou la dernière croisade homophobe* en 1999. L'année suivante, viendra un nouveau livre sur les liens entre les chrétiens intégristes et George Bush. En 2003, c'est *Tirs croisés : La laïcité à l'épreuve des intégrismes juif, chrétien et musulman* qui conclut que l'intégrisme musulman est le plus virulent des trois. Caroline écrit notamment que « Si l'islam n'a pas le monopole de la violence, il est le seul à bénéficier d'un stock de bombes humaines ».

À cette occasion, la jeune femme va passer du statut de jeune militante dont on salue le travail, à celui de véritable star médiatique. Deux raisons expliquent ce changement de statut. La première, c'est que Caroline Fourest « dénote » dans le paysage. Femme, jeune, excellente débatteuse ayant une grande force de conviction et une véritable pugnacité, elle fait merveille dans les débats télévisés. L'autre raison, plus importante encore, c'est qu'elle va peu à peu abandonner le combat contre les intégristes chrétiens pour celui infiniment plus porteur médiatiquement contre l'islamisme. Elle va devenir une sorte de passionaria de la lutte contre l'islamisme, celui-ci faisant peser selon elle une menace existentielle sur nos libertés. Un combat qu'elle mène bien sûr au nom de la laïcité, de la défense des droits des femmes et des minorités sexuelles. Au même moment, elle va

Caroline Fourest, « sérial-menteuse »

également enfourcher un autre combat consensuel : la lutte contre l'antisémitisme, les juifs et Israël étant eux aussi menacés par l'islamisme.

Une femme, jeune, laïque, de gauche, qui sans défendre ouvertement Sharon et Bush s'en prend violemment à ceux qui les attaquent en les présentant comme étant des idiots utiles de l'islamisme, constitue un renfort de poids dans le combat médiatique et mérite à ce titre d'être confortée.

Prix du Livre politique pour son ouvrage sur la *Tentation obscurantiste*, elle est devenue, après un passage à *Charlie Hebdo*, chroniqueuse au *Monde*, à France 24, à France Culture, France Inter. Banlieues, terrorisme, laïcité, droit des femmes, il suffit qu'un sujet à propos duquel l'islam est censé être concerné et, hop, elle est invitée sur le plateau. Le ministère des Affaires étrangères l'a même nommée au comité scientifique de la Fondation Anna Lindh, censée travailler sur les relations politiques et culturelles entre les pays des deux rives de la Méditerranée. Pas mal pour quelqu'un qui n'a qu'un diplôme de troisième cycle comme bagage universitaire et dont la dénonciation de l'islamisme tient lieu de spécialisation.

La grande force de Caroline Fourest est d'enfourcher des chevaux de bataille largement majoritaires dans l'opinion et plus encore parmi les élites médiatiques. Qui oserait se déclarer

De quelques « faussaires » en particulier

contre la laïcité, contre l'égalité entre hommes et femmes, pour la répression des minorités sexuelles ou en faveur de l'antisémitisme ? Ce qui pose problème, ce n'est pas ce que Caroline Fourest défend, c'est la façon dont elle le fait. Régulièrement, elle attribue à ses adversaires des positions, sans doute critiquables mais qui ne sont pas les leurs, ou des faits répréhensibles... inexistantes.

Sa carrière a été boostée grâce au livre qu'elle a consacré à Tariq Ramadan : *Frère Tariq*, publié en 2004. Sa thèse centrale est que Tariq Ramadan tient un double discours. Ouvert et tolérant en public, il est communautariste et anti-laïc dans ses cassettes ou discours tenus dans les mosquées. Là, il développe des thèses fondamentalistes et manichéennes, proposant une vision de l'islam et de l'Occident réactionnaire. Tariq Ramadan est une cible de choix. Celui-ci a fait une entrée fracassante dans le monde médiatique notamment à la suite d'un article publié en octobre 2003 sur le site du Forum social européen, dans lequel il reprochait à certains intellectuels juifs d'abandonner des causes universelles pour se réfugier dans la défense communautariste d'Israël. En s'attaquant à « frère Tariq », Caroline Fourest sait pertinemment qu'elle va s'attirer les bonnes grâces d'une partie des élites politico-médiatiques, et notamment celles de Bernard-Henri Lévy,

premier pourfendeur de Ramadan. En outre, Tariq Ramadan possède l'avantage d'être extrêmement visible et de n'avoir pas beaucoup d'appuis et de soutien dans les médias. L'accusation pesant sur lui d'antisémitisme lui ferme en prime la plupart des portes. Il ne pourra pas rétorquer. Ou si peu. Caroline Fourest n'a pas jugé utile de proposer le même type d'enquête sur les contradictions de Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut ou André Glucksmann. C'est dommage... Ce livre qui a véritablement lancé sa carrière médiatique est truffé d'erreurs, de raccourcis et de... contrevérités.

Ainsi, rendant compte d'un procès intenté par Tariq Ramadan contre *Lyon Mag* et Antoine Sfeir, elle écrit que « Dans son arrêt du 22 mai 2003, la cour d'appel de Lyon estime que les discours de prédicateurs comme Tariq Ramadan peuvent exercer une influence sur les jeunes islamistes et constituer un facteur incitatif pouvant les conduire à rejoindre les partisans d'actions violentes ». L'arrêt ne dit pas cela du tout. Il ressort seulement des propos d'Antoine Sfeir, que les discours de la partie civile, c'est-à-dire Tariq Ramadan, peuvent exercer une influence sur les jeunes islamistes. En tronquant le début de la phrase, elle attribue aux magistrats une citation d'Antoine Sfeir. On est là dans l'erreur grave voire dans la manipulation de

De quelques « faussaires » en particulier

l'opinion. De même, Caroline Fourest affirme que le prénom du Genevois fait écho au nom de Tariq Ibn Ziyad, premier conquérant musulman à avoir foulé la terre chrétienne. Elle note : « Peut-on croire sérieusement que ses parents ont choisi le prénom de leur fils par hasard ? Cela paraît peu probable quand on sait à quel point le chemin de chaque pan de cette famille est tracé d'avance. » Un raisonnement imparable ! Dis-moi quel est ton prénom, je te dirai quel est ton projet politique. Plus loin, elle remarque que Tariq Ramadan a épousé une catholique qui s'est par la suite convertie à l'islam. Ni une ni deux, sainte Caroline explique à ses lecteurs : « En islam les hommes sont encouragés à répandre la foi en prenant pour épouses des femmes issues des deux autres confessions monothéistes. »

Dans cet ouvrage, elle met également en cause La Ligue des droits de l'homme, *Le Monde diplomatique*, le MRAP, le journaliste du *Monde* Xavier Ternisien ou encore la féministe Christine Delphy. Elle stigmatise leur proximité avec Tariq Ramadan. En fait, Fourest reprend à son compte en la réadaptant la doctrine Bush « qui n'est pas contre lui est donc avec lui ». La proximité des personnes en question est tout simplement qu'elles refusent de diaboliser Ramadan. Elle affirme à propos de Pierre Tévanian que celui-ci est « un exemple typique de ces militants de gauche qui par antiracisme mal

Caroline Fourest, « sérial-menteuse »

compris succombent aux sirènes de l'islamisme ». Une thématique récurrente chez Caroline Fourest à laquelle n'a d'ailleurs pas manqué le principal intéressé dans *Sœur Caroline est de retour – Les mots sont importants*, en octobre 2004 : « Dans aucun des trois livres, des dizaines d'articles, des 300 textes en ligne que j'ai publiés, on ne trouvera une seule ligne exprimant la moindre connivence ou complaisance avec une quelconque doctrine islamiste. La technique de Caroline Fourest consiste à accuser ceux avec lesquels elle n'est pas d'accord, de complicité avec l'islamisme, de non-dénonciation de l'antisémitisme, de passivité devant les viols, le sexisme, l'homophobie dans les cités, de vouloir par compassion défendre tous les exclus, des désœuvrés de banlieue aux Palestiniens, le problème c'est qu'elle ne cite jamais un texte qui pourrait confirmer ces affirmations gratuites. » Au tribunal de Fourest, l'acte d'accusation tient lieu de preuve. La vigueur de l'accusation est inversement proportionnelle à la rigueur de la démonstration.

Comme le souligne Mona Chollet¹ : « On peut n'avoir aucune sympathie pour Tariq Ramadan, et être néanmoins saisi de dégoût devant le sensationnalisme à 3,50 francs de la biographie approximative

1. « Phil et Robbie, Sister Fourest et le spectre de l'islamisation », site du collectif « Les mots sont importants », décembre 2009.

De quelques « faussaires » en particulier

qu'elle lui a consacrée. » Pour mieux faire trembler dans les chaumières, elle emploie à chaque page les adjectifs « inquiétant », « sinistre », « effrayant », « terrifiant », « guère rassurant », « à faire frémir », « à faire froid dans le dos », « à glacer le sang ». Les Frères musulmans, écrit Fourest, sont « une matrice infernale dont les tentacules diffusent encore aujourd'hui l'intégrisme aux quatre coins du monde ». Un langage que la droite antisémite n'aurait pas renié dans les années trente, une phraséologie qui semblerait inspirée du discours de l'extrême droite sur la « colonisation à rebours » que nous feraient subir les musulmans. Mona Chollet l'ayant déjà critiquée auparavant, elle cessa de pouvoir publier chez Calmann-Lévy, également éditeur de Caroline Fourest.

Le 26 septembre 2009, dans l'émission « On n'est pas couché », Éric Naulleau interrogeait Tariq Ramadan sur cette polémique. Celui-ci déclarait : « C'est facile de jeter la suspicion sur moi [...], on ne me pardonnera jamais de soutenir les Palestiniens comme je les soutiens. » Le 24 avril 2010, il recevait Caroline Fourest. Elle protesta immédiatement contre les propos tenus par Ramadan lors de la précédente émission : « Il l'a dit ici ! Mais regardez vos propres archives ! Mais vous mentez ! Vous ne vous en souvenez pas. Il a dit : "Caroline Fourest ne supporte pas la

Caroline Fourest, « sérial-menteuse »

façon dont je soutiens la Palestine, ce qui est une façon de sous-entendre que Caroline Fourest travaille sur Ramadan, parce que je soutiens Israël, parce que je serais sioniste”, ce qui est un message qui passe auprès de ses sympathisants. » Naulleau dément : « Vous entendez bien ce que vous voulez entendre, c’est tout. » Fourest reprend : « Je vous demande d’aller vérifier sur Internet, parce que vous êtes incroyable. Moi j’ai vu et revu cette scène. » Mais surtout son mensonge – « Ramadan dit que je l’attaque parce qu’il soutient la Palestine » – en dit certainement long sur l’inconscient de Fourest et ses véritables motivations.

Le 16 novembre 2009, elle était confrontée à Tariq Ramadan dans l’émission de Frédéric Taddeï « Ce soir ou jamais ». Ramadan déclara que son livre comportait plus de deux cents fautes factuelles. Ramadan évoqua notamment une plainte déposée à son encontre à la mairie de Rotterdam par un journal homosexuel critiquant son double discours. Onze des citations étaient extraites du livre de Caroline Fourest qui venait d’être traduit en anglais. La mairie de Rotterdam avait pris le soin de vérifier, les citations étaient tronquées, hors de contexte, et contraires à ce que Tariq Ramadan disait.

En 2006, elle a publié *La Tentation obscurantiste*. Nouveau succès. L’un des chapitres de cet

De quelques « faussaires » en particulier

ouvrage s'intitule « Quand l'antisionisme libère l'antisémitisme ». Dans ces lignes, Fourest y oppose deux sensibilités à propos de la création de l'État d'Israël. Pour la première, Israël est un État fondé pour abriter les survivants des camps de la mort. Pour la seconde, ce pays est le dernier-né des projets colonialistes. Évidemment, cette seconde sensibilité est condamnée par l'auteur. Mais, c'est une approche totalement binaire qui n'a aucun sens et caricature surtout les positions des partisans de la création d'un État palestinien. Le livre aurait dû, avec plus de pertinence, s'appeler « La Tentation opportuniste ».

La dénonciation par Fourest du terrorisme et de l'islamisme radical, que l'on peut suivre, ne dit pas un mot sur les raisons expliquant ce phénomène. À aucun moment elle ne condamne les occupations militaires israéliennes et américaines et leurs effets. Ce livre est d'un simplisme absolu, négligeant le fait que pour la gauche, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est pas une alternative mais est fondamental. C'est bien d'ailleurs sur le non-respect de ce principe que la gauche s'est ruinée politiquement sous la IV^e République. Lorsque cet ouvrage a eu le prix du Livre politique, cinq spécialistes (Jean Baubérot, Bruno Étienne, Franck Fregosi, Raphaël Liogier, Vincent Geisser) qui ne sont pas de la même sensibilité mais qui ont

Caroline Fourest, « sérial-menteuse »

en commun de faire un véritable travail universitaire, publièrent dans *Le Monde* du 18 avril 2006 : « Ce choix ne peut manquer de laisser pantois les chercheurs en sciences sociales, politologues, historiens universitaires. Le problème tient bien à l'intronisation officielle accordée à un pamphlet qui s'érige frauduleusement en argumentaire rationnel alors qu'il ne repose que sur le trafic des émotions, des peurs, permettant d'amener des lieux communs sur l'islam et les musulmans. Ce tour de passe-passe essayiste consiste à qualifier comme islamiste, c'est-à-dire comme un danger social, tout musulman refusant de se démarquer explicitement de son appartenance religieuse. La vieille rhétorique conspirationniste des élites intellectuelles contre la France est remise au goût du jour. Si tentation obscurantiste il y a, elle est parfaitement incarnée aujourd'hui par la haine viscérale de la connaissance scientifique qui se manifeste depuis quelques années à travers des essais comme celui de Caroline Fourest. »

J'ai pu apprécier « en vrai » l'intégrité intellectuelle et la rigueur scientifique de Caroline Fourest. Elle est en effet venue témoigner en faveur de Mohamed Sifaoui lors du procès en diffamation que je lui avais intenté. À cette occasion, elle déclara ne pas me connaître personnellement (ce qui est exact) et m'avoir découvert à

De quelques « faussaires » en particulier

travers le livre d'entretiens rédigé avec Élisabeth Schemla en 2006, un ouvrage dans lequel j'égratignais sa *Tentation obscurantiste*. Elle affirma alors que son reproche principal à mon encontre concernait... mon absence de condamnation du terrorisme. Manifestement, cette « chercheuse » ne s'est pas plongée très en profondeur dans l'ouvrage par lequel elle est censée m'avoir découvert. Le chapitre 6 (pages 177 à 211), intitulé « Terrorisme ou terrorismes », commence par cette phrase : « Pour moi le terrorisme est un crime moral inacceptable doublé de faute politique. » Caroline Fourest porte ainsi une accusation sans fondement et prête à celui qu'elle veut attaquer des pensées et des propos condamnables qu'il n'a jamais tenus.

Dans la revue *L'Essentiel des relations internationales* de septembre 2006, interviewée par Frédéric Encel, elle prétend être l'une des rares, si ce n'est la seule, à s'être occupée sérieusement des Frères musulmans, dans la mesure où, écrit-elle, « très peu de chercheurs, hormis des spécialistes de l'islam souvent fascinés par ce mouvement, ont pris le temps d'expliquer au grand public à quel point cette école de pensée est à l'origine de la radicalisation et de la politisation de l'islam dans sa version intégriste et totalitaire ». Pour Caroline Fourest, les spécialistes de l'islam sont prisonniers

Caroline Fourest, « *sérial-menteuse* »

de leur objet d'étude. Heureusement qu'elle est là, elle, pour étudier le sujet sérieusement ! Il me semble plutôt que Caroline Fourest n'est pas à l'aise avec une certaine rigueur universitaire et préfère critiquer ceux qui s'y tiennent. Pour mieux les disqualifier.

Le 2 juillet 2010, Hakim El Karoui, banquier d'affaires et président de l'Institut des cultures d'Islam, a voulu répondre sur le site du *Monde* à un article de Fourest publié dans sa version papier. Dans ce dernier elle évoquait une mosquée qui annexe la rue Myrha et fut dirigée par l'un des fondateurs du Front islamique du salut (FIS), depuis assassiné. Elle racontait comment des croyants venaient prier en plein air, sans que Daniel Vaillant, maire du 18^e, n'y voie rien à redire, pas plus que la préfecture d'ailleurs. Dans son article, elle comparait cette situation qui durait depuis dix-sept ans au prosélytisme pratiqué par le FIS qui marquait son territoire en Algérie grâce aux prières dans la rue. Comme le souligne dans sa réponse, Hakim El Karoui, « Les raccourcis sont formidables, au sens propre du mot, ils font peur² ». En effet, le lecteur peu informé comprend que si les musulmans prient

2. « Un peu de vérité dans le débat sur l'Islam français », *lemonde.fr*, le 1^{er} juillet 2010.

De quelques « faussaires » en particulier

dans la rue dans le quartier de la Goutte-d'Or, c'est parce qu'ils veulent marquer leur territoire dans une logique prosélyte, une volonté de s'imposer qui est tellement exacerbée qu'elle peut conduire à l'assassinat de l'un des leurs qui aurait voulu composer avec le pouvoir. L'article de Caroline Fourest est une succession d'amalgames et débouche sur cette inquiétante question : « Que fera la Mairie lorsque les prêches douteux résonneront dans ses murs ? » Comme le remarque justement Hakim El Karoui, « pourquoi considérer que des prêches douteux seront prononcés ? Sur le fondement de quelle information ? Pourquoi ce soupçon général contre une composante de la population française ? » Mais, Hakim El Karoui, aujourd'hui directeur au sein de la banque Rothschild, après avoir été au cabinet de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, est sans doute le prototype de l'islamo-gauchiste... On voit que lorsque Marine Le Pen a comparé les prières des musulmans dans les rues à l'occupation de la Seconde Guerre mondiale, elle n'avait pas tout à fait innové.

Outre ces petits arrangements avec les faits, Fourest a également tendance à utiliser son papier éditorial dans *Le Monde*, qui crée des remous à la rédaction, pour servir certains intérêts. Ainsi, dans une chronique datée de septembre 2008, elle a

Caroline Fourest, « sérial-menteuse »

vigoureusement soutenu l'éviction de Siné de *Charlie Hebdo*. Pour elle, « s'il existe une limite à la liberté d'expression, c'est avant tout pour protéger les dominés et non les dominants » mais, car il y a un mais à ce beau principe : « La frontière devient plus difficile à discerner lorsque des oppresseurs se cachent chez des minoritaires, lorsque les intégristes se revendiquent d'une religion minoritaire comme l'islam, ou lorsque les puissants se font attaquer en tant qu'individus sur un monde flirtant avec le racisme, comme Siné envers Jean Sarkozy. » En somme, oui à la liberté d'expression mais pas pour Siné ou les (prétendus) islamistes...

Le 9 avril 2009, alors que la rumeur donne Philippe Val comme futur directeur de France Inter et que cette nomination suscite de nombreux remous, elle court à son secours en le présentant comme... un opposant au chef de l'État. Le 3 juillet 2010, elle récidive dans son soutien à Val en relativisant l'éviction de Stéphane Guillon et Didier Porte de la radio : « Nous ne sommes plus au temps de l'ORTF, dans un paysage médiatique si éclaté, il existera toujours un journal ou un site Internet pour prendre l'opinion publique à témoin. Être viré d'un média ne signifie pas la fin de votre liberté d'expression, si vous avez du talent et un public. » À l'inverse, lorsque Vincent Geisser

De quelques « faussaires » en particulier

a fait l'objet d'une procédure disciplinaire de son instance, le CNRS, à la demande du haut fonctionnaire de défense du CNRS, procédure qui a suscité une vive émotion dans le monde universitaire, Caroline Fourest, loin de plaider pour la liberté d'expression du chercheur, s'est bornée à considérer que « Vincent Geisser est présenté pour être connu par ses prises de position polémiques en faveur de l'islam radical ». Une affirmation gratuite, sans citation à l'appui.

Dans sa lutte acharnée contre ses « ennemis », elle s'est également livrée à une charge d'une extrême violence contre Jean Ziegler dans un papier de *Charlie Hebdo*, publié le 18 mars 2009, sous le titre « Selon Jean Ziegler, l'obésité menacerait la Somalie ». Elle accuse le sociologue et polémiste suisse d'être le roi du « deux poids deux mesures » qui passe son temps à critiquer les États-Unis et Israël mais est proche des dictateurs du tiers-monde. Dans sa réponse à *Charlie Hebdo*, qui ne fut d'ailleurs pas publiée, celui-ci a tenu à rappeler qu'aux yeux de sœur Caroline, il avait surtout commis le péché impardonnable de signaler la situation alimentaire extrêmement préoccupante de 60 % des familles palestiniennes des territoires occupés, notamment de Gaza. En outre, Ziegler avait eu le tort de dévoiler que dans son article le mettant en cause, Fourest s'était

Caroline Fourest, « sérial-menteuse »

surtout bornée à reprendre l'argumentaire de UN-WATCH, qui se présente comme une ONG, mais qui est surtout un organisme pro-israélien. Imaginons un instant que Ziegler ait rédigé un article attaquant Fourest qui serait la copie conforme de l'argumentaire d'une organisation islamiste ? Quelle aurait été la réaction dans les médias ?

Parfois, Caroline se lâche encore davantage. Ainsi, dans une tribune intitulée « War on Arabia³ » publiée dans le *Wall Street Journal* du 2 février 2005, elle s'alarmait de l'incapacité des immigrants arabes à s'intégrer. Pour elle, il y avait là une menace pour les démocraties occidentales car, non intégrés, les immigrés pouvaient être tentés de rejoindre des cellules de terroristes islamistes. Elle réserve ce type de diatribe à la presse étrangère car en France, Caroline Fourest veut laisser croire qu'elle combat tous les extrémismes. Mais selon les méthodes du pâté de cheval et d'alouette, avec l'islam dans le rôle de cheval, la portion congrue de l'alouette étant réservée aux autres.

3. Cité par Mona Chollet, « L'obscurantisme beauf », collectif « Les mots sont importants », mars 2006.



Mohamed Sifaoui, pourfendeur utile de l'islamisme

« Sur la guerre de Gaza, vous avez dit des choses très justes et très vraies qu'on entend rarement dans la bouche d'une personnalité musulmane. » En présentant ainsi Mohamed Sifaoui, son invité, le journaliste de Judaïques FM, le 11 janvier 2010, a maladroitement vendu la mèche. Être musulman et pro-israélien... C'est en effet ce qui fait le prix de Mohamed Sifaoui. Dans la préface qu'il fit au livre de Claude Moniquet, *Gaza, le grand mensonge*, il écrit : « Je tiens à le dire *ex abrupto*, clairement et sans ambages, dans la guerre qui oppose Israël au Hamas, je soutiens littéralement l'armée israélienne dans sa lutte légitime contre cette organisation terroriste portée par cette idéologie fasciste

De quelques « faussaires » en particulier

qu'est la doctrine des Frères musulmans. Et je vais exprimer les raisons d'une telle position de la manière la plus claire possible : je suis musulman, démocrate et laïc, homme de gauche, je suis très sensible à la cause palestinienne, et par ailleurs très attaché au droit de cette population à disposer d'un État souverain, libre et moderne, démocratique et prospère. »

C'est donc au nom de l'existence d'un État palestinien que Mohamed Sifaoui va défendre une guerre qui va faire près de 1 400 morts dans la population civile de Gaza. Si l'État palestinien n'existe pas, le Hamas en est bien entendu seul responsable. Il est plus difficile de trouver des déclarations de Mohamed Sifaoui mettant en cause le refus israélien de libérer les territoires palestiniens, mais approuver la guerre ne suffit pas. Sifaoui enfonce le clou. Que des figures politiques, médiatiques ou associatives se réclamant de la gauche, aient manifesté contre la guerre de Gaza, c'est-à-dire pour lui, forcément aux côtés du Hamas, et du Djihad islamique, est : « pour l'homme de gauche que je suis, (un) spectacle [...] tout simplement insupportable » et il poursuit en nous expliquant les causes de sa douleur. Car l'idéologie de l'islamisme est « quand même une sorte de copier-coller, légèrement revu et corrigé du nazisme ». Quelle sophistication dans l'analyse !

Mohamed Sifaoui, pourfendeur utile de l'islamisme

Il poursuit : « Depuis que les guerres existent, les populations civiles payent le prix fort. Cela ne fait pas forcément, n'en déplaît à certains, de celui qui bombarde un criminel de guerre. » Les conventions internationales prévoient le contraire, mais on ne va pas s'arrêter à ce détail.

Arabe et pro-israélien, le paradoxe s'explique. Si Sifaoui s'engage aux côtés d'Israël, c'est au nom de la lutte contre l'ennemi commun qui est le terrorisme islamiste. Il dit le connaître de près et être bien placé pour le combattre. Ce dernier a ravagé son pays d'origine, l'Algérie, qu'il a dû quitter du fait de son opposition aux terroristes et à la politique d'amnistie mise en place par le président Bouteflika en 1999.

La légende bâtie autour de Sifaoui veut qu'il ait fui l'Algérie après avoir échappé à un attentat islamiste qui fit de nombreux morts. Il dit avoir quitté l'Algérie après le retour de Bouteflika, en 1999, et l'amnistie accordée à d'ex-terroristes qui aurait été accompagnée d'une répression contre les démocrates. Il faut se rappeler que Mohamed Sifaoui était allé témoigner en faveur du général Khaled Nezzar, dans un procès en juillet 2002 contre un ancien officier algérien, Habib Souaïdia, auteur d'un livre *La Sale Guerre*, publié aux éditions La Découverte. Le livre mettait en cause

De quelques « faussaires » en particulier

l'armée algérienne dans des exactions commises dans les années quatre-vingt-dix.

Pourfendeur de l'islamisme, Mohamed Sifaoui est devenu très rapidement un expert que l'on consulte dans de nombreux médias puisqu'il connaît l'ennemi de l'intérieur. On ne peut pas accuser Sifaoui d'être anti-arabe ou antimusulman, puisqu'il est arabe et musulman. Sur fond d'atmosphère post-11 Septembre, notre homme sera sur tous les plateaux télé à pourfendre l'islamisme.

C'est donc tout naturellement que Mohamed Sifaoui rejoindra le camp des courageux résistants qui luttent contre le nouveau fascisme. Il va devenir membre du comité de rédaction de la revue néoconservatrice *Le Meilleur des mondes*. Il sera de la partie dans l'affaire des caricatures à laquelle il va consacrer un livre, *L'Affaire des caricatures : Dessins et manipulations*¹. Pour lui, l'affaire est claire, les protestations contre les caricatures danoises ne sont que « la partie immergée de l'offensive généralisée contre le monde occidental. Si l'on n'y prend garde, les athées ne pourront plus blasphémer, les chrétiens seront privés

1. Mohamed Sifaoui, *L'Affaire des caricatures*, Éditions Privé, Paris, 2006.

Mohamed Sifaoui, pourfendeur utile de l'islamisme

de porc, et le prêt à intérêt sera banni des banques occidentales » (pages 164-165).

Il parle du fascisme vert, prêt à défiler sur les Champs-Élysées (page 19) pour lutter contre. Sur les 178 pages écrites très large que compte son livre, Mohamed Sifaoui utilise le concept d'islamistes à 225 reprises sans jamais en donner une seule définition autrement que par analogie avec le fascisme, le nazisme ou le totalitarisme.

Dans cette guerre contre l'islam comme celle menée contre le fascisme, il y a des collabos et des résistants. Ceux qui étaient opposés à la publication des caricatures étaient forcément des collabos contre lesquels fort heureusement de courageux résistants se sont levés. Comme le souligne le site *Bakchich*, « Les croisades de Sifaoui », le 15 novembre 2006 : « Notre Jean Moulin des temps modernes se dépeint en véritable martyr de la cause anti-islamiste, une posture qu'il affectionne particulièrement et qui lui servira sans doute d'argument marketing pour continuer à vendre à bon prix ses reportages et ses théories à l'emporte-pièce, mastodonte de l'audiovisuel hexagonal. »

Juste retour des choses, Mohamed Sifaoui réussira l'exploit de se voir consacrer un reportage *intuitu personae* sur Arte au cours d'une soirée consacrée à « Ces musulmans qui disent non à

De quelques « faussaires » en particulier

l'islamisme ». Dans la présentation de la soirée, il est dit : « Nous ne les écoutons pas assez et surtout nous ne leur donnons pas assez la parole. C'est donc à eux que cette *Thema* est consacrée, à eux surtout qu'elle est confiée, à tous ces musulmans qui disent non à l'islamisme et oui à la démocratie. Ce soir, les démocrates musulmans et eux seuls s'expriment. » L'émission sur Arte était co-parrainée par *Charlie Hebdo* et *Libération* et produite par Daniel Leconte². Elle a été réalisée par Antoine Vitkine, membre du Cercle de l'Oratoire et l'une des figures de proue des néoconservateurs français. Dans le reportage, on voit Sifaoui caché dans un appartement, observant en contrebas une cour dans laquelle quelques hommes barbus pénètrent dans le local d'une association qui se présente comme simplement culturelle. Grâce à un système d'écoutes et à sa connaissance de la langue arabe, Sifaoui livre la traduction du prêche : « Les ennemis de l'islam iront en enfer. » Commentaire : « Pas de doute, il s'agit d'une mosquée clandestine salafiste. »

Dire que Mohamed Sifaoui a du mal à s'exprimer, et qu'il est difficile de critiquer l'islam

2. Sur « l'œuvre » de Daniel Leconte, je renvoie au livre de Guillaume Weill-Raynal, *Les Nouveaux Désinformateurs*, Armand Colin, 2006.

Mohamed Sifaoui, pourfendeur utile de l'islamisme

en France peut paraître curieux. Devant une commission du CRIF qui le reçoit le 5 novembre 2009, on l'interroge : « Pourquoi a-t-on l'impression que le courant radical est majoritaire dans votre pays et entend-on si rarement des musulmans démocrates comme vous ? » Ce dernier répond : « Il y a des responsables d'émissions de télévision qui idéologiquement le rejettent, d'autres, d'abord à la recherche d'un fort Audimat, qui préfèrent les invités comme Tariq Ramadan, dont on sait qu'il envahit les écrans, qui correspondent mieux à l'image que se fait le grand public des musulmans. Les intellectuels trop intégrés, comme moi ou d'autres, n'intéressent pas car ils sortent de leur case. » On voit bien là le culot de Sifaoui. Il a table ouverte dans tous les médias alors que Tariq Ramadan est très largement boycotté, Sifaoui se présente comme un martyr alors que le Genevois croulerait sous les invitations. Pourtant, dès qu'il y a un attentat ou une alerte terroriste, Sifaoui accourt sur les plateaux télévisés. Sa dénonciation de l'islam tient lieu de brevet d'expertise. À y regarder de plus près, celle-ci est largement sujette à caution. Le principal problème posé par Sifaoui n'est pas, en effet, le caractère creux de sa dénonciation de l'islamisme. Un autre élément beaucoup plus grave devrait amener les médias à plus de

De quelques « faussaires » en particulier

retenue dans les invitations qui lui sont lancées, s'ils avaient comme préoccupation le respect du public.

En effet, Mohamed Sifaoui a été pris la main dans le sac d'un reportage contesté le 27 janvier 2003. Le magazine de France 2, « Complément d'enquête », diffusait un reportage à sensation réalisé par lui, dans lequel il affirmait avoir infiltré une cellule parisienne d'Al-Qaïda, le tout bien sûr en caméra cachée³. Après avoir rencontré par hasard un dénommé Ali au cours du procès d'un groupe lié au terrorisme algérien, notre courageux reporter lui a fait croire qu'il pouvait être une recrue potentielle pour le Jihad. Cela lui a permis, après une formation express dans certaines mosquées de Paris, d'aller à Londres où il rencontra le chef du réseau. Sur place, il apprendra qu'une attaque contre la France, visant probablement la tour Eiffel, était en préparation. Notre héros des temps modernes a publié tout cela dans un petit livre sorti quatre jours avant l'émission, *Mes frères assassins : Comment j'ai infiltré une cellule d'Al-Qaïda*. Il sera invité chez Thierry Ardisson deux jours avant la diffusion du reportage sur France 2. Sur le plateau, il expliquera qu'il a trouvé le courage de dénoncer à visage découvert les ravages de l'islamisme en France, mettant

3. Thomas Deltombe, *op. cit.*, p. 316-330.

Mohamed Sifaoui, pourfendeur utile de l'islamisme

en garde les téléspectateurs contre la constitution d'une véritable république islamique à l'intérieur de l'Hexagone. Un témoignage qui fait froid dans le dos ! Assis à ses côtés, le chanteur Enrico Macias ira jusqu'à l'embrasser avec émotion sous les applaudissements du public. Mais l'histoire, la fable, était un peu trop belle. Le 9 février 2003, l'émission « Arrêt sur images » de Daniel Schneidermann va revenir sur cette affaire en posant des questions élémentaires et notamment le fait incroyable voire invraisemblable qu'un simple journaliste puisse identifier, aisément et sans couverture, une cellule d'Al-Qaïda au moment où tous les services de renseignement du monde sont concentrés sur la traque de cette nébuleuse. Pour avoir réussi un tel exploit, Sifaoui devait être la synthèse parfaite entre Tintin, Indiana Jones et James Bond. On découvre ainsi que le 22 janvier 2003, cinq jours avant la diffusion du reportage, le fameux Ali avait été placé en garde à vue par la section antiterroriste de la Brigade criminelle de Paris. Déjà connu des services de police, il était soupçonné de violences en réunion et de tentative d'extorsion de fonds à l'encontre du recteur d'une mosquée parisienne. Si notre homme avait été le chef d'une cellule d'Al-Qaïda, on peut penser que cette arrestation, passée inaperçue, aurait fait la une de tous les journaux.

De quelques « faussaires » en particulier

Le 29 novembre 2003, Sifaoui recevra le premier prix du 17^e Festival du scoop et du journalisme d'Angers. Le 6 juillet 2004, Ali, de son vrai nom Karim Bourti, sera mis en liberté après avoir été condamné, par la 16^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, à dix mois de prison pour avoir frappé le président du Conseil des démocrates musulmans de France aux abords d'une mosquée parisienne, en décembre 2002. L'accusation de participation à une entreprise terroriste n'a pas été retenue. Tout cela aurait dû conduire normalement à retirer toute crédibilité à Indiana-Tintin-Bond. Mais nous sommes dans cette douce France où faussaire rime avec prospère...

Le 1^{er} mai 2004, Sifaoui est de nouveau invité chez Thierry Ardisson dans l'émission de France 2, « Tout le monde en parle » à propos d'un livre qu'il vient de publier *Sur les traces de Ben Laden : Le jeu trouble des Américains*. De nouveau il livre un scoop mondial ! George Bush attend l'élection présidentielle de novembre 2004 pour arrêter Ben Laden. Il dit avoir été contacté par l'équipe de campagne de John Kerry, le candidat démocrate qui avait les mêmes informations que lui, et il l'affirme, si John Kerry s'intéresse à cette histoire, c'est que « c'est sérieux et si c'est sérieux il faut que ça sorte de toute manière ». Pour diverses raisons, il

Mohamed Sifaoui, pourfendeur utile de l'islamisme

faut que George Bush ne soit pas réélu, affirme le preux croisé. Comme le fait remarquer avec ironie Thomas Deltombe, « après avoir fait trembler Ben Laden sur ses bases, Mohamed Sifaoui fera-t-il tomber George Bush⁴ ? ».

Après avoir infiltré Al-Qaïda, Mohamed Sifaoui, que rien n'arrête, a voulu infiltrer la mafia chinoise. Son reportage sera diffusé en janvier 2008 sur TF1 dans « Le droit de savoir ». On y voit un personnage qui se dit impliqué dans la mafia chinoise. Il montre un véritable arsenal, fait l'aveu de blanchiment d'argent et de trafics en tout genre. L'homme en question s'est révélé être un acteur qui a voulu piéger Sifaoui, ce qui en dit long sur les méthodes de recoupement de l'enquêteur. Le reportage qui faisait l'amalgame entre les communautés asiatiques et la délinquance a soulevé la colère de plusieurs associations asiatiques de Paris. Sur RMC, Mohamed Sifaoui expliquera à propos de son enquête : « Les Asiatiques forment une communauté qui globalement n'a pas envie de s'intégrer dans la société française. Il existe une minorité qui veut s'intégrer, qui a réussi à s'intégrer, cela étant dit, la majorité des Asiatiques que j'ai fréquentés n'en ont absolument rien à foutre de la communauté nationale. Ils sont là pour gagner de

4. Thomas Deltombe, *op. cit.*, p. 324.

De quelques « faussaires » en particulier

l'argent⁵. » Mais notre héros a fait encore plus fort. Il a en effet affirmé qu'il avait appris qu'un corps d'enfant était enterré sous un restaurant de Briec-Comte-Robert, en Seine-et-Marne. C'était, selon lui, celui de la petite Estelle Mouzin disparue le 9 janvier 2003 à Guermantes. Il conduisit les enquêteurs dans un restaurant chinois qui fut entièrement démoli. On ne trouva dans ce restaurant que les restes d'un cadavre de chien. Résultat : une nouvelle douleur infligée aux parents de la petite Estelle et un restaurateur ruiné car les travaux de reconstruction sont estimés à 300 000 euros. En décembre 2007, 54 associations asiatiques en France ont demandé à TF1, RMC et au CSA de réagir après les propos et la diffusion du reportage de Mohamed Sifaoui « J'ai infiltré la communauté asiatique ». Une publicité plutôt gênante pour quelqu'un qui appartient au bureau national de SOS Racisme ! Mais il est vrai que l'association a préféré jeter un voile pudique sur cette affaire.

Le 14 août 2008, une tribune signée par un certain nombre de personnalités, intitulée « N'abandonnons pas Mohamed Sifaoui », demande que la protection policière, dont bénéficie Sifaoui depuis

5. Cf. Fatiha Kaoues, « Une énième polémique à propos d'un reportage de Sifaoui : l'infiltré infiltré ? », *Oumma.com*, 10 décembre 2007.

Mohamed Sifaoui, pourfendeur utile de l'islamisme

janvier 2003, ne lui soit pas retirée. Le texte affirme qu'il est obligé de vivre dans le secret avec des précautions permanentes. Sans protection il doit se terrer, il craint pour sa vie et celle de ses proches. En fait, les services de police français ont estimé qu'aucune menace réelle ne pesait sur Mohamed Sifaoui. Mais dès que l'on critique ce dernier, il gémit et affirme que l'on met sa vie en danger.

Mohamed Sifaoui a été nommé au bureau national de SOS Racisme, ce qui lui donne une dimension – ou une couverture ? – supplémentaire, et lui permet de sortir du cadre étroit de « simple » dénonciateur de l'islamisme. Cette posture commençait à être usée et un peu étriquée. Quelles raisons ont poussé cette promotion de Mohamed Sifaoui coopté directement à un poste important dans l'association ? Officiellement, son courage et son combat contre l'islamisme. Ces derniers sont donc plus importants que les reportages contestables et les propos limites qu'il a tenus sur les communautés asiatiques.

Alors que sa posture de pourfendeur de l'islamisme était de moins en moins tenable et ses supercherries de moins en moins discrètes, Sifaoui va avoir un coup de génie : il va écrire un livre s'attaquant à Éric Zemmour, vedette médiatique connue pour ses dérapages à l'encontre des Arabes et des

De quelques « faussaires » en particulier

musulmans. Son livre, publié en septembre 2010 aux éditions Armand Colin, *Éric Zemmour : Une supercherie française*, veut montrer que la France n'est pas envahie, que les musulmans ne forment pas un bloc distinct et menaçant, qu'immigration et délinquance ne sont pas liées contrairement à ce qu'affirme Zemmour. Mohamed Sifaoui prend non seulement le contre-pied des thèses de Zemmour, mais également celles qu'il développait lui-même il y a encore peu. Sifaoui contre Sifaoui.

De façon spectaculaire, Laurent Joffrin, dans *Libération* daté du 11 septembre 2010, va rendre compte de ce livre. Laurent Joffrin doit recevoir à peu près dix livres par jour en tant que directeur de *Libération* et le fait qu'il prenne la plume pour faire la recension d'un d'entre eux est exceptionnel. Dans sa chronique, il présente Sifaoui comme un « vétéran du combat anti-islamiste, réfugié politique devenu français, à la fois musulman, laïque, démocrate, intégré, critique des siens et admirateur de la culture française ». Mais à vouloir trop démontrer, Laurent Joffrin force le trait et vend la mèche ; il écrit : « il est lui aussi un habitué des plateaux longtemps confiné au rôle du musulman démocrate et de l'Algérien antiterroriste », laissant penser que le but véritable de ce livre, sortir de ce costume devenu visible, trop visible, est donc moins utile. Interviewé par le

Mohamed Sifaoui, pourfendeur utile de l'islamisme

site Internet *Bulle d'Encre*, Sifaoui va aller encore plus loin dans sa « rupture » en déclarant : « La chape de plomb et le terrorisme intellectuel n'ont jamais été mon truc et, en tant que militant anti-raciste, je ne céderai jamais au chantage de "l'islamophobie" brandi très souvent par des excités de la "cause israélienne". J'aimerais bien trouver un éditeur qui accepte de me publier une BD enquête sur Benjamin Netanyahu... Le petit Netanyahu comme je l'appelle parce que c'est un chef d'État qui est un véritable extrémiste nationaliste, et qui porte un costume trop grand pour lui, notamment dans le cadre du conflit qu'il a à gérer⁶... »

Pour quelqu'un qui n'a de cesse de traiter d'anti-sémites ceux qui critiquaient Israël, qui a applaudi à la guerre de Gaza, le virage est stupéfiant ! Sifaoui qui a vu que sa posture de musulman qui critique l'islam et défend Israël était dévoilée a manifestement décidé de changer. Il lui faut donc recoudre son hymen idéologique pour se refaire une virginité.

6. Source : <http://www.bdencre.com/interview-flash.html? 2010/06/23/3186-rencontre-avec-mohamed-sifaoui-scenariste-de-ben-laden-devoile-et-ahmadinejad-atomise>



Thérèse Delpech, Madame Tapedur

Thérèse Delpech, directrice des Affaires stratégiques du Commissariat à l'énergie atomique, est également chercheuse associée au Centre d'études de relations internationales de Sciences-Po (CERI). Cette appartenance académique remonte à l'époque où Jean-François Bayart, avec lequel elle avait travaillé au Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, dirigeait le CERI.

Cela lui permet de s'exprimer à titre universitaire, et non comme une salariée du CEA, organisme dont la fonction principale n'est pas *a priori* de susciter le débat stratégique en France, mais de défendre les intérêts de la filière nucléaire, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

De quelques « faussaires » en particulier

Thérèse Delpech peut ainsi disposer des moyens d'une structure riche (ce que sont rarement les centres de recherche, surtout en France), et avoir la liberté d'un chercheur. Elle peut non seulement bénéficier d'un budget de déplacement confortable, mais également financer des études et des séminaires, ce qui lui donne un avantage certain sur ses « collègues » chercheurs. On peut comprendre que le CEA ne finance pas des experts considérés comme antinucléaires. Thérèse Delpech va plus loin. Pas question d'espérer recevoir des commandes si l'on ne partage pas ses opinions néoconservatrices¹.

Thérèse Delpech a de fortes convictions. Elle est membre du comité de rédaction de la revue néoconservatrice *Le Meilleur des mondes*. Selon elle, l'Occident a des valeurs universelles, le reste du monde est peu ou prou dictatorial. L'Occident doit se défendre contre ceux qui sont hostiles à ses valeurs et ce, par tous les moyens, y compris militaires. L'arme nucléaire est une bonne chose si elle

1. Un des principaux bénéficiaires est Bruno Tertrais de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) qui a la particularité d'être à la fois proche du PS et membre du comité de rédaction de la revue *Le Meilleur des mondes*. C'est l'un des tenants de la ligne dure contre l'Iran. En 2007, il publie *Iran : La prochaine guerre* (Le Cherche Midi) où il écrit que « le scénario dans lequel l'Iran se dote de la bombe, dès la fin 2008 ou le début 2009, est parfaitement crédible » (p. 44).

Thérèse Delpéch, Madame Tapédur

est aux mains des Occidentaux, car ces derniers sont des pays démocratiques. Il ne faut pas que d'autres pays s'en dotent. Thérèse Delpéch était hélas trop jeune pour empêcher l'URSS et la Chine de posséder l'arme nucléaire. Si on ne l'a jamais entendue s'inquiéter de l'arsenal – réel et imposant – israélien, elle manque de trépasser à chaque fois qu'un pays arabe est soupçonné d'avoir un programme nucléaire virtuel.

Avant 1995, alors que le TNP (Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires) devait être renouvelé, elle plaidait avec ferveur pour qu'il le soit par tous les pays. Les pays non nucléaires ont accepté de le signer, non plus pour une période limitée, mais de façon définitive. En échange, les pays nucléaires devaient participer à l'effort de désarmement. Sitôt Jacques Chirac élu, il décida, à la demande pressante du CEA, de reprendre les essais nucléaires. François Mitterrand y avait mis fin, justement comme gage de bonne volonté à l'égard du désarmement. Thérèse Delpéch trouvait cette reprise des essais parfaitement justifiée. Elle atomisait tous ceux qui osaient souligner qu'il y avait pour le moins une contradiction entre demander à des pays qui n'ont pas d'armes nucléaires d'y renoncer de façon définitive, tout en exigeant que la France continue à faire progresser un arsenal déjà conséquent.

De quelques « faussaires » en particulier

Les fonctions de Thérèse Delpech au CEA et ses liens avec le Quai d'Orsay l'ont conduite à représenter la France à la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies pour l'Irak (CCVINU). Elle va alors plaider pour une solution militaire censée être le dernier recours contre la possession par l'Irak d'armes de destruction massive. Elle s'exprime sur le sujet avec une triple légitimité : celle d'une spécialiste du CEA, possédant une connaissance intime des questions nucléaires, celle de membre de la commission de l'ONU, censée connaître la spécificité du cas irakien et avoir une approche multilatérale, celle enfin de chercheuse, indépendante par définition. C'est donc « logiquement » que le 11 février 2003, cette experte multicarte sera auditionnée par la Commission des affaires étrangères du Sénat, au titre de membre de la CCVINU plus spécialement. Les membres de la commission l'interrogent : « L'Irak a-t-il encore des armes de destruction massive, ce qui pourrait justifier la guerre que propose George Bush ? » La réponse de Thérèse Delpech sonne comme une mise en garde : « Si les armes ont été détruites, c'est de manière unilatérale et donc invérifiable. » Elle affirme aussi : « Les experts ont par ailleurs constaté l'existence d'un véritable système de dissimulation active de la part de l'Irak. » En clair, elle suggère assez fortement, au

Thérèse Delpech, Madame Tapedur

nom du principe de précaution, d'appuyer le projet de Bush de lancer la guerre contre l'Irak.

Sur RFI, le 8 mars 2003, elle se demande si depuis 1998 les Irakiens ont reconstitué leur arsenal nucléaire. « Premièrement, les équipes de chercheurs sont toujours en place, deuxièmement, il y a très certainement un maintien de compétences, et enfin il y a probablement des recherches dans les domaines comme, par exemple, les explosifs, qui ont été poursuivies à des fins nucléaires. » Elle conclut : « Aujourd'hui, le XXI^e siècle ne doit pas être aux mains de ces États... Je crois que nous sommes en train d'oublier la façon dont il faut se conduire avec les dictateurs, chose que nous aurions dû garder du XX^e siècle. Si le désarmement de l'Irak est fait par la voie militaire, les inspecteurs vont pouvoir faire la démonstration qu'on aurait mis treize-quatorze ans pour faire ce que le Conseil de sécurité a décidé en 1991. C'est finalement une leçon pour d'autres pays si elle est administrée de cette façon-là. »

Pour Thérèse Delpech LA leçon à retenir du XX^e siècle, c'est qu'il faut faire la guerre pour renverser les dictateurs. Tous les dictateurs ? Pourquoi certains et pas d'autres ? Thérèse ne répond pas. Pour ma part, je pense que l'héritage du XX^e siècle est plutôt l'interdiction de la guerre dans les relations internationales, un héritage lié, entre

De quelques « faussaires » en particulier

autres, au lourd tribut des deux guerres mondiales payé par l'humanité.

Puis Thérèse Delpèch indique que la « voie militaire » (doux euphémisme pour éviter le mot guerre) « permettra de démontrer que l'Irak a un arsenal clandestin d'armes de destruction massive ». Si au poker on peut parfois payer pour voir, ce coup pour l'Irak a échoué. On a eu la « voie militaire », mais pas d'armes de destruction massive (ADM) devenues des « armes de disparition massive ». Le moins que l'on puisse dire est que l'expertise et les connaissances dont Thérèse Delpèch se parait pour préconiser la guerre se sont pour le moins avérées inefficaces.

Le 19 mars 2003, elle va récidiver devant la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Toujours grâce à sa casquette onusienne, elle affirme : « Dès les premières inspections, il est apparu que de petites opérations de retraitement non déclarées avaient eu lieu et que l'Irak tentait de camoufler l'existence d'un procédé électromagnétique d'enrichissement... En fait, l'Irak a tenté de développer toutes les méthodes possibles de l'enrichissement de l'uranium. » Et pour enfoncer le clou, comme Hans Blix, le chef de la mission de l'ONU, avait affirmé que le désarmement de l'Irak par la voie pacifique était réalisable, elle précise que cela est valable « sous réserve d'une coopération

complète et inconditionnelle de l'Irak ». Une coopération qui, selon elle, n'a pas eu lieu.

Alors que Hans Blix, la majorité des États (dont la France) et l'opinion publique internationale espèrent trouver une issue pacifique à ce qui n'est encore qu'une crise, la sémillante Thérèse affirme, elle, que c'est illusoire et qu'il faut bien se résoudre à la « voie militaire ». De même, alors que Jacques Chirac plaide pour un monde multipolaire, Thérèse Delpech met en garde contre cette perspective. Pour elle, un monde multipolaire signifierait automatiquement davantage de puissance pour la Russie et la Chine. Or le caractère démocratique de ces pays est mal assuré, alors que les Occidentaux sont de vrais et beaux « îlots de paix, de prospérité et de démocratie² ».

Reconnaissons à Thérèse Delpech le talent de ne jamais se sentir tenue par un quelconque devoir de réserve. Son caractère bien trempé, son énergie qui semble être nourrie par une pile atomique font d'ailleurs qu'aucun responsable du CEA ne lui a jamais demandé de mesurer ses propos ou d'exprimer moins vertement ses convictions. Peu de gens osent se mettre sur sa route, du fait de son tempérament de bulldozer. Il n'est pourtant

2. Thérèse Delpech, « Bagdad, trois leçons pour une crise », *Politique internationale*, été 2003, p. 100.

De quelques « faussaires » en particulier

pas dans l'intérêt du CEA, qui prône que les armes nucléaires sont des armes de dissuasion et contribuent à la paix, d'être représenté dans les médias par une va-t-en-guerre.

En 2004³, Thérèse Delpech a opéré un petit rétropédalage concernant l'Irak. Bien obligée de constater qu'on n'avait trouvé aucune trace d'armes de destruction massive, elle expliqua que deux hypothèses devaient être envisagées : « la dissimulation ou l'exportation ». Bref, l'Irak a soit bien caché ses armes, soit les a exportées (Iran ? Syrie ?). Elle affirma, à cette occasion, qu'avant la guerre « la croyance en la présence de ces armes en Irak, elle était partagée par tous ». Seulement par tous ceux qui souhaitaient la guerre, Thérèse... Et qui étaient prêts à inventer des preuves quand elles manquaient !

Après avoir réglé son compte à l'Irak, Super Thérèse va s'occuper de l'Iran, toujours pour sauver le monde occidental. Sur RFI, elle déclare le 13 septembre 2004 : « Ce qui est sûr, c'est que l'Iran n'est pas arrêté, c'est qu'il finira par l'avoir [la bombe]. » Vite, vite un coup d'arrêt ! Ceux qui ont aimé la guerre d'Irak devraient adorer la guerre d'Iran.

3. Thérèse Delpech, « Dix questions sur l'Irak et ses armes », *Politique étrangère*, printemps 2004.

Thérèse Delpéch, Madame Tapedur

En 2005, elle précise sa pensée sur le sujet⁴. Elle met en garde contre un éventuel dialogue avec l'Iran d'Ahmadinejad. « Quel dialogue politique pouvait être envisagé avec un individu aussi fortement idéologique ? » George Bush, lui, n'est pas idéologue puisqu'il est occidental. Et l'URSS et les États-Unis, lorsqu'ils ont lancé la politique de détente, partageaient, c'est bien connu, la même idéologie !

Dans *Le Monde* du 13 mai 2005, elle poursuit son combat en se demandant « jusqu'à quelles extrémités – bombardements, invasion – peuvent aller les Américains alors que l'attitude tant coréenne qu'iranienne semble donner raison aux néoconservateurs les plus pessimistes ». Avec Thérèse, il est toujours minuit moins une sur l'horloge de la catastrophe. Ainsi, le 23 août 2005, elle s'inquiète encore : « Rien ne sera donc fait avant fin septembre. Il sera alors trop tard pour brandir des menaces qui aient un sens pour Téhéran. L'Iran aura donc sa bombe, et tous ceux – Européens, Russes et Américains – qui ont déclaré que ceci est inacceptable devront faire face aux conséquences de leur choix d'août 2005⁵. »

4. Thérèse Delpéch, « L'Iran nucléaire : La course contre la montre », *Politique étrangère*, mars 2005.

5. « Iran, août le mois crucial », *Le Figaro*.

De quelques « faussaires » en particulier

Thérèse Delpech ne doit pas avoir le même calendrier que nous : après la date cruciale, le monde n'a pas basculé davantage dans le chaos et l'Iran n'a toujours pas sa bombe.

Le 10 avril 2006 dans *Le Figaro*⁶, elle estime que le programme iranien donne raison « à ceux qui prétendent que la bombe iranienne serait disponible non pas dans cinq ans mais peut-être plutôt dans deux », de même, dans *Politique internationale* du printemps 2006, elle écrit que « tout compromis avec l'Iran est désormais contraire au droit international ». Et elle dit comprendre l'opinion du sénateur McCain : « La seule chose qui soit pire qu'une action militaire contre l'Iran est un Iran nucléaire. » Heureusement, elle se veut rassurante sur une éventuelle opération militaire ! « Recourir à la force n'est certes pas souhaitable, ce n'est toutefois pas impossible. » Il ne s'agirait en aucun cas de détruire tous les sites nucléaires et balistiques, uniquement les principaux. Ouf !

Le 18 juin 2009 dans *Le Nouvel Observateur*, Thérèse Delpech explique que « l'option militaire, qui n'a jamais été exclue, même si c'est le moins souhaitable. Elle est possible à condition de ne pas

6. « Le temps de la diplomatie trop lent face au sprint du nucléaire iranien. »

Thérèse Delpech, Madame Tapedur

se donner l'objectif de détruire tout le programme nucléaire et balistique mais de le retarder ».

Après avoir justifié la guerre d'Irak par l'existence d'armes qui n'existaient pas, Thérèse Delpech incite à des frappes contre l'Iran qui, depuis plusieurs années, est tout près d'avoir l'arme nucléaire. Mais comme elle s'exprime fort, que son statut présuppose des connaissances réelles, peu de contradicteurs se mettent sur sa route ou ont le toupet de lui rappeler ses erreurs passées. Notre « experte » peut continuer à présenter ses croisades occidentalistes comme s'appuyant, non sur des convictions idéologiques discutables, mais sur l'observation des faits. Ce qui est loin d'être le cas.



Frédéric Encel : Un homme d'influence

Un ancien membre des Frères musulmans qui citerait constamment le fondateur du mouvement, Hassan al-Banna, qui n'aurait de cesse de s'inventer des titres universitaires fantaisistes afin de se donner une caution scientifique, et dont les prestations médiatiques auraient toujours pour objet la défense des thèses du Hamas, aurait peu de chances d'occuper une place centrale dans les médias ou d'être considéré comme un expert respecté et neutre sur les questions stratégiques, notamment celle concernant le Proche-Orient. À ce titre, on peut donc féliciter Frédéric Encel qui réussit l'exploit de s'imposer, en utilisant il est vrai des références inversées.

De quelques « faussaires » en particulier

Il y a peu encore, Frédéric Encel ne cessait de se référer à son maître Vladimir Jabotinsky (figure historique de l'extrême droite israélienne). Étudiant, il fut un dirigeant du Betar, l'organisation extrémiste juive. Un passage qu'il préfère dissimuler aujourd'hui. À l'inverse, il donne le tournis tant il aligne les appellations universitaires qui n'ont aucune réalité. Néanmoins, il se présente sans qu'on y trouve trop à redire comme un expert neutre et distancé sur les affaires stratégiques et proche-orientales.

Frédéric Encel est un bon orateur et un bon débateur. Il écrit bien et réfléchit vite. Il défend avec habileté et constance les positions israéliennes, ce qui est tout à fait son droit. Ce qui est plus problématique, c'est qu'il ne dit pas d'où il parle. Certains abusent de titres universitaires pour épater leur concierge ou leur grand-tante. Pour Frédéric Encel l'objectif n'est pas là. Il s'agit d'une part d'apporter une caution scientifique à ses propos engagés, et d'autre part de donner l'impression d'une insertion professionnelle en réalité inexistante. Ce n'est pas l'université qui fait vivre Encel.

Déjà dans une interview donnée en mai 1996 à *L'Express*, Frédéric Encel se présentait comme professeur alors qu'il n'était que simple doctorant auprès d'Yves Lacoste et qu'il réalisait sa thèse

Frédéric Encel : Un homme d'influence

sur Jérusalem. Par la suite, il s'est présenté tour à tour comme professeur à l'ENA (en fait à l'Institut international d'administration publique, école de qualité, mais moins prestigieuse que l'ENA à laquelle elle est rattachée), à l'Institut d'études politiques de Rennes, à Polytechnique, à Sciences-Po Paris, au Collège interarmées de défense, à l'université Paris VIII ou encore comme directeur de recherche à l'Institut de géopolitique.

En octobre 2005, un petit incident aux « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois est venu mettre un peu d'ordre de ce CV en trompe-l'œil. Les organisateurs du festival ont demandé à Frédéric Encel de corriger sa propre présentation. Il mettait en avant des titres universitaires inexistantes (il se présentait comme « professeur à l'Institut d'études politiques de Rennes »). Par la suite il ne fut plus invité, si ce n'est sur le stand de la librairie pour y signer des ouvrages et rencontrer le public. En 2009, il réussira enfin à retrouver la « lumière » au cours d'un débat de ces « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois : le 9 octobre à 11 h 30, dans une petite salle, il doit intervenir sur le thème du « corps juif dans l'histoire ». Le sujet l'éloigne pour le moins des questions géostratégiques auxquelles il est « habitué ». C'est en fait un débat organisé dans une sorte de festival *off*, dans le cadre des « cartes

De quelques « faussaires » en particulier

blanches » à un organisme invité par les « Rendez-vous de l'Histoire ». Qu'importe, Encel pourra dire : « j'y étais » ! Il reviendra à Blois, toujours en *off*, dans l'édition 2010, pour un débat organisé par la *Revue d'études israéliennes*, sur le thème très géostratégique, « Histoire de la justice israélienne ».

Remarquons au passage que ni Caroline Fourest ni Mohamed Sifaoui, si prompts à dénoncer les faux-semblants de Tariq Ramadan, n'ont jamais jugé utile de faire tomber le trouble masque de M. Encel. Cela ne demande pourtant pas une enquête trop poussée.

Frédéric Encel a été élevé au rang de chevalier de l'Ordre national du Mérite sur proposition du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, pour quinze ans de service civil. Frédéric Encel n'a jamais été enseignant en titre dans aucune université, il n'a fait ici et là, que des heures complémentaires. On peut donc penser que cette demande ne vient pas tout à fait du monde universitaire, mais d'autres cercles. Présenté depuis des années comme « professeur » ou « docteur », il a, en 2008, passé une habilitation à diriger des recherches. Si son mentor Yves Lacoste, et l'ancien ambassadeur d'Israël en France Elie Barnavi ont jugé ses travaux remarquables d'un point de vue scientifique, hélas un

Frédéric Encel : Un homme d'influence

autre universitaire du jury, Jean-Paul Chagnollaud, pourtant choisi par Frédéric Encel, a considéré que les travaux étaient orientés et ne correspondaient pas aux critères scientifiques. Jean-Paul Chagnollaud déclarait : « La géopolitique semble être un moyen pour cacher des choses », notant que dans ses travaux, parlant des tensions très fortes dans la société israélienne, il ne parlait pas des Arabes israéliens ; faisant un état des armes israéliennes, il ne parlait pas des missiles israéliens, et ne faisait jamais aucune référence au droit international. Ces réserves émises, le professeur Chagnollaud accepta néanmoins de ne pas faire obstacle à la décision favorable du jury. Elie Barnavi déclara alors : « Vous avez pris ce parti pris de ne pas prendre de parti pris. »

À la suite de son habilitation à diriger des recherches, Frédéric Encel s'est présenté comme directeur de recherche à l'Institut français de géopolitique. Cela était nettement plus prestigieux qu'« enseignant à l'École supérieure de gestion », même simplifié en ESG. L'École supérieure de gestion est une école de commerce assez engagée. Clément Weill-Raynal, militant de choc de l'extrême droite pro-israélienne y est également enseignant. Cette école a organisé quelques conférences stratégiques. Plusieurs d'entre elles portaient sur le thème de la menace iranienne, en

De quelques « faussaires » en particulier

association avec la revue néoconservatrice *Le Meilleur des mondes*.

Le 9 septembre 2009, Frédéric Encel participe à un colloque de la Fondation pour la recherche stratégique, François Heisbourg le présente en disant justement : « On ne le présente plus. » Frédéric Encel n'a pas arrêté de rendre hommage à Yves Lacoste pour s'abriter derrière son ombre tutélaire, mais il n'était plus présenté comme directeur de recherche de l'Institut français de géopolitique. Entre-temps, Béatrice Giblin, la directrice de l'Institut ayant succédé à Yves Lacoste, l'avait prié de cesser d'utiliser ce titre qui n'avait pas de réalité, Encel ne dispensant que quelques heures de cours par an à l'Institut mais n'y est pas employé de façon permanente.

Dans un *tchat* au *Nouvel Observateur* en janvier 2005, à la question de savoir si ses partis pris pro-israéliens notoires ne le disqualifiaient pas vis-à-vis du conflit israélo-palestinien, Frédéric Encel, sans se laisser démonter, expliquait : « Je n'ai jamais été critiqué pour un parti pris quel qu'il soit par des gens de bonne foi. Seuls les dogmatiques de part et d'autre, soit du côté pro-israélien, soit du côté pro-palestinien, me critiquent de temps à autre. Mes six ouvrages, mes titres et fonctions universitaires, ainsi que mon expérience du terrain rendent difficilement

Frédéric Encel : Un homme d'influence

contestables mon objectivité et ma compétence quant au conflit. » Cette insistance à mettre en avant ses titres universitaires est pour le moins étrange. Les véritables universitaires ne se sentent pas obligés de décliner leurs titres aussi fréquemment.

Selon lui, « Charles Enderlin est juif et franco-israélien. Sa méthode journalistique irrite beaucoup. Il y a un déséquilibre qui confine à la malhonnêteté intellectuelle la plus totale. Charles Enderlin n'est pas objectif, c'est clair. » L'objectivité pour un juif, selon Encel, c'est un soutien inconditionnel à Israël.

Mieux encore, dans une conférence à Grenoble organisée par l'Appel unifié juif de France, le 25 mars 2001 : « Quand je vois qu'il y a des gens dans *Le Monde* ou *Libération* qui ont un nom à consonance juive et qui signent des tribunes où ils entretiennent une haine de soi, il faut savoir qu'ils ont tort et qu'ils n'engagent qu'eux-mêmes. » On ne saurait faire ce reproche au « professeur Encel ».

Lors de la même conférence, il déclare : « L'un des grands visionnaires du sionisme politique auquel j'aime me référer, Jabotinsky, avait compris au moins une chose, il ne sera jamais possible de convertir les Arabes de Palestine au sionisme. Sur les centaines de Palestiniens et d'Arabes que j'ai rencontrés durant mes recherches doctorales, pas un, pas même un demi n'a reconnu le sionisme.

De quelques « faussaires » en particulier

Soyons donc sûrs de notre bon droit, c'est un problème de légitimité. Vous êtes ainsi obligé d'être systématiquement le plus fort, et d'utiliser ce que Jabotinsky préconisait, une muraille d'acier. »

Le 29 septembre 2002, il était l'invité de l'émission « Les repères de l'Histoire » sur France 5, avec Alexandre Adler. À une question de l'animateur, Laurent Joffrin, sur les relations entre services secrets israéliens et la diaspora juive, Adler affirmait n'avoir jamais été contacté par le Mossad. Frédéric Encel lui, déclarait : « Moi non plus, je n'ai pas été contacté, d'ailleurs aucun autre service non plus. C'est très vexant à la longue. »

À partir de la fin de l'année 2002, un nouveau Frédéric Encel va apparaître. Fini les références récurrentes à Jabotinsky, l'extrémiste de droite israélien. Désormais, Encel se présente, de façon systématique, comme membre du camp laïc et de la gauche modérée. Il dresse alors des lauriers au mouvement « Ni putes, ni soumises » au nom justement de la gauche et de la laïcité.

C'est ainsi que lorsque Sharon était Premier ministre, il prit une part active pour lui donner l'image d'un homme pragmatique, loin de celle du partisan de la ligne dure à l'égard des Palestiniens et d'adversaire acharné du processus de paix qui lui collait, non sans raison, à la peau. Sous l'image du faucon se cachait selon Encel une colombe patriotique.

Frédéric Encel : Un homme d'influence

Dans *Le Figaro* du 8 août 2005, il écrit : « N'en déplaise aux promoteurs d'une vision manichéenne en diable du personnage, Ariel Sharon est un pur produit de la gauche sioniste laïque. »

Cela ne l'empêchait pas de participer, en octobre 2005, à un débat organisé par le Likoud en France, sur le thème « Les tragiques événements de Gush Katif », à savoir l'expulsion de colons israéliens de Gaza après le retrait unilatéral décidé par Sharon.

De façon hallucinante, Frédéric Encel a été invité par le JT de France 2 à commenter les obsèques de Yasser Arafat. Sans respecter le deuil, pendant la retransmission de la cérémonie, il n'a cessé de mettre en cause Arafat pour son soutien au terrorisme et sa corruption. Par souci d'équilibre, on peut penser que la rédaction de France 2 invitera sans doute Tariq Ramadan à commenter les obsèques de Sharon...

Après la publication de mon livre *Est-il permis de critiquer Israël ?*¹, Frédéric Encel a écrit à 400 personnes pour protester contre le jugement que je portais sur son analyse du monde arabe, indiquant que l'IRIS était de toute façon en crise et voué à disparaître. Il faut être animé par un zèle de délateur particulier pour constituer un fichier

1. *Op. cit.*

De quelques « faussaires » en particulier

de 400 personnes, prendre le temps de personnaliser les lettres, les mettre sous enveloppe et les poster afin de nuire à un « adversaire ». Ce ne sont pas des méthodes qui favorisent le débat d'idée, ni même une bonne polémique intellectuelle. En tout cas ce ne sont pas mes méthodes. Mais, il est vrai que si Frédéric Encel et moi travaillons sur les mêmes sujets, nous ne faisons pas le même métier.

Dans *L'Essentiel des relations internationales*, auquel il collabore régulièrement, il réalise des entretiens sur le danger islamiste. ŀurprise, quelles sont les deux personnes interrogées par Frédéric Encel ? Il s'agit de Caroline Fourest qui dénonce le danger totalitaire qui existe à nouveau, et Mohamed Sifaoui qui dénonce l'instrumentalisation du passé colonial de la France à des fins politico-religieuses et communautaristes.

Interviewé sur le site du CRIF, le 16 juin 2008, sur son *Atlas géopolitique d'Israël : Aspect d'une démocratie en guerre* (le titre est déjà tout un programme !), il donne un exemple de ce que les cartes de son atlas démontrent : « Il s'agit par exemple de montrer concrètement où se sont situés les principaux attentats, et de mettre cette réalité en rapport avec l'érection de la barrière de séparation. Là, la raison de la chute du nombre d'attentats de type "kamikaze" s'évalue immédiatement. » Bref, la géopolitique au service du mur !

Frédéric Encel : Un homme d'influence

Le 9 juillet 2005, *Le Monde* publiait une publicité à propos de la sortie du DVD d'Éric Rochant *Les Patriotes*. Outre le film, il était proposé un entretien avec « Frédéric Encel, le spécialiste du Mossad ». Pour une fois, il n'y avait pas de publicité mensongère. C'est probablement cette connaissance intime des services israéliens qui lui vaut d'être interviewé par *Paris-Match* le 2 septembre 2010 à propos du livre *Le Prince vert*, qui raconte l'histoire d'un Palestinien qui s'est mis au service du Mossad. On lui demande ce qui peut motiver des Palestiniens à travailler pour les services israéliens. Frédéric Encel y voit le résultat de « motivations très matérielles et prosaïques, par exemple, des propriétaires palestiniens qui risquent leur vie en vendant des terres ou leurs maisons à des juifs notamment à Jérusalem. En général, on les retrouve ensuite en Amérique du Nord sous de nouvelles identités et avec des comptes en banque bien garnis ». Bel exercice de désinformation. Il est très rare que des propriétaires palestiniens vendent leurs terres ou leurs maisons à des juifs. La plupart du temps ils en sont expropriés par décision des instances israéliennes. La principale motivation des Palestiniens à collaborer avec les services israéliens repose sur le désir de pouvoir avoir accès à un membre de la famille qui est prisonnier et d'améliorer son sort,

De quelques « faussaires » en particulier

voire même de pouvoir se faire soigner, le chantage aux traitements médicaux étant devenu un instrument de pression. Toujours dans le registre de la désinformation soft, interrogé sur France Inter le lundi 26 juillet 2010 sur le tourisme dans les pays non démocratiques, sur ces pays qui sont à la fois des régimes totalitaires mais dotés d'un patrimoine inouï comme la Syrie – passons sur la définition du terme totalitaire en lieu et place d'autoritaire ou dictatorial –, Frédéric Encel répond que la Syrie est un pays absolument magnifique mais affirme qu'on ne peut pas y voyager seul car c'est interdit, ce qui est tout simplement faux.

Après l'assaut de la flottille humanitaire qui voulait briser le blocus de Gaza, et au cours duquel l'armée israélienne fit neuf morts, le prestige d'Israël fut fortement atteint. Mais, le soldat-universitaire Encel va se mobiliser pour défendre la cause (« juste », évidemment) de l'État hébreu dans les médias. Ses éléments de langage sont clairs. Il faut marteler (par exemple chez Karl Zéro sur BFMtv le 31 mai 2010 ou dans *Le Point.fr* le 2 juin 2010) que les conventions internationales permettent à un État d'arraisonner dans les eaux internationales un navire transportant une cargaison suspecte. C'est vrai. Mais, ce n'est pas la question : Israël ne s'est pas contenté d'arraisonner

Frédéric Encel : Un homme d'influence

des navires. Il y eut un assaut militaire et neuf victimes. Et cet aspect n'est pas autorisé par les conventions internationales.

En réalité, Frédéric Encel est comme un personnage sorti du monde de Volkoff, un agent d'influence déguisé en professeur.



François Heisbourg : Qui paye la musique choisit la partition

Diplomate de formation, François Heisbourg faisait partie de la petite équipe qui travaillait sur les questions de défense au Parti socialiste avant 1981. À cette époque, les spécialistes de ces sujets étaient rarissimes à gauche. Il devint conseiller diplomatique de Charles Hernu, ministre de la Défense, et se distingua très rapidement par ses très grandes capacités intellectuelles, qui n'avaient d'égale que l'estime qu'il se portait à lui-même. Il devait prendre la tête de la direction internationale de la Délégation générale de l'armement à sa sortie du cabinet, mais l'affaire ne se fit pas. Il devint alors, à la surprise générale, directeur de l'International

De quelques « faussaires » en particulier

Institute for Strategic Studies, organisme extrêmement prestigieux basé à Londres, ayant de forts liens avec les États-Unis. Cet organisme était connu pour relayer les thèses atlantistes en Europe. Dans la mesure où la France était considérée comme un allié difficile des États-Unis, le fait qu'un Français prenne la tête de cet organisme fit beaucoup de bruit. Mais cela n'allait pas se traduire par une percée de l'influence française dans les cercles atlantistes mais plus par l'avancée des idées américaines auprès du public français. François Heisbourg se fit critique des positions traditionnelles de la France sur le plan stratégique, ce qui renforça sa popularité dans les cercles atlantistes. Un Français qui critique la politique étrangère de la France, c'était, à leurs yeux, la preuve de son ouverture d'esprit et de sa liberté de ton. La volonté d'autonomie stratégique de la France était présentée par François Heisbourg comme une relique du passé. Il plaida avec acharnement pour une modernisation de la politique française, en clair, une réintégration dans l'OTAN et un alignement présenté comme un signe de solidarité avec la politique américaine. Il critiquait logiquement très régulièrement les efforts pour créer une autonomie européenne.

La reconnaissance par les États-Unis, les milieux stratégiques et le fait de travailler sur les relations internationales lui conférèrent une aura

François Heisbourg : Qui paye la musique...

supplémentaire. Il devint l'une des vedettes médiatiques. Après quelques années passées à Londres, François Heisbourg revint en France où il se fit embaucher par la firme d'armement Matra. Il continuait à être régulièrement interrogé sur les questions stratégiques. Il ne répondait pas au titre de son employeur, mais était présenté comme président de la « section française de l'IISS ». Cette section française, sans activité réelle, permettait d'apparaître en public, de manière plus noble et surtout plus neutre que comme salarié d'une entreprise d'armement. Très rapidement, il apparut que la plupart des préconisations de « l'expert » François Heisbourg n'étaient en rien incompatibles avec les intérêts de Matra. Le hasard fait si bien les choses parfois...

Lorsque Pierre Joxe créa la Fondation pour les études de défense en 1992, il songea naturellement à François Heisbourg pour en prendre la présidence. Un tir de barrage des industriels concurrents de Matra l'en empêcha. Resté membre actif du Parti socialiste, il plaida, après le retour de la gauche au pouvoir en 1997, au nom de grands principes cette fois, la modernisation industrielle, pour que Matra puisse acquérir la firme Aérospatiale. Il le fit de façon si maladroite et si visible que sa crédibilité fut atteinte. Pour se relancer, il essaya de récupérer la direction de

De quelques « faussaires » en particulier

l'Institut des hautes études internationales (Genève), mais ses prétentions financières firent échouer son projet. Il réintégra donc le Quai d'Orsay. Ses différentes tentatives pour se faire élire député national ou européen ayant échoué (ses rapports distants avec la base ne lui ayant jamais fait passer le stade de l'investiture), il commença à envisager un poste d'ambassadeur. Mais que faire d'un diplomate qui, dans un passé encore récent, n'avait cessé de fustiger la politique étrangère française et sa ligne « gaullomitterrandienne » ? Il paraissait difficile, au moment où le gouvernement Jospin mettait un coup d'arrêt à la réintégration dans l'OTAN voulue par Chirac, de lui confier l'ambassade auprès de l'OTAN que celui-ci souhaitait justement. Ses autres demandes, pour correspondre à l'idée qu'il se faisait de lui-même, ont paru exorbitantes au vu de son âge et de sa position statutaire. Les propositions qui lui ont été faites n'étaient, elles, pas à la hauteur de ses espérances.

Une réflexion s'étant engagée sur la place de l'enseignement et la recherche en matière de relations internationales, Matignon lui confia une mission d'étude sur le sujet. François Heisbourg créa une commission, procéda à de nombreuses auditions, et rendit un rapport dans lequel il préconisait une fusion de la Fondation des études

François Heisbourg : Qui paye la musique...

de défense et de l'Institut des hautes études de défense nationale. Il aurait évidemment bien pris la présidence du nouvel organisme. La mission se transformait de fait en lettre de candidature. La fusion ne se fit pas mais François Heisbourg fut nommé, en 2000, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, qui venait de succéder à la Fondation pour les études de défense. Mais, sa gestion étant jugée peu efficiente, il fut remplacé, en 2005, à la direction par un haut fonctionnaire du ministère. Il accepta de rester dans cet organisme au titre de conseiller auprès du directeur.

Je dois confier m'être trompé sur ce personnage. Lorsqu'en 2000 le cabinet du ministère de la Défense, cherchant à caser Heisbourg quelque part, avait songé à lui confier la direction de la FRS, je pensais qu'il était curieux de confier l'un des rares postes de responsabilité dans le domaine de la recherche stratégique française à quelqu'un qui avait plus souvent défendu les points de vue américains que français. Mais cela a contribué à changer l'approche d'Heisbourg. Devenu salarié du ministère de la Défense, il a cessé de voir la politique étrangère et de défense française comme ringarde et critiquable. Il s'est répandu dans les médias pour louer son esprit de réforme et de dynamisme. Cela confirme le dicton « Qui paye la musique choisit la partition ».

De quelques « faussaires » en particulier

À l'orée de la guerre d'Irak, François Heisbourg va retrouver sa « ligne politique » et plaider pour un alignement de la France sur les États-Unis, fût-ce sur un projet de guerre illégale prônée par les néoconservateurs, lui qui se prétendait alors homme de gauche. Sa mission, et il l'a acceptée, était d'influencer l'opinion française pour que la guerre d'Irak soit considérée comme un objectif légitime. Le 23 février 2002, il déclara ainsi au micro de RFI : « Lorsqu'on a 15 milliards de dollars de revenus pétroliers par an, on a les moyens de se doter de moyens de destruction massive nécessaires pour le cas où l'on souhaiterait le faire. En l'absence de tout régime d'inspection en Irak, il est bien entendu impossible de répondre par oui ou par non, mais si l'Irak voulait nuire il pourrait nuire. »

Dans *Le Monde* du 15-16 septembre 2002, il écrivait : « Face à la menace de terrorisme muni d'armes de destruction massive, la prévention peut s'imposer dès lors que les autres outils dissuasifs ou coercitifs traditionnels se révèlent inopérants. » Le terme de « prévention » ne doit pas induire en erreur. Par un habile artifice de langage, la prévention ne s'oppose pas à la répression, mais signifie « prévention par des moyens militaires » donc la guerre. À cette époque, les néoconservateurs popularisaient l'idée de « guerre préventive ».

François Heisbourg : Qui paye la musique...

François Heisbourg estime néanmoins que ce débat doit passer par les institutions multilatérales. « La France quant à elle ne pourra pas, au moment de passer au vote, conduire une politique différente de celle de la majorité du Conseil, c'est-à-dire de celle des États-Unis. En effet, il n'y aura pas de veto chinois ou, *a fortiori*, russe. Les États-Unis et le Royaume-Uni pourront rassembler sans difficulté excessive la majorité des voix nécessaires pour faire passer une résolution parmi les membres tournants du Conseil. La France votera sans doute affirmativement au terme des consultations au sein du Conseil. Aussi, il sera de notre devoir d'appliquer la décision prise, y compris le cas échéant par une participation militaire significative en cas de refus irakien d'obtempérer. »

En terme de qualité de pronostic, on a vu mieux. Il n'y a pas eu de majorité au Conseil de sécurité pour la guerre (mais seulement quatre voix sur quinze malgré les énormes pressions américaines), la Chine et la Russie se sont opposées aux États-Unis. Mais au-delà de cette erreur de prévision, on voit bien l'objectif. Présenter la France comme coincée, n'ayant pas le choix, devant suivre le courant dominant et participer à la guerre. Pour Heisbourg, il était inimaginable que la France ne se range pas du côté du plus fort. La tradition

De quelques « faussaires » en particulier

gaullo-mitterrandienne, justement de dire ce qu'on pense vrai et juste, et de refuser de s'incliner face au plus fort ? Connais pas !

Le 20 septembre 2002 dans *Le Point*, il déclare : « Nous savons depuis vingt-cinq ans que Saddam Hussein a du chimique, qu'il continue à en produire et qu'il l'utilisera le cas échéant sur le champ de bataille. »

Présentant un rapport de l'IISS, dont il est devenu président, sur les armes de destruction massive en Irak, il affirme que l'Irak détient le record mondial des violations de ses engagements en matière de traité de non-prolifération d'armes nucléaires, d'utilisation d'armes biologiques et chimiques. Il affirme : « Les armes biologiques et chimiques existent bel et bien. » Il milite en faveur d'une opération plutôt rapide et légère contre l'Irak au lieu d'une opération longue et mobilisant des forces importantes comme en 1991. L'étude de l'IISS vient donc conforter les projets guerriers de Bush, en les validant au titre de l'expertise stratégique, censée être indépendante¹.

Dans *Le Nouvel Observateur* du 13 février, il se demande si une guerre contre l'Irak serait légale. Oui, selon lui, « puisque la coopération de l'Irak dans la recherche des armes de destruction massive

1. *Le Monde*, 10 septembre 2002.

François Heisbourg : Qui paye la musique...

n'a été ni substantielle, ni inconditionnelle. Les éléments de preuve fournis par Colin Powell dans les domaines biologique et balistique tendent à montrer qu'il y a une fausse déclaration ». On sait que les éléments de preuve présentés par Powell en février 2003 devant l'ONU étaient faux. Mais, là encore, une tentative pour faire admettre l'évidence selon Heisbourg : se ranger du côté des Américains et recourir – puisqu'il n'y a pas d'autre solution – à la guerre.

À la question « Les Américains peuvent-ils gagner la paix ? », il répond : « Sur cette question je voudrais mettre les choses au point, d'abord il est totalement faux de dire qu'ils n'ont pas pensé à l'après-guerre. Qu'il s'agisse du débat théorique de l'occupation durable, ou des préparatifs pratiques, avec l'entraînement de forces irakiennes de l'opposition, ils sont en plein dedans. »

Comme on le sait, les événements qui suivront ne viendront pas tout à fait conforter la thèse de notre « expert ». Mais ce n'était pas tout à fait une erreur, plutôt une volonté d'amadouer l'opinion publique en la rassurant : « Ne vous inquiétez pas si la guerre est toujours regrettable, tout est planifié par la suite, et tout ira bien. »

La guerre déclarée, François Heisbourg se fera moins tranchant dans ses déclarations pro-américaines et pro-guerre. Remords ? Prise de

De quelques « faussaires » en particulier

conscience ? Non. Rappel à l'ordre de l'employeur. Si notre expert est président de l'IISS, c'est une fonction honorifique, qui n'est pas directement rétribuée. Détaché du Quai d'Orsay, il est directeur de la Fondation pour la recherche stratégique qui dépend étroitement du ministère de la Défense, employeur par ailleurs de François Heisbourg.

En mars 2004, il est contraint de rétropédaler, « l'étude de l'IISS expliquait, nous dit-il, quels étaient les faits et les hypothèses. Le problème est que la plupart des hypothèses étaient fausses ». Quel dommage² !

Dans *Le Monde* du 6 juin 2004, Heisbourg déclare : « Les Américains ont dû déployer en Irak une combinaison peu ordinaire d'activisme borné et d'incompétence sans bornes pour susciter dans le monde arabe et au-delà un rejet massif. » On a connu des revirements moins brusques ! C'est un grand art que de brûler ce qu'on adore, tout en prenant une posture de constance. Chapeau l'artiste !

2. Dans son livre *La Plaie*, le journaliste Sylvain Attal vend la mèche : « Plusieurs experts en relations internationales travaillant pour le ministère de la Défense sont sommés de mettre un mouchoir sur leurs inquiétudes. La fronde française contre l'unilatéralisme américain au nom de la paix est alors une opinion dominante qu'il est politiquement dangereux de combattre », Denoël, 2004, p. 64.

François Heisbourg : Qui paye la musique...

La guerre d'Irak n'ayant pas produit les effets escomptés, il était temps de se saisir d'un nouveau dossier. Place désormais à l'Iran. Dans un article publié le 1^{er} septembre 2005 dans *Le Monde* : « La crise iranienne promet au contraire d'être un acte fondateur de ce que sera le futur système international. »

Le 28 août 2007, il estime : « Si on laisse les choses se faire, on n'échappera pas à une alternative catastrophique : la bombe iranienne, ou le bombardement de l'Iran. » De quoi effrayer les chaumières !

Le 1^{er} octobre 2007, il déclare à *Géoéco blog* : « Le risque de transmission de la bombe nucléaire au Hezbollah, véritable excroissance terroriste des pasdarans, et le risque de prolifération généralisée au Moyen-Orient s'avéreront délicats à manier dans les années à venir. » Que l'Iran arme le Hezbollah est avéré. Mais qu'il lui fournisse l'arme nucléaire (que par ailleurs il n'a pas !) est une autre histoire. Les États quels qu'ils soient, Iran inclus, n'ont pas vocation à donner l'arme suprême à des groupes infra-étatiques. Mais la crainte de voir le Hezbollah doté de l'arme nucléaire permet de lever les réticences face à une opération militaire contre l'Iran.

En septembre 2007, François Heisbourg publie *Iran, le choix des armes ?*. L'objet du livre est d'attirer

De quelques « faussaires » en particulier

l'attention du public sur la menace iranienne et sa volonté de se doter de l'arme nucléaire, ce qui représenterait une catastrophe stratégique. Dès la première phrase, l'auteur plante le décor : « La paix et la guerre nucléaire dans le monde dépendent de l'avenir des ambitions nucléaires iraniennes » (page 7). En effet, si l'Iran acquiert des armes nucléaires, la perspective sera celle d'un conflit atomique. Cette thèse n'est pas tout à fait inédite. C'est celle que développent depuis déjà assez longtemps de nombreux responsables israéliens et les faucons américains.

Problème, le public n'est pas toujours amnésique, et il a en mémoire le précédent des armes nucléaires irakiennes. L'argument de la « guerre indispensable » pour empêcher la prolifération, on le lui a déjà fait, et il est sceptique. Aussi, François Heisbourg, avec un aplomb qui force l'admiration (page 9) : « Pourquoi crier au loup nucléaire iranien quand nous avons vu comment les peuples, et parfois les gouvernements, ont été trompés par les déclarations définitives (mais de qui donc, *N.D.L.R.* ?) sur les armes de destruction massive, supposées être détenues par l'Irak ? Sur ce point, une note personnelle : l'auteur s'est déclaré clairement et fermement contre l'aventure militaire américaine en Irak. » On assiste là à une acrobatie intellectuelle digne de Valentin le Désossé.

François Heisbourg : Qui paye la musique...

Comme on l'a vu, l'opposition d'Heisbourg à la guerre avant celle-ci était tout sauf évidente. Et si par la suite il a cessé de critiquer l'opposition de la France à la guerre, c'était pour s'être vu rappelé à l'ordre par son employeur, le ministère de la Défense. Se targuer d'avoir été opposant à la guerre d'Irak pour justifier celle contre l'Iran relève de la manipulation.

Après avoir étudié plusieurs scénarios, l'auteur se demande : « Serait-il plus catastrophique de frapper que de ne pas frapper ? » Il conclut : « Le recours à la force serait marginalement moins calamiteux que l'acceptation du franchissement du seuil nucléaire par l'Iran » (page 171).

Dans une émission « L'Iran, où va le monde ? » de la Bibliothèque Médicis, le 23 novembre 2007, il estime, se basant sur un rapport de l'AIEA, qu'il faudra deux à trois ans à l'Iran pour acquérir la bombe. Patatras, le 5 décembre 2007, seize agences de renseignement américaines publient un rapport selon lequel l'Iran ne poursuivrait pas un programme d'enrichissement du nucléaire pour un usage militaire. Pour François Heisbourg cela ne change rien, il y voit en premier lieu l'expression d'un remords. « Les agences de renseignement des États-Unis ont fait n'importe quoi au moment de la crise irakienne en exagérant le danger, raison de plus pour dire qu'ils ne prennent

De quelques « faussaires » en particulier

peut-être pas aujourd'hui la mesure du danger en Iran. »

Dans *Libération*, le 12 juillet 2008, à la question « Serait-il plus catastrophique de frapper que de ne pas frapper ? » – « Le recours à la force serait marginalement moins calamiteux que l'acceptation du franchissement du seuil nucléaire par l'Iran, suivi par celui d'autres États de la région. »

Il remet le couvert en février 2009, au campus numérique juif Akadem, il estime : « Il n'y a pas une alternative au *Bomb and talk*. » En poussant le bouchon un peu loin, il est possible d'affirmer que le dialogue avec l'Iran deviendrait totalement ouvert et libre, dès lors que l'Iran serait en conformité avec les résolutions du Conseil de sécurité, grâce à l'élimination de sa capacité de production de Natanz. Le grand dialogue pourrait commencer. « *Bomb and talk*. Le cas syrien montre que ce genre de choses n'est pas inimaginable. » En clair, dans cette contribution qui n'est pas destinée au grand public, Heisbourg estime qu'on négociera mieux avec l'Iran après l'avoir bombardé. Le shérif Heisbourg tire d'abord et discute après. « Si vous me demandez mon avis sur l'intérêt comparé d'un bombardement américain ou israélien, à tout prendre, je préfère la solution israélienne parce qu'elle se prête davantage au retour à la politique que la solution américaine. Les Américains ne

François Heisbourg : Qui paye la musique...

savent pas, dans leur art de faire la guerre, organiser la conduite des opérations militaires en liaison avec le retour au politique après la guerre. » On a vu tant au Liban qu'à Gaza que les Israéliens étaient, eux, passés maîtres en la matière.

Les propos d'un « expert » qui est allé répétant qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak justifiant une guerre « préventive » et qui plaide désormais pour des opérations militaires en Iran pour empêcher ce pays de se doter de l'arme nucléaire devraient au minimum être considérés avec prudence. Plus généralement, comment expliquer les méprises de François Heisbourg ? Sont-elles de simples erreurs de pronostic, ou dénotent-elles une volonté de tromper volontairement l'opinion publique ?



Philippe Val : De Léo Ferré à Torquemada

Philippe Val doit être salué pour son habileté. Il entend passer et est présenté par ses amis comme un franc-tireur, un esprit libre, un rebelle, farouchement favorable à la liberté et intrinsèquement hostile aux pouvoirs établis. Ce fut vrai, ça ne l'est plus. Il tente encore de bénéficier de cette image appartenant à un passé bien révolu. Philippe Val est un « faussaire » qui essaie de dissimuler ce qu'il est devenu, pour conserver l'image de ce qu'il a été. Aujourd'hui, Philippe Val recherche les honneurs, la fréquentation des puissants et des célèbres, il est avide de reconnaissances officielles. L'anar amoureux de Ferré s'est habitué à boire à pleines gorgées « à la coupe des bien-pensants » que dénonçait Léo.

De quelques « faussaires » en particulier

C'est, selon moi, un inquisiteur qui veut excommunier et pourchasser les mécréants qui ne partagent pas ses idées, ou pire encore qui ont osé exprimer publiquement un désaccord avec le dogme qu'il défend.

Cette traque aux opposants a été manifeste lorsqu'il a mis à la porte les deux humoristes de France Inter, Stéphane Guillon et Didier Porte, sous des prétextes fallacieux, malgré les torrents de protestations des auditeurs. C'est bien le caractère incontrôlable et corrosif de leur humour, celui-là même qui faisait autrefois le charme de *Charlie Hebdo*, qui a été sanctionné. Mais si ce fut un coup de maître, ce n'était pas un coup d'essai.

Les deux humoristes avaient été avertis dès la nomination de Philippe Val à la tête de France Inter que leurs jours étaient comptés. Il prit prétexte d'une chronique où Didier Porte avait employé le terme « enculés », le 20 mai 2010, pour lui retirer sa chronique matinale du jeudi matin puis celle quotidienne de 12 minutes dans l'émission « Le fou du roi » de Stéphane Bern.

Pourtant, une affiche du spectacle que Philippe Val faisait au milieu des années quatre-vingt avec Patrick Font les représentait en train de faire subir ce sort au ministre de la Culture de l'époque François Léotard.

Philippe Val : De Léo Ferré à Torquemada

Le 14 novembre 2007, l'éditorial de *Charlie Hebdo* était intitulé « Enculé Président » évoquant l'altercation entre Nicolas Sarkozy et un marin de Guilvinec.

Une autre explication fut donnée : l'humour n'avait pas sa place dans la tranche matinale liée à l'actualité. Argument contradictoire avec l'affirmation postérieure selon laquelle l'humour faisait partie de l'ADN de la station et la tentative – qui a échoué – de mettre deux autres humoristes dans la matinale à une heure plus tardive. L'un d'entre eux, Raphaël Mezrahi, abandonna après moins de deux semaines. L'autre, Gérard Dahan, fut remercié en octobre après un papier sévère sur Michèle Alliot-Marie. Philippe Val a donc sciemment écarté deux humoristes très populaires, réalisant un pic d'audience mais qui lui déplaisaient. Peu importe que cela secoue la station, que l'image et l'audience de France Inter soient atteintes. Le 23 juin 2010, Radio France a finalement été condamnée à verser 212 000 euros à Stéphane Guillon, le licenciement étant estimé « sans causes réelles ni sérieuses ».

Car de *Charlie Hebdo* à France Inter, c'est une longue carrière de « censeur » que Philippe Val a entamée. Lui qui a écrit un livre se référant à Voltaire, clamant l'amour pour la tolérance et la

De quelques « faussaires » en particulier

liberté¹, est en fait bien éloigné des principes voltairiens. Loin de pouvoir affirmer : « Je ne suis pas d'accord avec vous, mais je me battraï jusqu'au bout pour que vous puissiez exprimer vos idées », il se battra jusqu'au bout pour empêcher ceux qui lui déplaisent d'avoir droit à la parole. Il ne défendra le principe de liberté totale que pour ses amis et ses proches idéologiques. Bref, on peut considérer que Philippe Val est un libertaire devenu Grand Inquisiteur.

Ainsi, Philippe Val ira jusqu'à essayer de faire annuler le spectacle de Didier Porte au cinéma de Dieulefit, où il a sa résidence secondaire, en août 2010. Il s'était ému auprès de la maire de la ville que l'humoriste évincé de France Inter puisse venir se produire dans la ville où il passait ses vacances².

En mai 2009, Philippe Val était nommé à la tête de France Inter par Jean-Luc Hees, lui-même nommé à la tête de Radio France par le président de la République en vertu de la nouvelle législation. On comprendra assez vite que Philippe Val était le choix premier de Nicolas Sarkozy et que Jean-Luc Hees est venu enrober cette nomination.

1. Philippe Val, *Reviens Voltaire, ils sont devenus fous*, Grasset, 2008.

2. *Bakchich*, 20 août 2010.

Philippe Val : De Léo Ferré à Torquemada

Philippe Val avait d'ailleurs hésité, selon ses propres dires, entre prendre la direction de France Inter ou celle de France Culture. Sa proximité avec Carla Bruni-Sarkozy et son intervention dans l'affaire Siné en faveur du fils Sarkozy semblant avoir été déterminantes dans le choix de sa nomination. Jean-Luc Hees, journaliste respecté, auparavant écarté de la direction de France Inter par l'ancien président de Radio France, Jean-Paul Cluzel, faisait un retour en force. C'était un ami de longue date de Philippe Val. Il lui avait confié une chronique dans son émission « Synergie » et il avait collaboré à *Charlie Hebdo*. Philippe Val admettra par la suite que c'est lui qui avait soufflé le nom de Jean-Luc Hees à Carla Bruni pour la présidence de Radio France. La nomination de Philippe Val qui était jusqu'ici simple chroniqueur à France Inter et ne paraissait pas *a priori* avoir les compétences pour diriger la station a surpris beaucoup de monde. Cela correspondait à un désir ancien de Philippe Val de se voir attribuer un poste officiel et une reconnaissance plus forte que celle de directeur d'un journal satirique, par ailleurs en grande difficulté. Depuis l'affaire Siné, les ventes de *Charlie Hebdo* déclinaient et la survie du journal paraissait en jeu. Comme le reconnaîtra Charb qui lui succéda à la tête de l'hebdo, « Val avait fini par incarner le journal avec des

De quelques « faussaires » en particulier

idées politiques minoritaires au sein de la rédaction³ ». Nommer Val à France Inter permettait à la fois de satisfaire sa soif de reconnaissance institutionnelle et de sauver *Charlie Hebdo*, dont il restait l'actionnaire principal.

Philippe Val avait limogé Siné de *Charlie Hebdo* où celui-ci dessinait depuis des décennies, suite à une chronique sur Jean Sarkozy. Il disait ne pas vouloir en supporter l'antisémitisme. Un vaste mouvement de solidarité s'est créé autour de Siné, et celui-ci allait jusqu'à créer son propre journal *Siné Hebdo*, qui pendant plusieurs semaines a taillé des croupières à *Charlie Hebdo*.

Siné avait ironisé sur le fait que Jean Sarkozy était prêt à se convertir au judaïsme pour se marier avec l'héritière du groupe Darty, de confession juive. Selon Philippe Val, ces propos pouvaient être interprétés comme faisant un lien entre la conversion au judaïsme, le mariage avec une jeune fille juive, la réussite sociale, ce qui est l'un des fondements de la rhétorique antisémite, et n'aurait été ni acceptable ni défendable devant un tribunal. Le caractère antisémite de la chronique ne paraissait pas évident à la plupart des gens, qui par ailleurs faisaient un parallèle entre l'appel à la liberté de critiquer l'islam, dont Val a fait un fonds de

3. *Bakchich Hebdo* n° 36, 4 septembre 2010.

Philippe Val : De Léo Ferré à Torquemada

commerce, et l'intransigeance absolue pour ce qui concerne l'antisémitisme.

Charlie Hebdo voyait sa réputation de journal libertaire être passablement écornée. Il était donc urgent de pouvoir exfiltrer Philippe Val de la tête de *Charlie Hebdo*, afin de sortir de cette vilaine affaire. Pour Alexandre Adler, « aujourd'hui on voit qui a la trempe d'un Zola, d'un général Picard, c'est Philippe Val. Et qui a la bassesse de Drumont, de Maurras ou de Bernanos, ce sont les pétitionnaires semi-trotskistes de l'éternel stalinien Siné ». BHL, Laurent Joffrin, Claude Askolovitch venaient au secours du « courageux » Val alors qu'un vaste mouvement de solidarité se créait autour de Siné.

Le 24 février 2009, la justice innocentait le dessinateur Siné poursuivi pour incitation à la haine raciale, et le tribunal correctionnel de Lyon reprenait dans ses attendus une phrase de Philippe Val, directeur de *Charlie Hebdo* au moment du procès des caricatures : « Le crime est dans l'œil de celui qui regarde le dessin. » Le 30 novembre 2010, le tribunal de grande instance de Paris statuait « qu'il ne peut être prétendu que les termes de la chronique de Siné sont antisémites », ordonnant à la société éditrice de l'hebdo de lui verser 40 000 euros en dédommagement de son licenciement.

De quelques « faussaires » en particulier

À l'annonce de sa nomination à la tête de France Inter, le Syndicat national des journalistes réagissait. Il publiait un communiqué qui allait s'avérer prémonitoire, jugeant extravagant le timing de sa nomination et s'inquiétait. « Un homme coutumier des éditoriaux cinglants saura-t-il incarner la hauteur de vue et la rigueur qui doivent être le propre d'un directeur de France Inter ? L'éditorialiste saura-t-il s'effacer derrière le manager ? Si tel n'était pas le cas, l'image de France Inter pourrait en pâtir rapidement. »

Quelques heures à peine après être arrivé à la tête de France Inter, il vire Frédéric Pommier qui faisait la revue de presse, coupable à ses yeux d'avoir auparavant « cité *Siné Hebdo* sur les ondes de la radio⁴ ». Une décision condamnée par tous les syndicats de la radio.

Outre ces pratiques « maccarthystes », Philippe Val montra rapidement qu'il n'a pas les compétences pour gérer la radio. On lui détacha très rapidement Laurence Bloch, pilier de France Culture, afin de l'épauler. Sans rapport avec les producteurs et la rédaction, isolé, enfermé la plupart du temps dans son bureau, manifestement la greffe n'a pas pris. Selon un journaliste, « Au-delà d'un certain copinage, je vois surtout

4. Cité par Delfeil de Ton, *Le Nouvel Observateur*, 5 mars 2009.

Philippe Val : De Léo Ferré à Torquemada

que Val a fait venir des gens dont la radio n'est pas le métier⁵ ». Dans *Le Nouvel Observateur*, Véronique Groussard cite un journaliste d'Inter : « Il ne sait pas ce que c'est un son, une ambiance, une rythmique, normal il vient de la presse écrite. C'est un entraîneur de ping-pong que l'on propulserait entraîneur de foot sous prétexte qu'il est sportif⁶. »

Il montre son incapacité à préparer la grille de rentrée notamment avec les suppressions d'émissions, pour offrir un créneau de deux heures à Nicolas Demorand qui au final quittera France Inter pour rejoindre Europe 1. Au cours de l'été 2010, l'ensemble de la presse a été rempli des péripéties de France Inter passé sous la férule de Val. La plupart des journalistes de la station se disent consternés par son incompétence et souffrent de la dégradation de l'image d'une station à laquelle ils sont attachés.

Mais Val s'était déjà exercé aux fonctions d'inquisiteur lorsqu'il dirigeait *Charlie Hebdo*. Mathias Raymond, dans un article publié le 8 septembre 2008, rappelle que Olivier Cyran, François Came, Anne Kerloch, Michel Boujut et Mona Chollet ont dû quitter le journal après

5. *Bakchich Hebdo*, 4 septembre 2010.

6. *Le Nouvel Observateur*, 18 février 2010.

De quelques « faussaires » en particulier

l'arrivée de Philippe Val. Un dessin de Lefred Thourond sur Patrick Font lors de son procès pour pédophilie ayant été censuré, le dessinateur a quitté lui aussi le journal. Philippe Corcuff sera également amené à démissionner pour désaccord sur le Proche-Orient. Philippe Val refuse régulièrement de passer les droits de réponse de ceux qu'il met en cause dans *Charlie Hebdo*.

Le dessinateur Jul ayant fait l'erreur de publier un dessin pour *Politis*, que déteste Val, le malheureux dut faire des excuses publiques dans la plus pure tradition stalinienne : « La parution de mon portrait de Chirac en une de *Politis* la semaine passée a pu faire croire à un soutien implicite des prises de position de ce journal contre *Charlie Hebdo*. N'ayant eu connaissance de la teneur des articles accablant *Charlie*, je précise qu'il n'en est rien évidemment. »

Si Philippe Val a bien fait une révolution, c'est la révolution idéologique qu'il a faite sur lui-même. Il va passer de la posture du contestataire libertaire à celle de l'ami des puissants et gardiens de l'ordre, maniant avec dextérité la brosse à reluire tout en essayant de garder une posture de gauche sur certains thèmes comme par exemple le dépistage par ADN pour certains immigrants, position cependant partagée par Carla Bruni-Sarkozy.

Philippe Val : De Léo Ferré à Torquemada

En novembre 1997, sous le titre « Les perroquets du pouvoir », Philippe Val consacrait la quasi-intégralité de son éditorial de *Charlie Hebdo* au plaisir qu'il avait eu de lire le livre sur *Les Nouveaux Chiens de garde* de Serge Halimi. Il parlait des BHL, Giesbert, Ockrent, Sinclair, tous voguant dans la même croisière de milliardaires qui s'amuse, et qui n'ont aucune envie de voir tarir le fleuve de privilèges qui prend sa source dans leur connivence ou leur compromission. Il estimait que le chapitre « Les amis de Bernard-Henri » était à hurler de rire au point tel qu'il conseillait de le lire « à haute voix entre copains⁷ ».

Le 27 mai 1998, sous le titre « BHL, l'aimé Jacquet de la pensée » – c'était avant la victoire de la France en Coupe du monde, à l'époque où il était de bon ton de mépriser Aimé Jacquet –, il s'en prenait à son futur mentor, qui avait assimilé Bourdieu à Le Pen.

Dans les « BHL se rebiffe », *Charlie Hebdo* du 23 septembre 1998, Philippe Val écrit : « Le film de BHL avec Alain Delon, promu par tous les médias, a fait un bide. Le livre de Bourdieu sur la domination masculine, promu par personne, fait un triomphe. Si ça ne vous rend pas joyeux au

7. Mona Chollet, « L'obscurantisme beauf », *op. cit.*

De quelques « faussaires » en particulier

point d'éclater de rire, c'est que vous avez vraiment mauvais caractère. »

Mais après le 11 Septembre, il va faire son grand retournement. L'ennemi c'est désormais le terrorisme islamique. Tous ceux qui s'y opposent doivent être défendus, tous ceux qu'il menace sont dans le bon camp. Il va se mettre à fustiger l'anti-américanisme primaire de ceux qui ont le toupet de s'opposer à la guerre d'Irak. Il va conserver le style agressif, les raccourcis abusifs qui étaient sa marque de fabrique, les cibles vont simplement changer. Ceux qui émettent des doutes quant à la validité des options stratégiques de George Bush sont tout simplement atteints du syndrome de Munich et se font les complices actifs ou involontaires du terrorisme. Pour Val, la guerre d'Irak, Guantanamo, Abou Ghraib, les bombardements sur les populations civiles, les bavures aux checkpoints, tout cela ne compte pas parce que cela fait partie de la guerre antiterroriste. Le directeur d'un journal anarchisant soutenant George Bush, c'est un renfort de poids et de prix. Dans la foulée, Philippe Val va devenir un ardent défenseur du gouvernement d'Ariel Sharon dont les tendances libertaires sont bien connues. Critiquer la répression des Palestiniens par l'armée israélienne, c'est la preuve d'un antisémitisme mal caché. Philippe

Philippe Val : De Léo Ferré à Torquemada

Val va être sans pitié pour tous ceux qui osent émettre des doutes sur le bien-fondé de la politique israélienne tout simplement parce qu'il ne transige pas avec l'antisémitisme. Il va, comme BHL, protester contre la présence de Ramadan au Forum social européen d'octobre 2003. Il multiplie les anathèmes et les syllogismes douteux. Hitler n'aimait pas les juifs, ceux qui critiquent le gouvernement israélien le font parce qu'ils n'aiment pas les juifs, ils sont donc des descendants intellectuels d'Hitler. L'islamisme est le nouveau fascisme ou le nouveau nazisme. Une guerre préventive dès 1938 aurait évité la Seconde Guerre mondiale et le génocide des juifs. Ceux qui s'opposent à la guerre d'Irak, qui ne pensent pas qu'une solution militaire puisse mettre fin au « fascislamisme » n'ont rien compris aux leçons de l'Histoire.

Philippe Val aurait-il eu une révélation divine ? Aurait-il connu son chemin de Damas⁸ ? Le plus probable est qu'il a tout simplement compris qu'il était plus profitable de dire, non ce qu'on pense, mais ce que les élites pensent, si on veut les rejoindre et être admis au club. Ce virage idéologique à

8. Saint Paul, persécuteur des chrétiens après la mort de Jésus, eut une révélation et une illumination en se rendant à Damas et devint l'un des principaux prosélytes du christianisme.

De quelques « faussaires » en particulier

180 degrés est le fruit d'une ambition qui ne veut plus être bridée par des convictions.

Formules à l'emporte-pièce, jugements définitifs sont sa marque de fabrique. À propos des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot, il écrit qu'ils ont été enlevés par : « des terroristes islamiques qui adorent égorger les Occidentaux, sauf les Français, parce que la politique arabe de la France a des racines profondes qui s'enfoncent jusqu'au régime de Vichy, dont la politique antijuive était déjà, par défaut, une politique arabe⁹ ». Faisant du sous-BHL, il fait de la politique arabe de la France lancée par de Gaulle, l'héritière directe du régime de Vichy ! Trop fort. Très en forme, il écrit le même jour : « En gros le voile c'est juste l'outil stratégique pour, en rabaisant la femme, combattre l'égalité à l'école de la République. » On n'est pas loin de la théorie du complot ou d'un « protocole des sages de Médine ».

Mais c'est quand Val se fait géopolitologue qu'il atteint des sommets. Il dénonce sans relâche le fascislamisme, dont on a déjà parlé. Il va donner une définition qui constitue une véritable percée conceptuelle, rabaisant Clausewitz, Aron et Kissinger au rang de petits joueurs. « Ce fascisme

9. *Charlie Hebdo*, 5 janvier 2005.

Philippe Val : De Léo Ferré à Torquemada

islamique n'est pas que fasciste, il est aussi islamique¹⁰. » Respect ! Dans le même article, il écrit : « le terrorisme islamique est un phénomène sectaire qui n'a besoin d'aucune justification puisque tout le justifie ».

Didier Porte raconte dans son livre *Chronique d'un licenciement bien mérité* (page 27), que le directeur de France Inter l'abreuvait de reproches après sa chronique, sur Dominique de Villepin. Porte lui explique qu'il l'avait mis en scène, atteint du syndrome de La Tourette, qui fait perdre le contrôle de l'expression à celui qui en souffre. Philippe Val répliqua : « Et la prochaine fois sous prétexte de syndrome de La Tourette, tu diras *Heil Hitler* à l'antenne ? » Laurence Bloch qui assistait à l'entretien semblait aussi effarée que Didier Porte. Philippe Val est tellement obsédé par l'antisémitisme que cela pourrait paraître suspect.

Début mars 2006, Philippe Val, BHL et quelques personnalités vont signer l'appel des douze pour les libertés présentant l'islamisme comme le nouveau fascisme. Plus question désormais de se gausser de BHL devenu une icône, un ami, un maître. L'affaire de la publication des caricatures de Mahomet va faire de Val un héros de la

10. *Charlie Hebdo*, « Si on supprimait les bourreaux, il n'y aurait plus de victimes », 3 avril 2005.

De quelques « faussaires » en particulier

dénonciation des dangers que les musulmans font peser sur nos libertés.

Le 16 mars 2006, Bernard-Henri Lévy rencontre Val sur le plateau d'i>Télé. Le philosophe, naguère brocardé dans *Charlie Hebdo*, couvre le satiriste de louanges : « Il a écrit un livre qui s'appelait *Le Référendum des lâches*, qui est à mon avis ce qu'on a écrit de plus juste et de plus puissant pour le coup sur la question de l'Europe depuis Habermas. » Selon Pierre Rimbart, « l'expression béate de Val à l'énoncé de l'in vraisemblable comparaison avec le sociologue allemand traduit la force des rapports de sa sujétion culturelle¹¹ ».

Dans *Charlie Hebdo* du 3 octobre 2007, Val écrit à propos de *Ce grand cadavre à la renverse* : « Dans ce livre intime et intense, il révèle des convictions, une vigilance, et une réflexion quant aux principes de l'État de droit, dont on ne peut pas dire qu'elles encombrant l'édition en ce moment. Ni le milieu politico-médiatique. »

Dans son livre *Reviens Voltaire, ils sont devenus fous*, édité chez Grasset – l'éditeur de BHL –, Philippe Val écrit que ce dernier a toujours été du bon côté, depuis l'anti-stalinisme et l'anti-souverainisme des années soixante-dix, jusqu'à son

11. Pierre Rimbart, « Le despotisme des éclairés », *Le Monde diplomatique*, juin 2009.

Philippe Val : De Léo Ferré à Torquemada

engagement à gauche aux dernières élections, en passant par la Bosnie et l'Algérie de la guerre civile. Retour d'ascenseur.

BHL dans *Le Point* écrira que l'essai de Philippe Val est « un livre dense, grave, qui prend à bras-le-corps quelques-unes des questions les plus essentielles, les plus aiguës de notre temps¹² ».

Comme l'écrit Mona Chollet : « Le créneau ultravendeur de l'islamophobie sur lequel surfe déjà sans vergogne l'écrasante majorité des médias, permet de copiner avec les puissants et de flatter les plus bas instincts des masses, tout en se prenant pour Jean Moulin. Bref, c'est l'idéal¹³. » On est bien loin de la définition que Philippe Val se donne de lui-même dans un article très complaisant publié par *Le Monde*¹⁴ – tellement complaisant qu'il suscitera de fortes réactions des lecteurs. « Ouvrir, décloisonner, être accueillant et fraternel, personne ne doit être exclu de ce qui fait la richesse et la fierté d'une civilisation. » Il explique qu'il veut « aller fêter le 10^e anniversaire du 11 Septembre à New York, ce moment qui nous a fait basculer dans un autre monde et nous impose de nous interroger sur les armes de la démocratie dans la lutte contre le

12. *Le Point*, 13 novembre 2008.

13. Mona Chollet, *op. cit.*

14. Annick Cojan, 10 juillet 2010.

De quelques « faussaires » en particulier

terrorisme ». Pas de chance, le 10^e anniversaire du 11 septembre 2001 tombera en 2011, et non pas en 2010. Tout le monde peut se tromper.

En pleine guerre du Liban, Philippe Val apporte son soutien à l'armée israélienne, dans un éditorial de *Charlie hebdo* du 19 juillet 2006, il écrit : « Le leader chiïte Hassan Nasrallah est un héros au sourire si doux, il vient juste de foutre le feu à la région mais évidemment c'est de la faute d'Israël. Israël n'y est jamais agressé, Israël n'est jamais en danger, Israël a toujours tort. »

Philippe Val écrit que les gens de France-Palestine sont « des gros connards qui en réalité dépensent toute leur énergie non en amour des Palestiniens, mais en haine des Juifs, de l'Amérique, et de la démocratie en général¹⁵ ». L'association France-Palestine Solidarité ayant menacé de porter plainte, Val, craignant un procès perdu d'avance, se dira navré qu'on ait pu penser que son éditorial évoquait cette association. C'est pourtant la seule qui a ce nom.

La fréquentation d'un sommet de la pensée comme BHL va donner des fourmis au cerveau de Philippe Val. Chansonnier humoriste, ce n'est plus assez chic. Il va être philosophe. Son nouvel ami va l'aider à publier chez Grasset un ouvrage

15. Cité par Sébastien Fontenelle, *Politis*, 9 avril 2009.

Philippe Val : De Léo Ferré à Torquemada

destiné à l'éducation des foules, *Traité de savoir-survivre par temps obscurs*. Ce livre va faire l'unanimité mais peut-être pas dans le sens souhaité par Philippe Val. Apparemment, les critiques n'ont pas vu la dimension nouvelle que prenait notre grand penseur. Ils ont donc plutôt considéré l'œuvre du maître comme un livre d'humour. Dans *Le Figaro* du 8 février 2007, Sébastien Lapaque écrit : « Cousu de truismes et d'évidences qui ne font guère trembler la vaisselle, son livre est pontifiant et soporifique. Heureusement que certaines bourdes le rendent parfois désopilant ainsi lorsqu'il confond Simone Veil ministre de la Santé du gouvernement Barre avec Simone Weil auteur de *La Condition ouvrière*. À propos de la politique, des totems, des tabous, de la vie, de la mort, de la sexualité et du temps qu'il fait, on recueillera de plus précieuses leçons au comptoir du café du Commerce. »

Même émerveillement dans *Le Monde* du 13 janvier 2007, sous la plume de Christophe Donner : « Sur la quatrième de couverture de son livre, Philippe Val pose sept questions brèves qui sont comme les sept sceaux de la connaissance. [...] On est saisi, intimidé par l'importance de ces questions et on ne peut s'empêcher de songer aussitôt à la huitième qui les résume toutes : Est-ce que le ridicule tue ? » Le livre est présenté comme

De quelques « faussaires » en particulier

« une sorte de vulgarisation de la vulgarisation qui n'est pas dépourvue d'une certaine vulgarité ».

À France Inter, il est de plus en plus isolé. Les journalistes de la station le décrivent comme ne sortant guère de son bureau aux persiennes souvent fermées, pour se cacher de ceux qui passent dans les couloirs. De plus en plus irascible, il a sans doute pris la mesure non seulement de son incompetence pour le poste mais également du caractère largement public de celle-ci. Au fond de lui-même, il sait qu'il doit sa réussite à ses petits arrangements avec l'honnêteté intellectuelle.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

À tout seigneur tout honneur : BHL est certainement le modèle même du « faussaire », le maître absolu, le mètre étalon. Il a créé le prototype et en a fait une référence. Bien des fois il a trébuché sur la réalité, bien des fois ses mensonges ont été dénoncés dans des articles et des livres, mais rien n'y fait. BHL semble bénéficier de deux principes. Le ridicule ne tue plus, et ce qui ne tue pas renforce. Il a réussi le tour de force de se renforcer à chaque fois qu'il a été ridicule.

Il a bâti sa carrière en maniant sans vergogne le mensonge. Pour autant, il se présente comme l'archétype de l'intellectuel pesant sur la vie des idées et montrant par son engagement un

De quelques « faussaires » en particulier

dévouement désintéressé et sans limites pour les causes les plus nobles.

BHL passe pour un intellectuel éclairant le public alors que c'est un désinformateur. Il passe pour quelqu'un de profondément engagé en faveur de la morale alors que c'est le cynisme même. Il passe pour un défenseur intransigeant de la liberté alors qu'il est un maccarthyste virulent. Il passe pour universaliste alors que c'est un communitariste forcené.

Entre McCarthy et commissaire politique à l'idéologie

BHL a un point commun avec les ayatollahs iraniens qu'il ne porte pourtant pas dans son cœur. Ils sont aussi peu tolérants les uns que les autres, et font tout pour faire taire ceux qui ne partagent pas leur avis. L'intolérance des ayatollahs est une évidence. Pour l'être moins, celle de BHL est tout aussi réelle. Les deux s'exercent au nom d'une morale qu'il est interdit de braver.

Il est déjà plus qu'anormal que le moindre livre de BHL fasse l'objet d'une promotion médiatique, qui fait plus penser par son ampleur et son unanimité à la Roumanie de Ceausescu qu'à la France de la controverse et des libertés. Il est vrai que beaucoup des journalistes qui interrogent BHL ou

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

encensent ses livres ne les ont pas lus, mais se sentent obligés de les célébrer et généralement de l'interroger sur tout autre chose.

BHL profite de cette exposition médiatique, dont nul n'a jamais bénéficié, y compris les auteurs les plus reconnus, de son poids, de sa proximité avec les puissants, pour tenter, non pas de contredire, ce qui serait son droit, mais de faire taire, ce qui devient un abus, ceux dont les opinions ne lui plaisent pas.

Il avait inauguré sa stratégie à l'encontre de Régis Debray, en 1999. Dans un article publié dans *Le Monde*¹, Régis Debray estimait que les conditions d'une intervention militaire de l'OTAN contre la Yougoslavie, à propos des violences au Kosovo, n'étaient pas justifiées. BHL la jugeait indispensable. Cela aurait pu donner lieu à un débat de haute tenue sur les notions d'ingérence, de guerre juste ou non, de l'interdiction de la guerre dans les relations internationales, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, des problèmes de nationalité notamment dans les Balkans, etc. Le tout s'est terminé par une excommunication intellectuelle. BHL-Torquemada vouant aux gémonies Régis Debray, le faisant apparaître complice d'une politique de nettoyage ethnique : il concluait de façon

1. *Le Monde*, « Adieu Régis », 14 mai 1999.

De quelques « faussaires » en particulier

fielleuse ainsi son article : « Debray n'est pas Drieu (écrivain collaborateur, *N.D.L.R.*). Ni Belgrade Berlin. Mais enfin... D'une certaine façon nous y sommes. Ce que nous devinions dans les livres, il nous est apparemment donné de le vivre dans la vie. Haine des démocrates et de l'Europe ? Haine de soi ? Passion de s'aveugler, de décevoir ? Suicide en direct d'un intellectuel ? Dommage, adieu Régis ! »

On peut penser qu'un tel anathème aurait pu, à maintes reprises, du soutien à la guerre de Gaza à l'affaire Botul, être adressé à BHL. Il faut saluer sa très grande habileté. Plutôt que de prendre le risque d'être mis en difficulté dans un débat intellectuel, il sort le sabre laser de la morale censé réduire à néant tout opposant. Le milieu médiatique l'a, à l'époque, suivi, faisant apparaître Debray comme un capitulard et BHL comme un résistant des temps modernes, mélange de Clemenceau, de Jean Moulin et d'André Malraux. Cela est d'autant plus choquant quand on connaît les risques physiques pris par Debray au cours de son existence et la couardise quasi légendaire du pseudo-philosophe.

Le même procédé d'exclusion-excommunication va être utilisé à l'encontre de Tariq Ramadan après la publication de son article dans lequel il mettait en cause le communautarisme d'intellectuels juifs par

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

opposition à la défense de causes universelles que leurs prédécesseurs promouvaient. Là encore BHL ne se risque pas à une réfutation des thèses de Ramadan, qui aurait pu se retourner contre lui car il avait peu d'arguments à apporter, mais déplaça la controverse sur la question de l'antisémitisme et donc, de la condamnation morale à l'encontre de Ramadan. Il plaida par la suite en s'adressant sans rire à ses « amis altermondialistes » (lui qui les méprise souverainement) pour leur demander de décommander l'invitation de Tariq Ramadan au Forum social européen. Une fois encore, refus du débat, peur de la contradiction, tentation de l'excommunication.

Président de la Commission d'avances sur recettes, il va rejeter le scénario de *Germinal* présenté par le producteur Claude Berri, qui fut pourtant un beau succès populaire. La raison ? Berri avait refusé de coproduire un film dont la vedette devait être Arielle Dombasle².

En 2001, il évincera d'Arte Georges Goldens-tern, malgré la pétition en sa faveur d'une centaine de cinéastes et de producteurs influents dans le milieu du cinéma. Ce dernier s'était opposé au financement du film *Le Jour et la Nuit* qui fit le

2. Nicolas Beau, Olivier Toscer, *Une imposture française*, Les Arènes, 2006, p. 120.

De quelques « faussaires » en particulier

bide que l'on sait. Un film qui selon les commentaires « a fait plus de sorties que d'entrées ». Ce film calamiteux qui ne fit que 70 000 entrées malgré une promotion digne d'un blockbuster hollywoodien, avait reçu 530 000 euros au titre de l'avance sur recettes. Il faut aider les jeunes talents nécessaires. *Les Cahiers du Cinéma* l'avaient qualifié de « plus mauvais film depuis 1945 ». Dans *Libération*, Gérard Lefort ironisait : « Je suis allé à la séance de 18 heures. Deux heures plus tard j'ai regardé ma montre, il était 18 h 20... » On peut se demander si de tels commentaires critiques seraient toujours possibles aujourd'hui vu le poids de BHL sur les médias.

Travaillant à son livre sur Bernard-Henri Lévy, Philippe Cohen apprend que ce dernier a fait savoir à Arnaud Lagardère qu'il était insupportable, lui qui avait prononcé l'éloge funèbre de Jean-Luc Lagardère, d'être confronté à la perspective de voir un livre désobligeant à son endroit, édité par l'une des filiales du groupe³. Il tint le même discours à Renaud Revel, en lui disant : « Vous savez, Denis Jeambar devrait faire attention » (au cas où *L'Express* parle du livre, de Philippe Cohen – *N.D.L.R.*) avant de confier que Serge Dassault, propriétaire de l'hebdomadaire,

3. Philippe Cohen, *BHL. Une biographie*, Fayard, 2005, p. 21.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

pourrait bien offrir au gouvernement de recaser Luc Ferry à la tête de l'hebdomadaire⁴.

Bernard-Henri Lévy déploya encore son réseau pour que soit déprogrammé le documentaire qui devait être diffusé dans l'émission « Lundi investigation » de Canal Plus. Avant la diffusion, plusieurs personnes interrogées ont demandé à ce que leur témoignage soit retiré du documentaire. Si la programmation a bien été maintenue par la suite, la société de production Capa a cessé de se voir commander des portraits par Canal Plus⁵. Comme l'écrit Philippe Cohen : « BHL est ainsi devenu *de facto* l'un des derniers censeurs opérationnels du système médiatique parce qu'il est réputé disposer d'un pouvoir de nuire rare dans le milieu des décideurs médiatiques⁶. »

Christophe de Ponfilly, authentique ami de Massoud, tenta de faire passer un article dévoilant les mensonges de Bernard-Henri Lévy sur sa (fausse) proximité avec le résistant afghan. Ni *Le Monde*, ni *Le Figaro*, ni *Libération* ne voulurent passer cette contribution, dont la véracité ne pouvait être mise en cause, mais qui était jugée trop sévère pour BHL⁷. Les responsables des pages

4. *Ibid.*, p. 22.

5. *Ibid.*, p. 357-359.

6. *Ibid.*, p. 362.

7. *Ibid.*, p. 122.

De quelques « faussaires » en particulier

idées des trois journaux ont donc décidé volontairement de cacher au public la vérité sur un sujet central de l'actualité pour protéger BHL.

Présenter Bernard-Henri Lévy comme un défenseur infatigable des libertés est une imposture. C'est un maccarthyste qui cherche par tous les moyens à faire taire ou exclure du champ public ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Un Beria germanopratin.

Il va bien sûr approuver le renvoi de Siné de *Charlie Hebdo*. Philippe Val, qui vient de limoger Siné, est présenté par BHL comme un « voltairien notoire, apôtre déclaré de la liberté de critiquer, de penser, défenseur en particulier des caricaturistes de Mahomet⁸ ». Alors que *France Soir* veut rendre compte du livre *Le B.a.ba du BHL*, la rédaction, par correction, lui envoie un courrier pour lui proposer de réagir. Le journal reçoit peu après un coup de fil de l'un des plus notoires supporters de l'écrivain qui indique : « Vous l'ignorez sans doute, mais Bernard a beaucoup œuvré pour le rachat de *France Soir* par Rami Lakah. » Comme le publiera le journal : « En clair, c'est grâce à BHL que vous avez toujours du boulot, un peu de reconnaissance, *please*. » Une seconde personnalité interviendra auprès d'André

8. *Le Monde*, 22 juillet 2008.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

Bercoff, directeur de la rédaction, pour que le papier ne paraisse pas.

Interviewé par deux journalistes pour le magazine *Elle* et alors que l'entretien ne se passe pas bien, il téléphone au rédacteur en chef du magazine, Olivier Pérétié : « Comment osez-vous me faire ça à moi, un ami de Jean-Luc Lagardère, votre patron. Il est hors de question que ce torchon passe dans le journal⁹. »

Par la suite, Céline Buanic, pigiste aux pages littéraires de *Elle*, parle mal de son livre *Comédie*. Le jour même de la publication : « Le responsable des pages livres du magazine entre dans le bureau de Serge Raffy, directeur de publication, et lui dit, embêté : “on nous demande de virer Céline”, c'est à la demande de Bethy Lagardère, l'épouse de Jean-Luc auquel appartient le magazine. La collaboratrice de *Elle* sera sauvée, mais elle n'écrira plus jamais de critiques de livres dans le magazine féminin¹⁰. »

Nouvelle censure pour les journalistes d'*Entrevue* à propos d'une enquête sur une filiale locale de l'entreprise de Lévy en Côte-d'Ivoire. La revue avait décidé d'enquêter sur la Becob, entreprise spécialisée dans le commerce du bois, fondée par André

9. Nicolas Beau, Olivier Toscer, *op. cit.*, p. 24.

10. *Ibid.*, p. 27.

De quelques « faussaires » en particulier

Lévy, le père de l'écrivain, et dirigée par BHL lui-même depuis la mort de son père. Ils arrivent en plein conflit social. Pourquoi les ouvriers sont-ils payés irrégulièrement ? Combien rapporte la filiale ? Ils posent des questions au philosophe, qui coupe court à toute explication. Mais par la suite, le rédacteur en chef du magazine viendra dire aux reporters : « Désolé les gars, mais on ne peut pas publier cette enquête, BHL s'est plaint auprès d'Arnaud Lagardère, et Arnaud a mis son veto. Oubliez tout¹¹. » Une ONG britannique, « Forest Monitor », fera une enquête dans laquelle on pourra lire : « Les travailleurs se contentent de ruisseaux pour s'alimenter en eau, ils sont exposés aux maladies car cette eau est polluée par des poussières et d'autres substances, ils sont dépourvus de médicaments, les travailleurs étant considérés comme des semi-esclaves. Rien n'a été organisé dans le sens de leur épanouissement¹². » On comprend que BHL, une fois n'est pas coutume, ne recherche pas forcément les sunlights pour cette activité particulière.

Guy Carlier a travaillé dans une vie antérieure comme comptable pour Becob. Dans une chronique sur France Inter, après l'oraison funèbre que

11. *Ibid.*, p. 59.

12. *Ibid.*, p. 64.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

Bernard-Henri Lévy avait prononcée à l'occasion des obsèques de Jean-Luc Lagardère, il déclare : « Bernard-Henri Lévy n'est pas un philosophe, c'est également un mondain, un pilleur de forêt africaine et un opportuniste, et c'est à ce titre qu'il a écrit ce petit hommage puisque Lagardère était son éditeur. » C'est la première fois que l'humoriste fait allusion à l'antenne au passé africain du fils de son ancien patron. Ce dernier s'en ouvrira à François Pinault, qui va faire passer un message clair à Stéphane Bern : « Dites à votre ami Carlier de se calmer sinon tout cela va mal finir pour lui. Qu'il pense un peu à sa carrière, vous connaissez les relations de Bernard avec les patrons de chaînes, à la télé comme à la radio¹³. »

À peine la triste affaire Botul passée, il se signale de nouveau en mêlant légèreté de l'analyse et rigueur de censeur. Il apprend, on ne sait trop où, que Taddeï a vu son contrat renouvelé jusqu'en 2014. Son sang ne fait qu'un tour. Il réagit immédiatement. Il déplore que Taddeï invite dans son émission des gens qui n'auraient pas dû y avoir la parole. Hélas c'est une mauvaise pioche. Tout BHL est résumé ici. Tout d'abord il a confondu l'animateur de l'émission « Ce soir ou jamais » sur France 3 – les contrats télé durent généralement

13. *Ibid.*, p. 71.

De quelques « faussaires » en particulier

un an – avec un joueur de football de l'AS Roma, Rodrigo Taddei. C'est tellement gros que cela paraît impossible, mais rien n'est impossible pour BHL. Au-delà de l'énormité de la confusion, qui permet de s'interroger sur la lucidité du philosophe, on voit bien la volonté de censure qui est le centre même de son action. Il n'aime pas Taddei, donc celui-ci ne devrait pas avoir d'émission à la télé.

Frédéric Taddei, puisqu'il s'agit de lui, envoie un droit de réponse : « Je croyais naïvement que M. Lévy voulait être le Sartre de son époque. Je me trompais, il se contente d'un rôle moins ambitieux, agent de la circulation médiatique : il siffle quand ça lui déplaît, agite son bâton, demande les papiers, fait souffler dans le ballon, heureusement que nous vivons en démocratie sinon il nous passerait à tabac¹⁴. »

En 2005, Lévy écrit au directeur de Beaubourg pour demander la déprogrammation d'un film d'Eyal Sivan qu'il jugeait trop hostile à Israël. Malheureusement pour lui, son intervention qu'il voulait secrète a été rendue publique.

Au-delà de ces exemples connus qui ont été cités par la presse, combien de coups bas discrets, de conseils appuyés, de menaces voilées, ou non, pour

14. *Le Point*, 8 juillet 2010.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

ne pas inviter ou exclure du champ public ceux qui ont le malheur de déplaire à sa seigneurie ?

Le 4 septembre 2010, BHL est invité à l'émission « Salut les Terriens » de Thierry Ardisson. Sont également présents Didier Porte et Stéphane Guillon qui viennent d'être virés de France Inter par Philippe Val. Ardisson demande au philosophe ce qu'il pense de l'éviction des deux humoristes, lui qui plaide pour la liberté d'expression, et fait un rappel à l'affaire des caricatures de Mahomet. BHL réplique : « Philippe Val est un ami et je ne peux critiquer un ami. » Bel aveu implicite, il montre involontairement sa conception de la liberté – principe absolu pour ses proches, à examiner au cas par cas pour les autres – et sa conception de la société – tout pour les copains, rien pour les autres. La censure ne peut être critiquée si elle est exercée par un ami parce qu'on ne peut pas critiquer les amis...

J'ai été également victime des agissements de Bernard-Henri Lévy. Courageusement, Serge Weinberg, président du conseil d'administration de l'IRIS, m'avait soutenu pendant une année contre les attaques m'accusant d'antisémitisme pour avoir, dans un papier, critiqué le gouvernement israélien¹⁵. Il changea brusquement

15. Cf. Pascal Boniface, *Est-il permis de critiquer Israël ?*, *op. cit.*

De quelques « faussaires » en particulier

d'attitude et il convoqua un conseil d'administration de l'IRIS qu'il présidait pour demander que je sois relevé de mes fonctions de directeur. Si un petit nombre de membres du conseil ont soutenu sa démarche, la majorité s'y est opposée avec vigueur, tout en se demandant comment expliquer ce revirement de position de Serge Weinberg : le faisait-il à la demande d'un responsable politique particulier ou du président du CRIF très actif contre moi à l'époque auprès des pouvoirs publics ? Non, répondit Serge Weinberg, tout en admettant qu'il y avait des pressions auxquelles il ne pouvait résister. Nous comprîmes par la suite qu'elles venaient de Bernard-Henri Lévy qui, par sa position de très proche de François Pinault, propriétaire du groupe PPR dont Serge Weinberg était le PDG, avait des moyens de pression extrêmement forts sur lui.

Autre exemple qui montre l'autocensure que peut susciter la crainte révérencieuse vis-à-vis de BHL. J'ai fait en 2009 un livre d'entretiens avec celui qui était à l'époque président de l'Olympique de Marseille, Pape Diouf, où nous passions en revue les relations entre le football et la société. Lors d'un passage du livre, j'avais le fait que le football était démocratique, dans la mesure où le réseau social, ou l'hérédité, ne jouait pas comme il peut jouer dans le show-biz, le monde des affaires

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

ou même la vie politique. J'en concluais qu'un « syndrome BHL » ne pouvait exister dans le sport ou le manque de talent ne pouvait être compensé par le réseau social. Les épreuves de l'ouvrage étaient corrigées et je partais en vacances de février l'âme tranquille. À peine arrivé sur mon lieu de villégiature, j'avais un message de l'éditrice, Isabelle Seguin, me disant qu'elle avait un problème juridique et qu'elle était obligée de couper le passage concernant Bernard-Henri Lévy. Je lui répondis que je doutais fort qu'il prenne le risque de nous faire un procès qui aurait été autant de publicité pour le livre. Par ailleurs, j'assumai mes propos et lui rappelai qu'en cas de procès, la clause contractuelle habituelle permettait à l'éditeur de se retourner contre l'auteur. Rien n'y fit. Isabelle Seguin censura le passage avant l'envoi du livre à l'imprimerie, profitant du fait que j'étais à des milliers de kilomètres. Ce livre étant écrit par ailleurs avec et pour Pape Diouf, je ne voulais pas empêcher sa sortie pour ce seul problème. Isabelle Seguin ne connaissait pas personnellement Bernard-Henri Lévy. Mais la peur de le heurter et de se mettre ainsi en danger dans le monde éditorial fut déterminant dans sa décision... BHL n'a même pas eu à intervenir, l'auto-censure est plus efficace que la censure. Dans une société où le courage devient l'exception et la

De quelques « faussaires » en particulier

veulerie la norme, il est aisé pour BHL d'imposer sa tyrannie intellectuelle.

Dans la période récente, nul n'aura, à mon sens, autant desservi la vie intellectuelle et le débat démocratique que BHL. Pour moi, il est un peu le Ben Ali du monde médiatique. Adulé parfois sincèrement, souvent servilement, par ceux qui sont au pouvoir, il est largement rejeté par l'opinion, et tente de faire taire tous ceux qui s'opposent à lui.

Le tsar de tous les médias

Il est, depuis 1993, président du conseil de surveillance de la chaîne Arte. Il est actionnaire du journal *Libération*. Il a une chronique ouverte dans *Le Monde*, où il vient d'entrer au conseil de surveillance. Il tient un bloc-notes hebdomadaire dans *Le Point*. Il fait l'objet d'une protection rapprochée dans le journal *Marianne*, dont les lecteurs pourtant ne l'aiment guère, et où Maurice Szafran, le directeur, a été jusqu'à censurer un billet du fondateur du journal Jean-François Kahn, trop critique à l'égard de Bernard-Henri Lévy. (Sous la plume du néoconservateur Alexis Lacroix, cet hebdo a publié un dossier sur les intellectuels dont la principale conclusion est que BHL est le plus connu [drôle de critère] et passe sous silence toutes les critiques qui lui sont adressées.)

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

Le but de ce dossier était peut-être de faire oublier l'affaire Botul ?

Il se fait interviewer quand il le souhaite dans *Le Parisien* et *Le Journal du Dimanche*, est idolâtré dans *Elle*. Aucun journal n'oserait refuser un papier qu'il aurait la bonne grâce d'envoyer, quelles que soient les réserves que l'on puisse apporter à sa crédibilité. Les radios, notamment Europe 1, France Inter et France Culture, et les télévisions ne sont pas en reste. Il est invité quasi permanent du « Grand Journal » de Canal Plus. Il est vrai qu'il est un ami très proche de Jean-Luc puis Arnaud Lagardère, et de François Pinault qui contrôlent une bonne partie de la presse. Ses multiples connexions, l'ampleur de son réseau, font qu'entre le manque de respect, normalement dû aux lecteurs en publiant un papier où les contrevérités l'emportent, et la crainte de se mettre à dos un puissant personnage par ailleurs aisément vindicatif, mais sachant renvoyer l'ascenseur, le choix est vite fait.

BHL sait cultiver son réseau. De l'avis général, il peut être un compagnon agréable. Certains journalistes sont flattés de se voir traiter avec égards par un personnage si important. Une invitation à Paris ou mieux encore à Marrakech, un coup de pouce pour éditer un livre, pour se voir confier une émission sur Arte, un compte-rendu élogieux

De quelques « faussaires » en particulier

dans *Le Point*, un coup de main dans la négociation avec un investisseur, etc. permettent de se faire des « amis ».

Alors que *Le Parisien libéré* avait publié il y a trois ans un article sur une série de trois livres critiques vis-à-vis de Bernard-Henri Lévy, ce dernier a appelé le directeur de la rédaction, Dominique de Montvalon, pour se plaindre du sort qui lui était réservé, et demander réparation. Le public du *Parisien* n'a *a priori* que faire de Bernard-Henri Lévy, mais ce dernier sait qu'il s'agit d'un public important et à conquérir. Pour sa part, de Montvalon, à la tête d'un journal considéré comme populaire, était flatté qu'une haute figure de l'intelligentsia française prenne la peine de l'appeler et de traiter directement avec lui. Par la suite, Bernard-Henri Lévy eut droit à de nombreux entretiens dans *Le Parisien*, et sera bien traité dans ses colonnes.

De surcroît et contrairement à certains de ses complices idéologiques tels Philippe Val, Alain Finkielkraut et consorts, BHL a compris l'intérêt d'Internet. Il ne va pas négliger ce vecteur puissant. Plutôt que de vitupérer contre lui, il a eu l'intelligence de comprendre que l'on ne pouvait pas aller à l'encontre d'une telle vague et qu'il valait mieux essayer d'en tirer parti ou du moins de limiter ses

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

dégâts potentiels. Sur le Net, carottes et bâtons jouent moins que pour les médias traditionnels.

Après l'échec de son livre *Ennemis publics*, Bernard-Henri Lévy pense que l'accueil traditionnellement dithyrambique que son livre a reçu de la critique médiatique a été brisé par les blogs, plutôt goguenards. Il en conclut que si l'on déclare la guerre à Internet, on est mort. Il ne faut pas attaquer un tel système mais le mettre dans son camp. Il va donc bâtir « Bernard-Henri Lévy.com », muscler le site de sa confidentielle revue *La Règle du jeu*. Il est vrai qu'il a les moyens de se payer un site Internet à sa gloire. Il va donc engager une petite équipe pour surveiller ce qui se dit sur lui et alimenter le Net de commentaires favorables.

Le 1^{er} décembre 2010, BHL donnait une réception au Flore pour fêter les vingt ans de sa revue *La Règle du jeu*. Comme il est écrit sur le site Internet de la revue, « la vraie question qui se pose à cet instant est : Quel est le patron de presse qui manque ? ». À en lire le compte-rendu, ils étaient tous là ainsi que les principaux éditorialistes, les intellectuels les plus en vue, sans oublier des responsables politiques de premier plan.

Il y avait les aficionados du maître des lieux, les affidés qui lui doivent tout ou partie de leur carrière et espèrent encore une marge de progression, des gens simplement heureux « d'en être » et

De quelques « faussaires » en particulier

de pouvoir vérifier ainsi leur propre statut social, quelques prudents qui estiment qu'il est préférable de ne rien refuser à BHL et sans doute quelques idiots utiles, convaincus qu'il est un défenseur universel des droits de l'homme. On peut imaginer que la plupart d'entre eux n'ont jamais ouvert la revue dont ils venaient célébrer l'anniversaire.

Ce qui gêne dans l'unanimité de cette réception qui a vu « défiler maints représentants de l'élite » – selon la formule d'Alexis Lacroix sur *Marianne*² –, c'est ce qu'elle implique en termes de déontologie. Plus personne aujourd'hui, et moins que quiconque les gens hyperinformés qui se pressaient au Flore, ne peut ignorer le rapport pour le moins élastique que BHL entretient avec la vérité. Dans la plupart de ses interventions, il ne s'en est jamais réellement préoccupé. Approximations, affirmations mensongères, contrevérités, manichéisme, sélectivité de l'indignation sont sa marque de fabrique. Que des journalistes, dont la mission est d'informer honnêtement le public, en fassent de même constitue une source majeure d'interrogations. Faut-il en conclure que les nombreuses falsifications auxquelles s'est livré BHL n'ont aucun impact sur les bonnes relations qu'ils entretiennent avec lui ? Mais où est alors le respect du public ? Que feront-ils demain si BHL

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

commet un nouveau mensonge, se lance dans une nouvelle mise en scène où la réalité des faits n'est pas respectée ? La dénonceront-ils par respect du public – ce qu'ils se sont maintes fois abstenus de faire ? Se tairont-ils – ce qu'ils ont souvent fait – pour ne pas froisser leur ami ? Feront-ils barrage dans leur rédaction à ceux qui voudraient rétablir une vérité gênante ?

Le roi de la contrefaçon

Ami des propriétaires des plus grandes marques de luxe, BHL est pourtant un adepte décomplexé de la contrefaçon. Dans son livre *De la guerre en philosophie*, il écrit, page 124 : « Je suis de ceux, soyons clair, qui ne doutent pas que la recherche de la vérité demeure, aujourd'hui comme hier, la tâche la plus haute de la philosophie. Je suis de ceux qui, pour être plus clair encore, continuent d'estimer qu'un philosophe faisant, pour une raison ou pour une autre, son deuil de la vérité perd honneur et dignité. » Pour quelqu'un qui a souvent été épinglé pour sa relation élastique avec la vérité, cela vaut son pesant de cacahuètes. Lance Armstrong faisant une déclaration affirmant qu'il a toute sa vie combattu le dopage ; Madoff, un vibrant hommage de la transparence financière ; Ben Laden, un plaidoyer pour l'alliance des civilisations ou Benoît XVI se faisant le chantre officiel du

De quelques « faussaires » en particulier

libertinage seraient tout aussi crédibles. Chapeau l'artiste ! Cette affirmation de BHL n'a pas suscité le torrent de rigolades qui aurait dû être la seule réponse possible. Pour Pierre Nora, il est un « auteur pour qui le mépris des faits est consubstantiel aux nécessités de sa démonstration¹⁶ ».

Sa première supercherie est certainement de vouloir passer pour un philosophe et d'être présenté comme tel. Il a certes fait des études de philosophie, mais il ne l'a jamais enseignée et la philosophie n'est pas ce qui lui permet de vivre. Il ne doit qu'à son statut d'héritier et de rentier le fait d'avoir du temps pour occuper un espace médiatique important. Il n'a pas à se préoccuper de sa subsistance et n'a jamais eu à travailler pour gagner sa vie, ce qui, on en conviendra, permet de gagner un temps conséquent... Il n'avait qu'une vingtaine d'années que son père lui donnait déjà les moyens de créer un quotidien appelé *L'Imprévu* qui allait, de façon assez prévisible, ne survivre que quelques jours.

Cette fortune lui permettra d'accélérer la constitution d'un réseau. Il peut parler sur un pied d'égalité avec les grands patrons, chose rare chez les intellectuels. Il a même un ascendant sur eux

16. Cité par Daniel Salvatore Schiffer, *Critique de la déraison pure*, Bourin Éditeur, 2010, p. 115.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

car si la fortune les réunit, sa qualité de philosophe le distingue. BHL va évidemment voir une attaque antisémite dans le fait de faire allusion à sa richesse – mais de toute façon, il accuse d'antisémitisme toute personne qui le critique. La question n'est pas de la lui reprocher, simplement de rappeler qu'elle a joué un rôle évident dans l'établissement de sa stature d'intellectuel, autant, voire plus que « son œuvre ».

Bien sûr, il est beaucoup plus noble de se présenter comme philosophe que comme rentier. Bernard-Henri philosophe, c'est comme si Nicolas Sarkozy ou Martine Aubry se présentaient comme étudiants, ce fut vrai un instant de leur vie, cela n'est plus le cas depuis longtemps.

Dans tout autre pays autre que la France, Bernard-Henri Lévy se serait suffisamment ridiculisé pour ne plus avoir d'exposition médiatique. Il est le symbole de la trahison des clercs, cherchant non à éclairer le public, mais uniquement à se mettre en avant de façon ultrarapide, narcissique, et à pratiquer le mensonge comme un huitième art. L'affaire Botul aurait dû définitivement le discréditer. Loin d'avoir été le dernier clou dans le cercueil de sa crédibilité, il l'a utilisée pour se faire passer pour une victime. Rappelons les faits : la journaliste du *Nouvel Observateur*, Aude Lancelin, a soulevé le lièvre dans un article sur

De quelques « faussaires » en particulier

NouvelObs.com le 9 février 2010, sous le titre « Bernard-Henri Lévy en flagrant délit ». Il n'est pas certain que ce type de papier ait pu trouver sa place dans l'édition papier d'un journal, mais il circula sur le Net et il suscita tellement de réactions moqueuses que la presse écrite dut en rendre compte. Après l'échec de son livre *Ennemis publics*, BHL désirait se refaire une santé intellectuelle. Il voulait publier deux livres en même temps, l'un qui serait un recueil de ses différents textes, interventions, conférences, et l'autre, un petit livre musclé intitulé *De la guerre en philosophie*. Immédiatement, la grosse artillerie de la promotion était prévue, *L'Express*, *Paris-Match*, *Marianne*, etc. Ce livre, remarque Aude Lancelin, « devait signer le grand retour de BHL sur la scène conceptuelle dite sérieuse, son ultime plaidoirie face à une caste philosophique qu'il a depuis toujours tournée en dérision, de Deleuze à Bourdieu en passant par Castoriadis ». Mais BHL s'en prend à Kant : « Ce fou furieux de la pensée, cet enragé du concept » (page 122), il dégaine l'arme fatale et il cite les recherches sur Kant d'un certain Jean-Baptiste Botul, qui, selon lui, aurait définitivement démontré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans une série de conférences aux néokantiens du Paraguay, que leur héros était un faux abstrait, un pur esprit de pure apparence.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

Gros problème, le Botul en question est un canular inventé par Frédéric Pagès, journaliste au *Canard enchaîné* qui avait, sous ce même pseudo, publié une improbable *Vie sexuelle d'Emmanuel Kant*. Tout étudiant de première année de philosophie sait que le philosophe allemand est passé à la postérité pour être puceau. Le même Botul avait également publié *Landru précurseur du féminisme* qui aurait dû susciter la méfiance d'un BHL qui a son rond de serviette au magazine *Elle*. Comme le souligne la journaliste du *Nouvel Observateur* : « C'est un peu comme si Michel Foucault s'était appuyé sur les travaux de Fernand Raynaud pour sa leçon inaugurale au Collège de France. » Les blogs et les sites Internet étaient remplis d'éclats de rire à propos de cette énormité de BHL, la presse étrangère en profita pour fustiger le vide et l'arrogance de la France, mais très vite la ligue des défenseurs de BHL se réunit pour plaider en sa faveur. Une petite erreur matérielle ne devait pas laisser passer l'ampleur de l'œuvre de l'auteur. Différents journalistes, et même Ségolène Royal, reprirent une argumentation qui semblait puisée aux meilleures sources. Cette même source, à savoir Bernard-Henri Lévy lui-même, interviewé dans *Elle* par la très complaisante Valérie Toranian, cria sa colère (19 février 2010) : « Le canular était réussi et des canulars réussis m'ont toujours

De quelques « faussaires » en particulier

fait beaucoup rire. Cela dit, sur le fond, est-ce que les gens n'ont pas de débat plus intéressant à se mettre sous la dent car quand un livre est bon, est-ce important de savoir si l'auteur a choisi de s'appeler Pagès, Botul ou Tartempion ? Arrêtons. Ce monsieur s'est déjà bien fait assez de publicité sur mon dos. » Formidable ! Pris la main dans le pot de confiture, il se pose comme victime ! Un tel toupet force l'admiration ! Quelques naïfs avaient prédit que cela en était fini des apparitions médiatiques de BHL. Cela aurait été le cas aux États-Unis ou dans la plupart des pays occidentaux ! Mais la suite des événements a confirmé ce que l'on pouvait prévoir dès le départ : l'affaire Botul, comme d'autres auparavant, n'a rien changé à son statut. Dès 1985, dans leur livre *Intellocrates*, Hervé Hamon et Patrice Rotman avaient fait ce constat : « Comme auteur, Lévy vend, comme "penseur" il se grille, mais c'est une autre histoire¹⁷. »

Un de ses plus gros succès de librairie fut le livre qu'il consacra au journaliste américain Daniel Pearl, assassiné au Pakistan, qu'il présenta comme un « romanquête ». La presse quasi unanime salua

17. *Les Intellocrates*, Ramsay, Poche Complexe, 1985, p. 148. Ce n'est plus vrai aujourd'hui, 3 500 exemplaires pour son dernier livre sur « la philosophie comme arme de combat », c'est très peu, surtout par rapport au bombardement médiatique.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

le livre et le concept. Mais un romanquète n'est surtout pas une enquête. BHL théorisa publiquement le fait de pouvoir s'affranchir de la réalité. Sans oser faire de Daniel Pearl, comme il le fit pour Massoud, un ami de longue date, la famille du journaliste martyr étant là pour démentir, il tenta d'afficher une proximité avec cette dernière. La veuve de Daniel, Marianne Pearl, dans un e-mail envoyé le 29 juin 2005 à Nicolas Beau lorsqu'il préparait un livre sur BHL, le présentait comme « un homme dont l'ego détruit l'intelligence ». Bien vu et peu repris par la presse française !

La thèse de Bernard-Henri Lévy dans son livre sur Daniel Pearl est que celui-ci aurait découvert comment Al-Qaïda cherchait à se procurer l'arme nucléaire, avec la complicité du Pakistan. Cette thèse a été réfutée aussi bien par la veuve que par le père de Daniel Pearl. La première déclare : « Spéculer dans ce genre de situation est une chose dangereuse, il y a trop d'implication. » Le second : « Sa principale conclusion est fautive, l'idée que Daniel ait été tué parce qu'il en savait trop, ça ne cadre pas avec les faits¹⁸ ! » À l'époque, Bernard-Henri Lévy se disait menacé par des groupes terroristes ou les services pakistanais, et il avait obtenu

18. Nicolas Beau, Olivier Toscer, *op. cit.*, p. 168.

De quelques « faussaires » en particulier

une protection policière de mai à septembre 2003. Très rapidement les policiers se sont aperçus qu'ils ne l'accompagnaient que dans ses sorties publiques, plus pour épater la galerie que pour le protéger d'une menace qui restait très vague. Les policiers ont obtenu de leur hiérarchie que la protection dont il jouissait soit levée assez vite. Dans son livre sur Daniel Pearl, il avoue qu'il a usurpé un titre de représentant du président de la République en trafiquant des papiers officiels détenus lors de sa mission en Afghanistan. Le journaliste Richard Labévière posa la question, lors d'un point de presse du ministère français des Affaires étrangères : « Comment un reporter quel qu'il soit peut-il ainsi se prévaloir d'un passeport diplomatique usurpé et, se faisant, ne met-il pas en danger la sécurité et la crédibilité des diplomates professionnels qui sont appelés à effectuer des missions sensibles ? » Il n'y a jamais eu de réponse¹⁹.

BHL se targue d'être un proche de Massoud, le héros de la résistance afghane. Il est resté cantonné à la frontière afghane à des kilomètres de la zone où se trouvait Massoud en 1981, et lorsqu'il le rencontre effectivement en 1998, c'est pour un

19. Bruno Jeanmart, Richard Labévière, *Bernard-Henri Lévy ou La règle du Je*, Le Temps des Cerises, 2007, p. 103-104.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

entretien d'une heure ou deux maximum²⁰, ce qui ne l'empêcha pas de prétendre avoir compris dès 1981 que le commandant était l'incarnation de cet islam modéré.

Peu avant l'élection présidentielle de 2007, il va faire un voyage éclair au Darfour, financé par l'ONG américaine « Save Darfour » et être pris en charge par les rebelles de l'Armée de libération du Soudan, c'est-à-dire l'un des protagonistes du conflit. Il va, contre toute évidence, présenter ce conflit comme un affrontement entre l'islam radical, celui des régimes arabes, et modérer celui des rebelles et des Africains²¹.

En 1985, il a signé une pétition en faveur des « contras » nicaraguayens, auteurs de massacres considérables et soutenus par la CIA et l'administration Reagan.

En 2002, Jacques Chirac et Lionel Jospin lui confient une mission en Afghanistan pour contribuer à la reconstruction culturelle du pays, le tout au nom de sa proximité supposée, et fausse, avec Massoud. Les ONG qui travaillaient réellement sur le terrain et qui, elles, prenaient des risques réels furent écœurées.

20. Philippe Cohen, *op. cit.*, p. 119.

21. Sur l'affaire du Darfour, cf. *Carnages, op. cit.*

De quelques « faussaires » en particulier

En 2008, il publie un grand témoignage dans *Le Monde*, après un séjour de quelques jours en Géorgie, lors de la guerre qui a opposé ce pays à la Russie au mois d'août. Mais dans un article de *Rue 89*²², de nombreux témoignages de personnes qui se trouvaient réellement sur place montrent que Bernard-Henri Lévy aurait inventé une partie des faits qu'il exposait dans son article, notamment s'être rendu dans la ville de Gori.

Francophonie

La République est bonne fille. BHL, avec la constance qu'on lui connaît a, à de nombreuses reprises, émis des critiques sévères à l'égard de la France. Ces critiques dépassent le seul comportement des gouvernements pour s'en prendre au pays lui-même. Lui, qui dénonce un antisémitisme imaginaire dès que l'on met en doute le bien-fondé de la répression des Palestiniens, développe une critique fondamentale de la France pour ce qu'elle est. Cela ne l'empêche pas d'utiliser les moyens de la République et d'avoir dans le paysage intellectuel, une place qu'il n'aurait dans aucun autre pays, qu'il s'agisse d'occuper des positions qui dépendent de l'État

22. 22 août 2008, « BHL n'a pas vu toutes ces choses vues en Géorgie », Julien Martin, Pascal Riche, David Servenay.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

– commission d’avances sur recettes, présidence du conseil de séances d’Arte –, de se voir attribuer des missions comme en Afghanistan ; de mobiliser les services diplomatiques pour la promotion de son livre aux États-Unis (*American Vertigo*), etc.

Dans *L’Idéologie française*, parue chez Grasset en 1981, il dénonce la France comme le laboratoire du fascisme européen. Raymond Aron lui répond dans *L’Express* du 7 février 1981 : « Bernard-Henri Lévy viole toutes les règles de l’interprétation honnête et de la méthode historique. » Dans *Le Point* du 26 février 1981, René Rémond écrit : « Bernard-Henri Lévy opère comme les procureurs soviétiques. »

Raymond Aron poussera sa critique beaucoup plus loin : « Nombre de juifs en France se sentent à nouveau hantés par l’antisémitisme et, comme des êtres choqués, ils amplifient par leur réaction le danger plus ou moins illusoire qu’ils affrontent. Que leur dit ce livre ? Que le péril est partout, que l’idéologie française les condamne à un combat de chaque instant contre un ennemi installé dans l’inconscient de millions de leurs concitoyens. Des Français non juifs en concluront que les juifs sont encore plus différents des autres Français qu’ils ne l’imaginaient puisqu’un auteur acclamé par les organisations juives se

De quelques « faussaires » en particulier

révèle incapable de comprendre tant d'expressions de la pensée française au point de les mettre au ban de la France... Par son hystérie, il va nourrir l'hystérie d'une fraction de la communauté juive déjà portée aux actes du délire²³. »

En 2003, BHL donnait une conférence à l'Université hébraïque de Jérusalem devant plus de mille personnes. Sont présents dans la salle deux députés français, Renaud Donnedieu de Vabres et Guy Lengagne. Au cours de cette conférence sur le thème de son livre *Qui a tué Daniel Pearl ?*, il attaque violemment la France et l'antisémitisme. L'un des deux députés de se lever pour protester contre des propos aussi injurieux et excessifs, l'autre l'en empêche en lui disant qu'il allait se faire bousculer par la salle. Il s'en prend également à moi en évoquant un « livre scandaleux, honteux », il s'agit de *Est-il permis de critiquer Israël ?*.

Philippe Cohen souligne l'énorme contradiction entre son attachement inconditionnel, comme il l'écrit lui-même, à Israël et la diabolisation du fait national omniprésent dans son œuvre. « Il fait émerger, combiner un soutien à l'État hébreu, par ailleurs tout à fait légitime, et une suspicion, répulsion revendiquée à l'endroit

23. *L'Express*, 7 février 1981.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

de la France, laquelle coïncide avec l'émergence d'une virulente francophobie des côtés américains et israéliens²⁴. »

On se contentera de faire ici deux remarques. Les mêmes qui s'égosillent pour protester contre les joueurs de foot de l'équipe nationale qui ne chantent pas la *Marseillaise*, et donc ne montrent pas de respect pour le pays, sont muets face aux attaques portées contre la France par BHL.

Les mêmes qui estiment que la République est en danger si une femme veut porter le voile islamique, qui y voient un test contre nos institutions, sont également muets face à la francophobie de BHL. Pourtant, qui a le plus de moyens de pression ?

Antisémitisme

BHL est obsédé par l'antisémitisme qu'il voit partout et dénonce *urbi et orbi*. À le croire, nous sommes dans les années trente. Il serait intéressant de calculer combien de fois le terme revient dans ses chroniques. La dénonciation de l'antisémitisme lui sert indirectement de motif de disqualification ou de dissuasion vis-à-vis de ceux qui ont le toupet d'être en désaccord avec lui. BHL est

24. *Op. cit.*, p. 400.

De quelques « faussaires » en particulier

juif, donc ceux qui ne sont pas d'accord avec lui n'aiment pas les juifs. CQFD.

Une enseignante, qui avait envoyé un manuscrit aux éditions Grasset qui n'avait pas été publié et dont elle retrouve plusieurs personnages dans le livre *Le Diable en tête*, l'accuse de plagiat. La réplique est immédiate via son avocat M^e Thierry Lévy : la plaignante a agi sous l'influence de groupes antisémites²⁵. Comme le souligne Philippe Cohen, l'accusation d'antisémitisme semble être un moyen de défense systématique. À une attachée de presse des éditions Grasset qui, avec moult précautions, lui recommandait de ne pas se montrer trop macho dans la présentation de son roman, BHL réplique : « Et si je disais que vous êtes antisémite ? »

Pour demander la non-reconduction du contrat de Frédéric Taddei, il lui reproche d'accréditer l'idée d'un complot juif qui empêcherait Dieu-donné d'être invité. Or justement, Frédéric Taddei expliquait qu'il invitait Dieu-donné pour qu'il ne puisse pas se présenter comme victime. Frédéric Taddei réplique : « On croit rêver ! Il n'a jamais été question de complot juif dans l'interview. Bernard-Henri Lévy parle tout seul et me

25. Philippe Cohen, *op. cit.*, p. 291.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

demande de démentir les propos qu'il a lui-même tenus. »

Le 10 octobre 2007 sur France Culture, Olivier Duhamel s'inquiète : « Dans ces attaques contre vous, ou dans ces critiques contre vous, est-ce que vous pensez qu'il y a une dimension antisémite ? »

Approuvant le renvoi de Siné de *Charlie Hebdo*, il écrit : « Derrière ces mots-là, une oreille française ne pouvait pas ne pas entendre l'écho de l'antisémitisme le plus rance. » Et il ira d'ailleurs témoigner au procès de ce dernier. Siné sera acquitté²⁶.

Lors de l'affaire Botul où BHL s'est une nouvelle fois ridiculisé – et une nouvelle fois sans aucune conséquence sur son exposition médiatique –, l'argument a de nouveau été utilisé. Dans deux articles apparemment puisés aux meilleures sources, *L'Express*²⁷ « Indiscrets » et *Le Monde*²⁸ « BHL contre Bernard-Henri Lévy », les journalistes évoquant le flot de commentaires sur cette affaire expliquent que le site de *Libération* a dû fermer son forum en raison des propos injurieux et antisémites qui se multipliaient. Qu'il y ait eu ce type de commentaires est probable. Il y a des débordements en tout genre dès que l'on évoque

26. *Le Monde*, 22 juillet 2008.

27. 18 février 2010, p. 30.

28. « BHL contre Bernard-Henri Lévy », 16 février 2010.

De quelques « faussaires » en particulier

le Proche-Orient ou les problèmes communautaires en France. Mais l'idée ici sous-jacente c'est d'expliquer par le seul antisémitisme, les attaques contre BHL. Encore un peu et on va nous expliquer que Botul est antisémite !

Laurent Dispot, dans le numéro anniversaire de *La Règle du jeu*, parle de BHLphobie, dont le moteur serait le vieil énoncé de « la France juive » d'Édouard Drumont. « Lévy te ment mais sur le mode de l'évitement. » Dans *Le Monde* du 5-6 décembre 2010, Nicolas Truong écrit « que toute critique du directeur de *La Règle du jeu* soit renvoyée à un antisémitisme larvé est un procédé qui relève de l'intimidation intellectuelle, voire de l'abus d'histoire et de mémoire ». Commentaire courageux de sa part au moment où BHL entre au conseil de surveillance du *Monde*.

Israël

C'est certainement vis-à-vis d'Israël que BHL trahit ses principes affichés d'universalisme. Il se veut un défenseur inconditionnel de la politique des différents gouvernements israéliens, leur trouvant toutes les excuses au nom de la lutte contre le terrorisme et le prétendu fascislamisme, et en accusant facilement d'antisémitisme ceux qui ont l'outrecuidance de critiquer les gouvernements israéliens.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

Car pour BHL, la cause est entendue. Critiquer le gouvernement israélien, c'est faire preuve d'antisionisme qui est lui-même le masque contemporain de l'antisémitisme. Une telle confusion idéologique vaudrait un zéro pointé à un étudiant en première année de sciences politiques. Mais chez BHL, la confusion ne résulte pas d'une erreur mais bien d'un choix idéologique afin de stigmatiser ceux qui, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, se montreraient excessivement critiques à l'égard d'un gouvernement israélien. Critiquer la politique d'un gouvernement ne revient évidemment pas à s'opposer à l'existence de l'État qu'il dirige. En ce sens, critiquer la guerre du Liban ou la guerre de Gaza ne revient pas à nier l'existence de l'État d'Israël, premier degré de confusion chez BHL. Il y a des Israéliens, certes minoritaires, mais dont le patriotisme ou l'attachement au sionisme est indéniable, qui ont très fortement critiqué ces guerres au nom même des idéaux du sionisme. De surcroît, l'antisionisme ne peut pas se résumer à l'antisémitisme. S'il est indéniable qu'il y a des individus qui sont animés par ces deux types de haine, assimiler l'un à l'autre est plus que réducteur. Il y a des juifs qui, soit parce qu'ils sont très à gauche (tradition du Bund), soit parce qu'ils sont très religieux (au nom de la Torah), pensent que les juifs ne doivent pas avoir d'État.

De quelques « faussaires » en particulier

Il y a une profonde logique dans ses accusations constantes d'antisémitisme ou d'antisio-nisme à l'égard de ceux qui critiquent la politique israélienne. BHL voulant jouer aux consciences universelles n'a d'autre recours que de traiter d'antisémites ceux qui dénoncent ses contradictions. Il est assez prudent cependant pour faire attention à ne pas égratigner ceux qui ont des positions importantes, tout en étant critiqués à l'égard d'Israël. Ni Jacques Chirac, ni Jean Daniel, ni Hubert Védrine n'ont été insultés ainsi. Seuls ceux que BHL estime sans importance pour son réseau, ou qui sont insensibles à son pouvoir d'attraction, le sont.

BHL se dit pour la paix au Proche-Orient mais il n'a aucun rapport avec les différentes ONG de défense des droits de l'homme ou pacifistes qui existent en Israël, et bien sûr encore moins avec les ONG palestiniennes. Cette position en faveur de la paix est purement platonique.

Dans *Le Point* du 18 novembre 2004, il reproche à Arafat de n'avoir pas réglé le conflit du Proche-Orient : « Quand l'heure est venue de passer aux actes et de signer, il a jugé que ce n'était pas assez et qu'il fallait, non 95, mais 100 % des territoires [...] et il est donc, une fois de plus, passé à côté de l'occasion qui s'offrait de contribuer à l'émancipation de son peuple et d'entrer

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

pour de bon dans l'Histoire. » Le 26 février 2004, il reprend presque mot pour mot un argumentaire israélien en faveur du mur qu'il présente comme « une enceinte provisoire, démontable, et dont un tronçon, à l'heure où j'écris, est en train d'être démonté. Pourquoi une fois de plus, écrit-il, n'entendre qu'un des deux bords et endosser sans esprit critique, le discours de sa propagande ? ». Un reproche qu'il pourrait largement s'attribuer à lui-même.

Dans *Le Point* du 20 juillet 2006, il va pour une fois faire preuve de modestie en s'affirmant n'être pas un grand expert en affaires militaires. Il va justifier néanmoins les représailles israéliennes sur le Liban en estimant qu'elles ne sont en rien disproportionnées par rapport à la taille du Hezbollah.

L'opération « Plomb durci » de l'armée israélienne sur Gaza, qui fit plus de 1 350 morts chez les civils dont 400 enfants, est présentée et justifiée par Bernard-Henri Lévy comme visant à libérer les Palestiniens du Hamas. Une nouvelle fois il joue les modestes : « N'étant pas un expert militaire, je m'abstiendrai de juger si les bombardements israéliens sur Gaza auraient pu être mieux ciblés, moins intenses. » Selon lui, « les Palestiniens tirent sur des villes, autrement dit sur des civils, ce qui en droit international s'appelle un crime de guerre. Les Israéliens ciblent des objectifs militaires et font, sans

De quelques « faussaires » en particulier

les viser, de terribles dégâts civils, ce qui porte un nom : dommage collatéral²⁹ ».

Il dénonce « l'islamo-fascisme » ou, bien sûr, le « fascislamisme ». S'adressant à la gauche, il lui demande d'arrêter de parler d'Israël et de la Palestine, mais plutôt de parler du Darfour ou de la Tchétchénie. N'est-ce pas justement un aveu implicite que sa mise en avant de la situation dans ces conflits n'est là que pour occuper une fonction à la place du conflit israélo-palestinien ?

Dans *Ce grand cadavre à la renverse*, il décrit un « avenir progressiste de l'antisémitisme » (le néo-antisémitisme sera progressiste ou ne sera pas).

Il y a certes un antisémitisme de gauche. Il a été décrit minutieusement, dans la meilleure tradition universitaire, par Michel Dreyfus³⁰. Mais BHL a autre chose en tête. Ce qu'il vise ce sont les militants de gauche qui, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dénoncent l'occupation israélienne des territoires (et du peuple) palestiniens.

Le 7 juin 2010, BHL publie dans *Libération* un article intitulé « Pourquoi je défends Israël ? ». Il

29. *Le Point*, 8 janvier 2009.

30. Michel Dreyfus, *L'Antisémitisme à gauche : Histoire d'un paradoxe*, La Découverte, 2009.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

s'agit de venir au secours d'Israël après l'assaut sur la flottille humanitaire au large de Gaza qui a fait neuf morts parmi les civils qui participaient à l'opération. Selon lui, s'il y a eu des morts, c'est parce qu'il y avait des islamistes radicaux au sein de la flottille. On peut penser que si au même moment, des opérations de type « un bateau pour le Vietnam » ou lors des guerres balkaniques, le pouvoir vietnamien ou Milosevic avaient tué des militants d'une opération humanitaire, il n'aurait pas cherché de circonstances atténuantes pour ces régimes. La mort de ces militants est traitée « d'absurde ». Dans d'autres cas, nul n'en doute, c'est le terme de « barbares » qui serait venu sous la plume de BHL. Il reprend, une fois de plus, l'argument selon lequel l'armée israélienne est la plus morale du monde. Cet argument est régulièrement utilisé par les services de communication israéliens. Il se base sur le fait que, eu égard à ses capacités de destruction, l'armée israélienne fait preuve de retenue à l'égard des Palestiniens. Bel argument de propagande ! Mais est-il acceptable qu'il soit repris tel quel par un intellectuel français qui se prétend universaliste ? En quoi l'armée israélienne est plus morale que l'armée suédoise, finlandaise ou même française ? Cette affirmation est d'ailleurs régulièrement démentie par différentes ONG israéliennes, qui au contraire

De quelques « faussaires » en particulier

multiplient les informations sur les mauvais traitements exercés au quotidien par certains soldats contre la population palestinienne sans qu'il n'y ait aucune sanction à leur égard. Il y a même très souvent de véritables bavures allant jusqu'à la mort de Palestiniens, y compris des enfants, en toute impunité. Il faut avoir beaucoup d'aplomb pour penser qu'une armée d'occupation puisse se conduire de façon plus morale qu'aucune autre.

Deux poids, deux mesures

BHL sait dénoncer avec virulence. « Ce qui importe c'est que, comme il y a dix-huit ans, on a froidement tiré sur la foule. » Il dénonce l'argument selon lequel le pays en question ne cédera pas, que les boycotts, d'une manière générale, ne marchent jamais. « On ne sait jamais tant qu'on n'a pas essayé, nous n'avons rien à perdre si nous essayons et les peuples, eux, ont tant à gagner³¹. » Est-il en train de proposer un boycott d'Israël en réponse à la répression armée des Palestiniens ? Ah, non, il s'agit d'une erreur. En fait c'est de la répression chinoise au Tibet qu'il s'agit. BHL, s'il approuve la politique israélienne de répression des populations civiles, dénonce la politique chinoise au Tibet. Il dénonce ce pays et propose donc un

31. *Le Point*, 4 avril 2004.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

boycott. Il protestait vigoureusement lorsque des universités françaises voulaient cesser leurs relations avec des universités israéliennes, rappelant que ce boycott faisait penser aux pires moments de l'Histoire, faisant un parallèle avec le boycott des magasins juifs dans les années trente en Allemagne nazie.

Le 12 octobre 2007, Bernard-Henri Lévy signe avec Pascal Bruckner et André Glucksmann un article où il dénonce une révolte matée dans le sang et la mise en résidence surveillée d'un Prix Nobel de la paix. Il demande l'envoi d'une délégation de parlementaires mandatés par les principaux partis politiques pour témoigner et en finir avec le silence et l'aveuglement. S'agit-il de la Palestine ? Encore perdu ! C'est de la Birmanie qu'il s'agit.

Autre exemple : « Une part de moi ne peut pas se retenir d'une sourde révolte face au déséquilibre si flagrant, entre cet armement dérisoire d'un côté et de l'autre, le cratère des bombes de Khour-Syal, les fûts pleins d'essence et de clous largués à basse altitude par les Antonov, les villages réduits en cendres, les ossuaires³². » Une critique de la situation au Proche-Orient ? Décidément ce n'est

32. « Choses vues au Darfour », *Le Monde*, 13 mars 2007.

De quelques « faussaires » en particulier

pas de chance. Non, là encore il ne parle pas de la Palestine, mais du Darfour.

BHL signe avec ses amis Romain Goupil et André Glucksmann : « Nous condamnons bien entendu le terrorisme, mais on ne chasse pas le terrorisme en bombardant les civils³³. » Une sévère condamnation de la façon dont le gouvernement israélien agit ? Zut alors, une nouvelle fois raté ! Ce raisonnement ne vaut que pour les Russes à l'égard des Tchétchènes, et n'a pas vocation à être universel.

Dans *Le Parisien* du 13 mars 2011, il évoque « les horreurs d'une guerre où on envoie des avions mitrailler des populations civiles désarmées ». Aurait-il changé d'avis sur la guerre de Gaza qu'il a soutenue ? Non, rassurez-vous, il parle de la Libye.

On pourrait encore ironiser sur les multiples exemples de couardise physique de celui qui joue en permanence la posture, sur sa façon d'être si complaisant avec les gens du pouvoir et si méprisant avec les autres, etc. BHL est insubmersible. Cela en dit long sur la décomposition du débat intellectuel français.

La guerre civile en Libye allait lui donner l'occasion d'une remise en selle spectaculaire.

33. *Le Figaro*, 13 novembre 1999.

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

Après avoir déclaré son inquiétude au début des évolutions arabes – le danger islamiste ! –, BHL prit plus rapidement que ses confrères « faussaires » le sens du vent. Ne s'était-il pas, déjà en 2003, opposé à la guerre d'Irak, tandis que ces derniers la soutenaient ? N'ayant pas d'obligations professionnelles et ayant les moyens de voyager librement, il se rendit tout d'abord au Caire, puis partit dans un jet privé, accompagné d'un ami journaliste et d'un photographe, à Benghazi. Après avoir patienté quelques jours, il fut reçu par les leaders du Conseil national de transition, en quête de reconnaissance internationale. Il leur proposa de faire l'intermédiaire avec le président français. Sarkozy sauta sur l'occasion, il était mal sur le plan diplomatique, la France étant accusée d'être à la traîne sur les révolutions tunisienne et égyptienne et on reparlait beaucoup de la réception fastueuse de Kadhafi à Paris en 2008. BHL amena à l'Élysée des représentants du CNT qui fut immédiatement reconnu par Sarkozy. Ce dernier déploya son énergie habituelle pour que soit instituée une zone d'exclusion aérienne sur la Libye afin d'empêcher Kadhafi de procéder au massacre qu'il avait plusieurs fois promis sur Benghazi. Alors que quelques grincheux se montraient consternés par la précipitation avec laquelle Sarkozy avait suivi BHL, la plupart des

De quelques « faussaires » en particulier

éditorialistes amis célébraient le rôle du « ministre bis des Affaires étrangères » dont l'impulsion avait permis d'éviter un carnage.

Ce n'est pas parce que Bernard-Henri Lévy a une approche manichéenne des choses qu'il faut juger son action à la même aune. On peut être certain que Kadhafi aurait tenu parole et qu'un bain de sang aurait eu lieu à Benghazi si une force internationale ne l'en avait pas empêché. Il est indéniable que BHL a saisi Nicolas Sarkozy pour que celui-ci agisse. Peu importe les arrière-pensées des uns et des autres, reconnaissons lucidement et honnêtement que leur rôle était utile.

Pas autant cependant que ne le proclament les thuriféraires de BHL. Ce dernier accuse le Quai d'Orsay de mollesse et d'inaction. Il proposait que la France commence à bombarder seule les troupes de Kadhafi autour de Benghazi. Mais heureusement qu'Alain Juppé et les diplomates français se sont mis en action pour obtenir un vote du Conseil de sécurité dotant l'opération d'un feu vert juridique et d'une couleur multilatérale. Cela a prouvé au passage que, contrairement à ce qui était avancé par les partisans de l'option unilatérale, la Chine et la Russie ne mettraient pas systématiquement leur veto. Que se serait-il passé si la France avait attaqué seule Kadhafi en dehors de toute légalité et sans appui international ? Elle

BHL, le seigneur et maître des « faussaires »

aurait été isolée, critiquée et aurait certainement subi une faillite stratégique inconnue depuis la calamiteuse opération de Suez de 1956. La reconnaissance prématurée du CNT a par ailleurs empêché un front uni européen. Le fait de vouloir agir vite et de s'attribuer le mérite de l'opération a beaucoup joué dans le refus allemand de nous suivre.

Les admirateurs de BHL n'ont pas tort d'affirmer que son intervention initiale a contribué à éviter la catastrophe à Benghazi. Il est tout aussi vrai que suivre l'ensemble de ses préconisations aurait provoqué une catastrophe pour la France et créé les conditions d'autres catastrophes à venir pour la région.



Remerciements

L'auteur remercie Sacia Guermit et Magali Bernard qui ont mis en forme avec pertinence le livre. Loïc Poulain a su efficacement rechercher les documents et textes utiles. Alexandre Tuillon et Didier Billion ont donné de précieux conseils au cours de la rédaction. Merci à Christine et à son soutien constant. Gilles Bouley-Franchitti a su enrichir ce texte par son travail éditorial.

Merci enfin à Jean-Claude Gawsewitch qui a eu le courage de publier ce livre à contre-courant qui épingle quelques « poids lourds » du monde éditorial et médiatique. Les jugements portés dans ce livre sont évidemment de ma seule responsabilité.



Table des matières

Avant-propos	7
---------------------	----------

Première partie
DE LA MALHONNÊTÉTÉ
INTELLECTUELLE
EN GÉNÉRAL

1. La France, le pays où les intellectuels sont rois	17
2. La faute aux médias !	25
3. La morale en trompe-l'œil	33
4. SOS pour le monde occidental	45
5. Israël en danger	53
6. L'islamofascisme, un concept creux en vogue	59

Les Intellectuels faussaires

7. L'islam fait peur	71
Conclusion	85

Deuxième partie

DE QUELQUES « FAUSSAIRES »
EN PARTICULIER

Avertissement	89
1. Alexandre Adler, les merveilleuses histoires de l'oncle Alexandre	93
2. Caroline Fourest, « sérial-menteuse »	105
3. Mohamed Sifaoui, pourfendeur utile de l'islamisme	123
4. Thérèse Delpech, Madame Tapedur	139
5. Frédéric Encel : Un homme d'influence	151
6. François Heisbourg : Qui paye la musique choisit la partition	165
7. Philippe Val : De Léo Ferré à Torquemada	181
8. BHL, le seigneur et maître des « faussaires »	201
Remerciements	249



Composition et mise en pages : FACOMPO, LISIEUX





Collection « Coup de Gueule »
dirigée par Jean-Claude Gawsewitch

Dépôt légal : mai 2011

